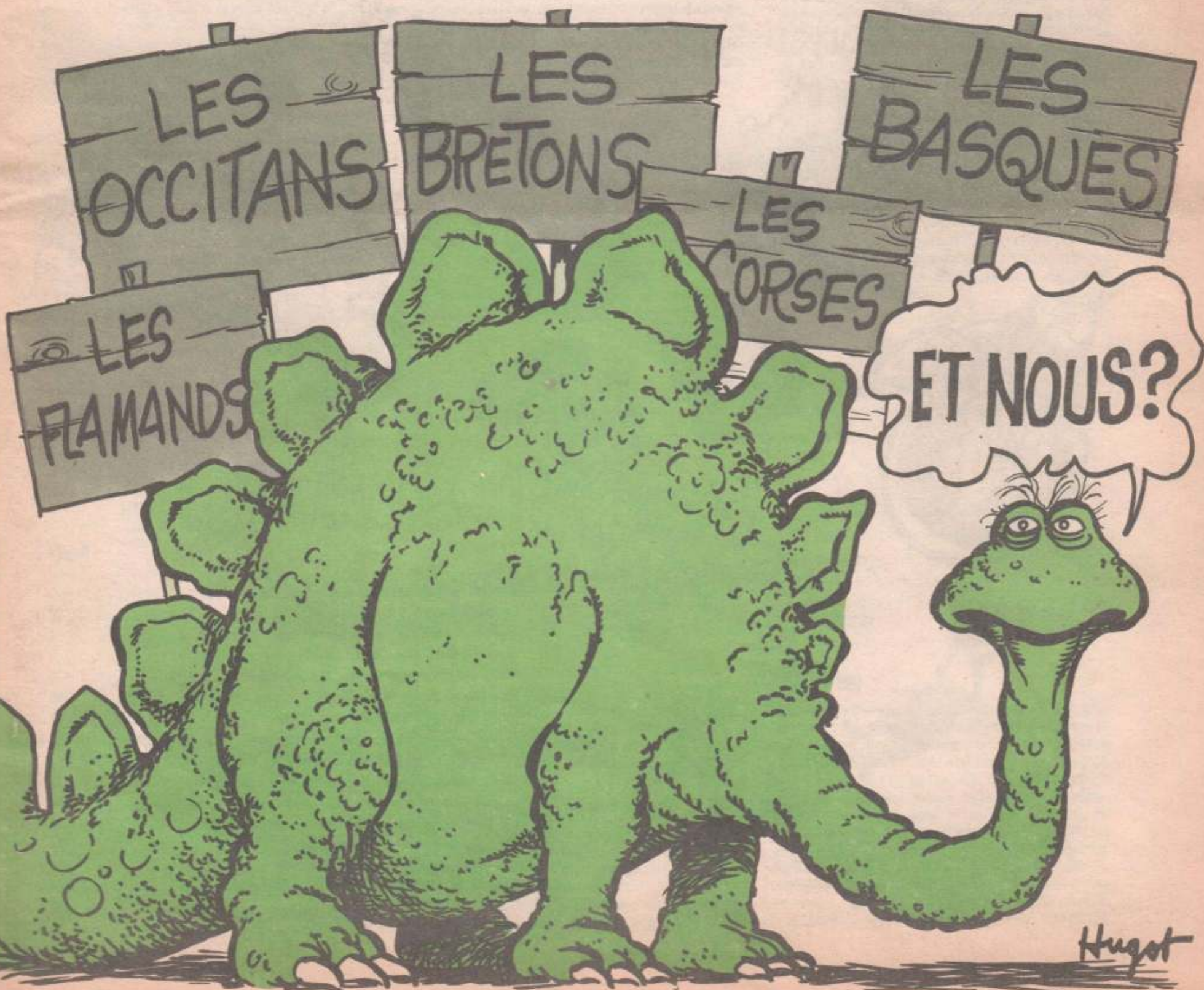


la gueule ouverte

LES MINORITÉS, C'EST L'AVENIR !



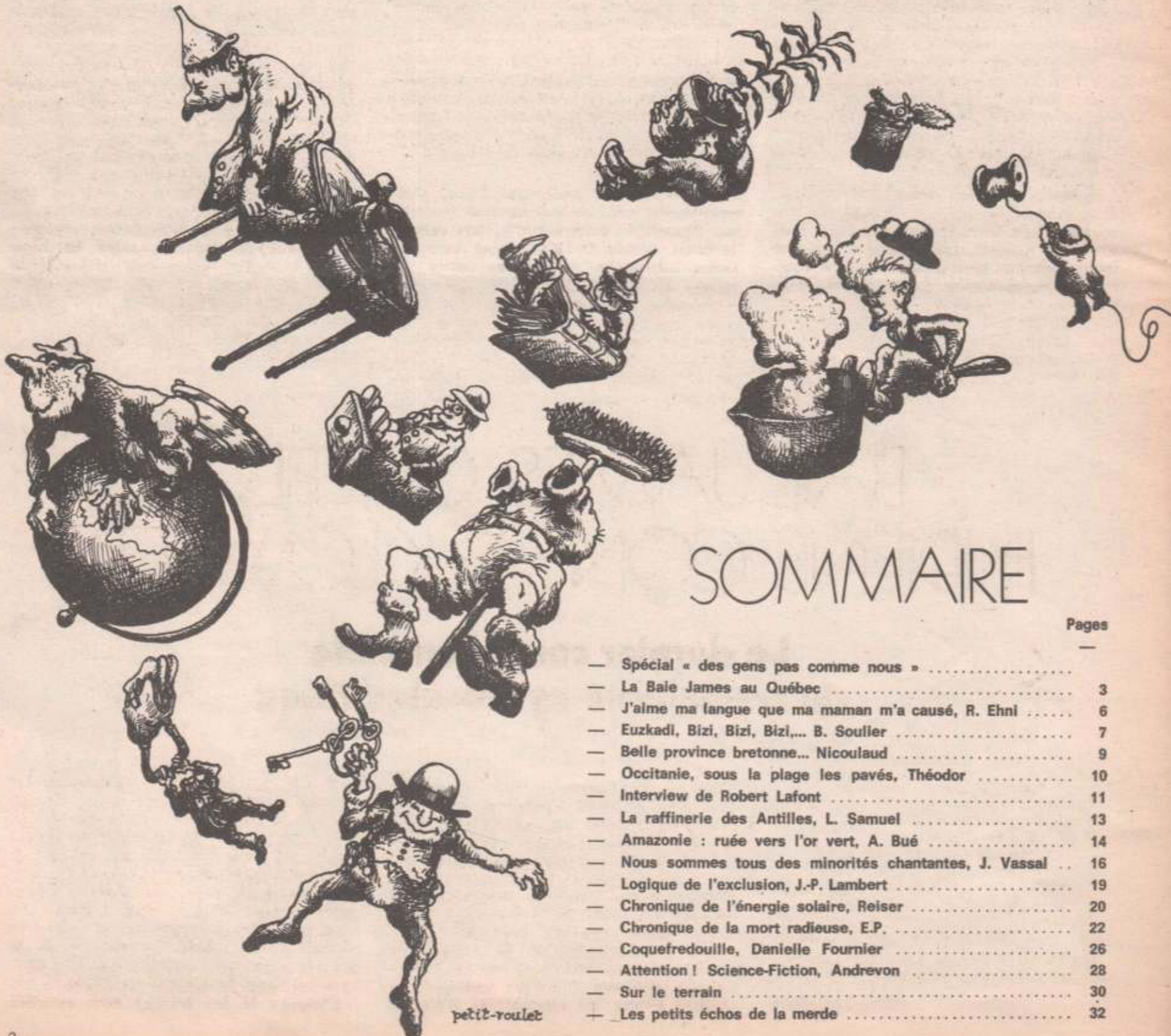
Suisse, 3.50 F.S. Canada, 1 \$. Belgique, 35 F.B.

Beaucoup de bruit, ces temps, autour de la « Gueule Ouverte ». Depuis la déception amicale (nous ne donnerions pas assez de réponses, de modèles, de trucs, de recettes), jusqu'à la haine aveugle (nous serions de vilains sorciers mystiques à abattre), en passant par le mépris (nous manquerions de talent) et la mauvaise foi la plus crasseuse (nous serions contre la vaccination aux Indes). Nous n'avons pas envie de répondre point par point aux attaques. Quel temps perdu ! Nous préférons continuer notre boulot qui n'est ni d'amuser, ni d'être brillants, ni d'endormir les foules sous notre ron-ron talentueux, ni de faire du messianisme, ni de donner, de notre hauteur, des réponses en images colorées, parcelisées, en mosaïque, à un problème global et fondamental de civilisation. Je l'écrivais ici il y a quelques mois, nous continuerons à entretenir l'outil « Gueule Ouverte » bien huilé, en bon état de marche, jusqu'à ce que son utilisation (sortie du cercle vicieux culturel habituel : élite dominante et masse receveuse, élite enculeuse et masse enculée) soit bien comprise de tous, jusqu'à ce que la prise de parole ne soit plus seulement l'affaire de spécialistes talentueux, mais de tous ceux qui ont des choses vitales à dire (ou des questions vitales à poser). La revanche des cancrs, en quelque sorte, selon le mot d'un auteur célèbre à qui il faudrait demander ce qu'il entend exactement par « cancre ». (Par exemple, être femme, cette déviance, ce dernier bastion de la différence tolérée,

ne serait-ce pas déjà être un peu « cancre » ? Ce secrétariat à la « condition féminine », créé par Giscard et assumé par Giroud, n'aurait-il pas pour fonction de nous faire quitter harmonieusement notre état de cancrs contestataires pour nous intégrer définitivement et en beauté, sans marche arrière possible, à la société mâle progressiste, élitiste et compétitive ? On en reparlera.) C'est bien ça notre boulot : être décevants. Donner faim au lieu de bourrer les estomacs de bouillie. Jusqu'à ce que chacun ait repris possession de soi-même, de sa parole, de son corps, de sa santé, de son savoir, de sa nourriture, de sa production, de sa consommation, de son PLAISIR A VIVRE.

Ce n'est pas une bonne affaire. Ce n'est pas gratifiant pour nous, on aimerait bien faire notre petit numéro de spécialistes de l'écologie, de temps en temps, c'est sûr, ça nous tente. Mais ce n'était pas la peine pour ça de fonder la « Gueule Ouverte », toute la presse capitaliste nous ouvrirait volontiers les bras. C'est délibérément que nous avons choisi la « Gueule Ouverte » pour continuer patiemment à y enfoncer le clou. Nous nous donnerons les moyens de passer encore longtemps pour des minables. En attendant que des mots comme réussite, pouvoir, liberté, bonheur aient changé de sens et d'usage.

Isabelle



SOMMAIRE

| | Pages |
|---|-------|
| — Spécial « des gens pas comme nous » | |
| — La Baie James au Québec | 3 |
| — J'aime ma langue que ma maman m'a causé, R. Ehni | 6 |
| — Euzkadi, Bizi, Bizi, Bizi,... B. Soulier | 7 |
| — Belle province bretonne... Nicoulaud | 9 |
| — Occitanie, sous la plage les pavés, Théodor | 10 |
| — Interview de Robert Lafont | 11 |
| — La raffinerie des Antilles, L. Samuel | 13 |
| — Amazonie : ruée vers l'or vert, A. Bué | 14 |
| — Nous sommes tous des minorités chantantes, J. Vassal .. | 16 |
| — Logique de l'exclusion, J.-P. Lambert | 19 |
| — Chronique de l'énergie solaire, Reiser | 20 |
| — Chronique de la mort radiieuse, E.P. | 22 |
| — Coquefredouille, Danielle Fournier | 26 |
| — Attention ! Science-Fiction, Andrevon | 28 |
| — Sur le terrain | 30 |
| — Les petits échos de la merde | 32 |

UNE SEULE TÊTE SOUS UNE SEULE CASQUETTE

Hitler était un grand précurseur dont le message aurait pu rester injustement méconnu si les marchands de la mode rétro n'avaient pas pensé à le commercialiser : sa manière de résoudre son problème de minorité ethnique et nationale juive est dans toutes les mémoires. Le capitalisme a retenu les leçons du Führer tout en se montrant quand même plus subtil. Hitler détruisait physiquement tous les non-aryens, comprenez les autres, les différents. Le capital les dissout dans le grand « melting pot » (creuset) de la civilisation techno-industrielle. Il ne les pousse pas vers la chambre à gaz, mieux, il les convainc d'y entrer de leur plein gré. Un petit bravo pour l'artiste. Pour repérer l'ennemi du capital, pas besoin d'étoile jaune. La couleur de la peau suffit.

L'ennemi sera donc, selon les latitudes, l'esquimau, l'indien, le cul-terreux, le bavard-avé-l'assent, le fourbe basané, tous ceux, en général, qui oublient d'enlever leurs godasses crottées avant de se prosterner dans le Temple de la consommation blanche, occidentale et Parlysienne. Tous ceux qui prétendent se contenter de leurs valeurs culturelles originales, tous ceux qui n'attendent pas que France-Soir réponde aux questions qu'ils ne doivent pas se

poser eux-mêmes, tous ceux qui ont l'insoutenable prétention de conduire eux-mêmes leur vie, sans souci des manuels de survie déposés dans les mairies et les églises. La règle du capital c'est en effet la standardisation. Le paysan africain doit savoir lire les instructions des fabricants d'engrais chimiques. Le cadre supérieur japonais doit aimer bronzer comme son collègue suédois dans les mêmes camps de loisirs où il se refera une santé avant de rentrer dans sa « boîte ». Si un banlieusard parisien peut conduire une Renault, le bûcheron malaisien doit pouvoir le faire aussi. Quant à l'iranien moyen, pourquoi n'accepterait-il pas les bienfaits de l'atome pacifique avec le même enthousiasme que le maraîcher de la vallée du Rhône ?

Cet œcuménisme capitaliste, d'inspiration américaine, mais Brejnev est bien d'accord sur l'essentiel, déferle sur le tiers comme le quart monde. On s'achemine vers une usine planétaire d'esclaves noirs ou jaunes, bronzés ou pâlots, dirigés par des « managers » strictement identiques, jusqu'au Concorde et à l'attaché-case. La lutte des minorités ethniques, culturelles et sexuelles est donc plus qu'une résurgence folklorique. Ce sont les média du

capital qui tentent de la présenter comme une révolte d'inspiration étroitement nationaliste. Cette lutte est écologique. C'est aussi une lutte de classes. S'il ne restait sur terre que des caniches domestiques, mais plus de belettes, plus de renards, plus de pinsons et plus de bacilles, l'éco-système ne ferait pas long feu.

Dans ce numéro, on trouvera des exemples aussi différents que ceux du Québec, d'Amazonie, des Antilles « françaises » et des minorités dites hexagonales. Il est pas question de les mettre sur le même niveau. Mais dans tous les cas, le capital n'a pas demandé aux autochtones leur avis sur le bonheur qu'il allait leur assener sur le coin de la tronche avec ses kilowatts, ses raffineries, ses autoroutes, ses marinas et ses plages privées. Dans tous les cas, on a fait comme s'ils n'existaient pas ou mieux, comme s'ils n'étaient que rentables, touristiquables, domestiquables. La démocratie du capital techno-industriel, c'est le stade de Santiago-du-Chili, brève étape avant le Père Lachaise. Et ça, c'est pas les dépliants des agences de voyage ou les pages de publicité de la presse du lundi qui vous le diront.

Arthur.

BAIE JAMES, QUÉBEC : INDIENS CONTRE KILOWATTS

Le dernier coup pendable du capitalisme hydro-électrique

« Des matins je m'lève Esquimau
J'te vois vider l'Arctique
L'eau les humains les animaux
A des prix électriques
J'peux pas croire que tu sois si bas
J'peux pas croire que tu sois si rat
Faudrait qu'tu sois si bête
A s'mer du vent de c'te force-là
Tu t'préparas une joyeuse tempête...
Peut-être ben qu'tu t'en aperçois pas. »

(Lettre de Monsieur Identique Lachance
à son premier sous-ministre,

Gilles Vigneault).

Dans sa boulimie d'espaces vierges, le capital est à l'étroit. L'opération de la Baie James, au Québec, est exemplaire : voilà une des dernières régions du globe sur laquelle le fric n'a pas encore posé ses mains sales, peuplée de quelques indiens allergiques aux standards occidentaux, et dont les richesses naturelles sont autant d'alléchantes sucettes pour les multinationales. L'histoire qu'un copain du Québec nous raconte ne fait que commencer. La lutte des minorités ethniques du Québec contre les compagnies d'électri-

cités canadiennes et américaines n'est pas perdue : le projet hydro-électrique démentiel de la Baie James, ainsi que l'usine d'enrichissement de l'uranium envisagée par le C.E.A. (le nôtre, eh oui) sont menacés par la révolte des ouvriers, discrètement annoncée dans « Le Monde » du 23 mars dernier : « le chantier principal du plus grand des barrages sur la rivière La Grande a été saboté. Le matériel de la société américaine Bechtel, très liée avec la C.I.A. dans le Sud-Est asiatique, a été « attaqué » et les travaux sont retardés

d'un an, au minimum ». Est-ce la révolte des indiens exploités par le capital et spoliés par le gouvernement fédéral canadien ? Déjà, les investisseurs étrangers hésitent devant ce climat social perturbé (une usine d'enrichissement de l'uranium coûte un milliard et demi de dollars). Et on ne peut quand même pas mettre un flic tous les cent mètres sur un chantier qui couvre les deux tiers de la superficie de la France...

Le projet de la Baie James, c'est le plus grand chantier de travaux publics de l'Histoire : quatre barrages sur quatre grandes rivières et 8.330 mégawatts à la clé, répartis entre le Canada et les U.S.A. dont la soif énergétique est sans limites. La mise en eau d'un territoire plus étendu que la Grande-Bretagne pose bien entendu des problèmes écologiques eux aussi jamais vus. Tous les experts consultés ont crié « au fou » et demandé que le projet soit retardé de dix ans pour que l'impact sur l'environnement soit mieux connu. Mais le dollar n'attend pas...

HISTORIQUE DE LA BAIE JAMES

La région de la Baie James est située au nord-est de la province de Québec, à laquelle elle fut rattachée en 1912, après avoir appartenu d'abord à une compagnie privée, The Hudson's Bay (1), puis au gouvernement fédéral canadien.

Certains archéologues soutiennent que l'homme habitait déjà ces terres 4.000 ou 5.000 ans avant J.-C. Les Cris et Inuits qui y vivent actuellement ne seraient pas moins anciens.

A l'époque de la colonisation, le commerce des pelleteries se développa, s'effectuant généralement sur la côte plus accessible. Les Indiens apportaient des fourrures qu'ils échangeaient contre des produits manufacturés. Les Cris de l'intérieur ne virent pendant longtemps aucun Blanc, ces derniers préférant ne pas s'aventurer dans ces territoires hostiles couverts de forêts et de marécages et parcourus de rivières impétueuses. Notons que les Indigènes eurent à souffrir du colonialisme bien avant le contact direct, par le biais des maladies (2) qui se propageaient depuis les postes de traite.

Plus tard, au moment de l'établissement de colons, les agriculteurs ont négligé ces régions à la limite de l'Arctique. Les Indigènes n'y vivaient que de chasse, de pêche et de cueillette. Enfin, l'inaccessibilité des forêts les préserva de l'expansion de l'industrie forestière.

Jusqu'à ces quinze dernières années, les Cris (7.000 individus) qui vivaient en société lâche, sans chefs, sans autorité suprafamiliale, sans lois rigides et sans procédure juridique, surent préserver leur héritage culturel. Ils négligèrent d'apprendre l'anglais, et parlent encore exclusive-

(1) The Hudson's Bay existe toujours, et possède de nombreux magasins à rayons à travers le Canada.

(2) Cette caractéristique des Indiens, qui n'avaient jamais été en contact avec certaines maladies infectieuses, put être utilisée contre eux par les blancs. On distribuait des couvertures infectées de variole pour décimer les Indigènes.

ment le cri dans leurs villages. Ce n'est que récemment qu'ils durent, face aux pressions gouvernementales, se désigner des représentants. Malgré la scolarité, les enfants reviennent au mode de vie ancestral, dégoûtés d'avoir perdu leur adolescence à apprendre des futilités inutiles en forêt. Le seul point positif de l'école, c'est d'avoir créé le contact entre ce peuple encore libre et ses frères dépossédés du Sud. Ils savent maintenant que l'intégration à la société occidentale leur est indubitablement négative. Ils préfèrent retourner à leur anarchie où le seul but et la seule condition de survie est l'harmonie avec la nature.

LE PROJET ET SES CONSEQUENCES ECOLOGIQUES

Le 29 avril 1971, Robert Bourassa, Premier ministre du Québec, à l'issue de sa campagne électorale victorieuse, annonçait à grand renfort de publicité l'exploitation du potentiel hydro-électrique du versant est de la Baie James. Quelques mois plus tard, le Parlement ratifiait légalement ce projet, et l'on assistait à la création de la Société de Développement de la Baie (S.D.B.J.), la principale fonction de cette société étant l'établissement de barrages et le harnachement de cinq cours d'eau en deux phases.

1. — Le regroupement de trois rivières du Sud, Nottaway, Broadback et Rupert. Ce projet est le complexe communément appelé N.B.R.

2. — L'aménagement de deux rivières du Nord, la Grande et Eastmain.

Le bassin de drainage de ces cinq cours d'eau équivaut au quart du Québec. On voit déjà ici l'ampleur du bouleversement écologique.

La création de réservoirs immenses concentrant aux différents points de cette région des millions de tonnes d'eau risque de provoquer des tremblements de terre, tout au moins des glissements de terrain. Il a été démontré que la construction de barrages importants accentue l'activité sismique. Le sol, composé d'argiles et retenant de nombreuses nappes d'eau souterraines, renforce encore cette thèse.

Il est indéniable que l'inondation détruira de 10 à 20 millions de cordes de bois (3) qui pollueront les eaux limpides en se décomposant lentement dans les rivières. D'autre part, seront irrémédiablement noyés prairies et marécages, réserves inestimables de flore et de faune, essentielles à la survie des Indigènes. Les villages mêmes des Indiens sont menacés de disparition, ainsi que certains sites historiques irremplaçables de la civilisation amérindienne.

Les inondations créeront des obstacles aux migrations des caribous (renne) et des orignaux (élan) qui doivent se déplacer vers de nouveaux pâturages pour survivre. Ce sera la destruction de l'habitat naturel du castor, de la loutre et du rat musqué

(3) Corde de bois = 128 pieds cube.

qui vivent près des rivières et sont la principale ressource des Cris, procurant nourriture et fourrures. On assistera éventuellement à la disparition totale de cette faune, puisque, avec la construction de routes, les parties de chasse extermineront ce qui restera.

La faune aquatique ne sera pas mieux lotie. La modification de la température de l'eau, de son pH et de sa concentration en oxygène dissoudra le plancton dont se nourrit le fretin ; par conséquence directe, les poissons carnassiers périront. Sera également affecté le saumon atlantique qui doit remonter les rivières pour frayer.

Au printemps, les oies sauvages arrivent du Sud par milliers pour s'installer l'été durant dans les immenses marécages. Elles devront quitter la région.

Le territoire compris dans ce projet a une telle envergure que le climat en sera modifié, à cause de l'échange de chaleur entre les nouvelles nappes d'eau. Une augmentation des chutes de neige serait désastreuse pour le caribou de la Baie James, qui s'y trouve à la limite septentrionale de son territoire.

Si la région de la Baie James est extrêmement giboyeuse, cela est dû en grande partie à sa végétation qui n'a jamais encore été étudiée, bien que pourvue d'une flore unique au monde.

LA LUTTE DES HABITANTS DE LA BAIE JAMES

L'option Baie James fut retenue sans même considérer les alternatives possibles et sans consulter les gens qui vivent depuis toujours sur ces terres, en l'occurrence les Amérindiens. Cruelle ironie, ils se doivent d'exhiber aux capitalistes blancs leurs titres de propriété. Il existe pourtant des traités datant de 1912 où le gouvernement provincial du Québec s'engage à respecter tous les droits des populations « sauvages » de la Baie James.

Le 7 novembre 1972, l'Association des Indiens, appuyée de représentants Inuits (4), déposa donc une requête en injonction pour arrêter les travaux préliminaires. Le juge Malouf, de la Cour Supérieure, reconnut les droits des Indigènes et ordonna l'arrêt immédiat des travaux. Le gouvernement fit appel, l'injonction fut cassée. Présentement, les Cris et Inuits ont déposé une autre requête devant la Cour Suprême du Canada. La partie qui se joue est absolument dramatique. Tant que les travaux étaient au point mort, il y avait possibilité de négocier, mais avec les bulldozers en marche, les dommages seront bientôt irréparables.

(4) Inuit est le vrai nom des Esquimaux, celui qu'ils se donnent. Le terme « esquimau » (mangeur de viande crue) est considéré comme péjoratif.

Documents consultés pour réaliser cet article :

— Baie James sans motif légitime, de Boyce Richardson (Editions de l'Étincelle).

— La Baie James, c'est grave, Opuscule édité par S.V.P. (Librairie Parallèles, 47, rue Saint-Honoré, Paris-1er.)

— Articles du MacLean, du Bulletin Populaire et de Québec Presse.

MENSONGE ET INCURIE DU POUVOIR

Les arguments de défense du projet sont purement démagogiques. D'abord, la lutte contre le chômage. Dans sa campagne électorale de 1970, Bourassa se faisait fort de créer 100.000 emplois nouveaux. Si l'on compte 12.500 emplois par an à la Baie James, les travaux s'étalant sur dix ans, cela fait effectivement 125.000. Raisonnablement bien fait pour jeter de la poudre aux yeux.

D'autre part, la Baie James allait permettre au Québec d'éviter la crise de l'énergie. Des prévisions laissaient croire que la province serait à court d'électricité en 1979. Si ces soi-disant prévisions s'avèrent exactes, pourquoi n'a-t-on pas étudié également d'autres solutions ?

Le coût des travaux n'a même pas été évalué sérieusement. Les chiffres officiels augmentent de mois en mois : on parlait de 5 milliards de dollars, on en est rendu à 10 milliards de dollars. De plus, ce qui devait être la seconde phase du projet (harnachement de la Grande), est devenu le plan officiel du développement. Les responsables des travaux justifient ces changements par un souci de protéger l'environnement, alors qu'il ne font qu'intervertir l'ordre du projet. En fait, la seule mention faite de l'écologie dans les rapports de la S.D.B.J. est immonde : « La Baie James pourrait devenir un vaste laboratoire d'études de modifications écologiques ». La politique du gouvernement Bourassa n'est que pur aventurisme.

Pourtant, en regardant de plus près cet aberrant galimatias politico-économique, on voit se profiler à la Baie James les spectres tentaculaires des sociétés multinationales.

En effet, si l'Hydro-Québec (société entièrement québécoise) sera majoritaire à 70 % de la S.D.B.J., elle n'est pas capable d'en assurer les frais, loin de là. Il faudra donc emprunter.

On trouve d'abord la société Bechtel, de San Francisco, dont la filiale québécoise s'est vue confier la gérance des travaux. Cette compagnie Bechtel est la plus grosse au monde dans le domaine de la gérance. Le président de la compagnie, Stephen Bechtel, siège à plusieurs conseils d'administration, notamment ceux de la General Motors Company et de la Hanna Mining Co.

Un autre requin rôde autour de la Baie James. Il s'agit de la Rio Tinto Zinc, dont le président se trouvait à Québec lors de la création de la S.D.B.J. La Rio Tinto Zinc appartient au groupe anglais Rothschild, et est plus connue au Québec par sa filiale la Brinco. Cette société, contre sa généreuse participation à l'aménagement des chutes Churchill au Labrador, s'est fait donner 40 % du territoire de cette région en concessions minières.

Or, l'on sait très bien que le sol de la Baie James est riche en métaux et minéraux. Il serait alors facile pour ces sociétés d'obtenir à titre de remboursement la grosse part du gâteau.

De plus, ces deux firmes s'intéressent à l'uranium dont on sait que le traitement requiert beaucoup d'énergie. Les rapports



de la Brinco font état depuis 1970 de la possibilité de construire une usine d'uranium enrichi au Canada grâce au C.E.A. français. La Baie James serait alors avec son électricité le site idéal, et les dettes, le meilleur instrument de persuasion.

CATACLYSME ÉCOLOGIQUE ET ETHNIQUE

Au Canada, le problème en général est le sujet de nombreuses polémiques et controverses. Il existe un comité pour la défense de la Baie James dont le but est d'informer le public et d'organiser les pressions populaires (pétitions, manifestations, etc.). La superficie de la région égale à peu près la superficie de la France moins la péninsule armoricaine. C'est un cataclysme écologique qui mérite l'attention internationale. Des projets similaires sont à l'étude à travers tout le Canada. C'est

simple, toutes les rivières se jetant dans l'Arctique sont menacées au détriment toujours des populations autochtones. La dernière tentative gouvernementale de négociation avec les indiens date de janvier 1974 et se résume en trois points. A titre de dédommagement, une allocation de \$ 100.000.000 ; une réserve de 2.000 milles, et la gérance des concessions touristiques. Les Cris sont conscients du danger, l'argent ne les intéresse pas et ils refusent d'être parqués sur leur propre territoire. Ils n'ont pas encore daigné répondre officiellement à ces offres.

Il est quand même assez difficile de prévoir les réactions de ce peuple pacifique. Les représentants font preuve de réserve et de timidité pour parler des étapes futures de la résistance à l'envahisseur mécanisé. C'est peut-être une stratégie en attendant de voir jusqu'où ira le gouvernement dans sa politique de conquistador.

Yves Decembre-Mathais.
(Montréal)

J'aime ma langue



que ma maman m'a causé.

Il y a quelques semaines, je fus, à Versailles, à une réunion des « minorités ethniques de France » (Je ne sais pas si les organisateurs avaient formulé ça de cette façon ; à peu près). S'étaient retrouvés des Corses, des Catalans, des Occitans, des Basques, des Bretons, des Romanichels, des Flamands et des Alsaciens.

L'après-midi ces « minorités » chantèrent. Les Corses c'était très beau, émouvant : leurs voix recréaient sur une pelousette versillaise le territoire de la montagne-par-dessus-la-mer, et je voyais une économie traditionnelle, celle du « beau paysage méditerranéen » (définition qui date de la Renaissance) revivre. Vivre. S'ils chantent encore « ça » c'est que « ça » vit encore très fort, pour la Corse c'est pas rapé, la Corse est une île, vive la Corse ! me disais-je.

Le soir il y eut un « débat ». Les « spécialistes » sur l'estrade. Le peuple dans la salle, avec droit d'interpellation, tout de même. (Pendant le « débat » le groupe Roger Siffer, à la porte de la salle, faisait danser ceux qui ne voulaient pas assister au « débat » ou ceux qui en avaient marre, chahutait un peu ce « débat », ce qui ravissait les Bretons les Flamands et les Alsaciens, car la kermesse chez nous est une culture, emmerdait les autres, un peu trop latins à mon gré, sauf les Corses dont les voix exercées dans les montagnes auraient couvert une kermesse à Orly).

Bon, il y eut un « débat ». Ce fut l'engueulade. Les communistes se firent traîner dans la boue. Ils étaient notre ennemi principal. Comme il y avait dans la classe de braves communistes, les « réacs ! » « passésistes » se mirent à pleuvoir. Chacun ouvrit son parapluie, le « débat » devint général, chacun eut un « temps de parole », pour s'interroger, qui des communistes ou de l'état bourgeois, méprisait le plus nos langues. Car notre problème, ce jour-là, à Versailles, était la langue, nos langues, la conservation de nos langues, la résurrection de nos langues. J'ai remarqué que chaque fois que nous nous retrouvons nous parlons « langues ». (C'est normal. Pentecôte est une histoire de langues.) Et pour la sauce des « langues », le mot « cul-

ture ». Employé neuf fois sur dix — surtout par les messieurs sur l'estrade — dans un sens impérialiste, c'est-à-dire un sens différent qu'il a chez nous, dans nos territoires. Dans le sens de « civilisation ».

J'utilisais mon « temps de parole » pour communiquer, très mal, car je m'étais tu trop longtemps, et ça se pressait au portillon dans un ordre a-universitaire, ce que je vais essayer, ici, de bien communiquer.

J'aime ma langue. Ma langue maternelle. La langue de ma maman.

La langue que ma maman m'a causé d'abord au bord de mon berceau, et mon grâpi au bord de ma baignoire dans la cour au soleil, et mon papa dans le verger quand nous cueillions les cerises pour le schnaps, et ma grand-maman quand elle m'expliquait que Dieu est bon qu'il est partout et qu'il m'aime et qu'il ne punit jamais. (J'espère que le mot « Dieu » ne vous effarouche pas. Il est une science.) J'aime ma langue maternelle qui est mon premier échange avec la communauté de mon village, le cri de mes jeux sous le tilleul ou près de la fontaine avec les enfants — filles et garçons — de mon village. J'aime ça. C'est un plaisir. C'est le plaisir des derniers jours du berceau : avec trois mots de notre langue maternelle nous sommes assez costauds pour marcher.

Je suis persuadé, je sais, qu'on ne se prive pas impunément, ensuite, de cette langue du berceau. Il se produit un effet de castration. La castration c'est peut-être bon pour travailler dans une banque, donner des cours dans une université, allonger un client sur un canapé, mais ça ne vaut rien pour le plaisir.

(Hier soir une copine nous a fait un poulet au whiskie, ici, rue Broca, dans cette cour encore rurale avec son cerisier. C'était bon ! J'étais le seul Alsacien. En me léchant les doigts j'ai dit « Esch dàs gûat ! » : c'était pas pour établir une communication avec les autres puisqu'ils ne parlent pas alsacien, c'était l'onomatopée du plaisir.)

Bon. J'aime ma langue. Mon plaisir ne peut être que par ma langue. Mais je ne veux pas qu'elle tombe dans la main de spécialistes, je ne veux pas qu'elle soit enseignée comme un latin, je ne veux pas qu'on la conserve comme on con-

serve les hautes langues de civilisation. Je veux que ma langue, l'alsacien, continue de vivre dans sa sauce de culture, sauce de plaisir, je ne veux pas qu'on y mette la sauce civilisation.

Langue maternelle, plaisir, culture. Ma langue, au-dessus de mon berceau, est l'invention joyeuse ou grognonne de ceux qui se penchent dessus. Ceux qui se penchent inventent. Ils font du bruit avec la bouche. Ils me donnent envie de ce plaisir du bruit avec la bouche. Ceux qui sont au-dessus de mon berceau sont les « inventeurs » des sons qu'ils émettent : personne pour leur dire : « Dites.. Ne dites pas ! »

Plus tard, quand je marche, je rencontre un paysan, il aiguise sa faux ; faux, pierre à aiguïser, coffre sont des mots à lui, il ne les a pas inventés, mais presque, puisque les outils qu'il fait chanter ont été inventés par la commune, nommés ici et pas ailleurs.

Ce serait trop long du berceau à l'âge adulte ! Soyons abstraits : pour qu'il y ait un rapport de plaisir entre l'homme et sa langue il faut et il suffit que son activité, ses objets, son territoire, sa production soient nommés — inventés — par lui et ceux qui occupent le même territoire. Autogestion. On ne pourra pas m'accuser de passéisme. Dans la commune autogérée, ou dans le quartier, dans ces territoires, toutes les productions appartiennent à tous : produire la bouffe, produire la maison, produire l'éducation des mômes, produire l'échange avec les autres territoires, produire la baise. C'est la condition cinégaumont pour qu'il y ait plaisir.

Si ces productions sont inventées par le haut, par les missionnaires capitalistes ou les missionnaires marxistes, les spécialistes en machines IBM, les spécialistes en maisons, Corbu, les spécialistes en émancipation sexuelle, les spécialistes en émancipation tout court, les spécialistes en beau causer, les spécialistes en pédagogie-ouverte, les spécialistes en écologie — Spécialistes de tous les pays unissez-vous ! Hitler, Spécialistes, même combat ! — il se produit un effet d'enseignement, un effet de civilisation. Adieu plaisir. Adieu culture.

Si nous aimons nos langues comme

les bébés la tétée — on y revient ! on y revient ! — c'est qu'elles sont nées à des époques où, malgré rois et marie-antoinettes, le pouvoir des spécialistes n'était guère meurtrier, sauf le pouvoir des spécialistes de la guerre, mais celles-ci ne faisaient que passer, alors que le souvenir reste dans le bocage beaucisé. Dans ces temps bénis, quoiqu'on en dise, nous avons beaucoup de pouvoirs dans nos territoires. Pouvoir de fabriquer nos outils — et de les comprendre —, pouvoir de fabriquer nos maisons — ah, elles sont belles aux citadins nos maisons rurales —, pouvoir de pédagogie — l'enfant était élevé par toute la communauté —, pouvoir de la baise — on apprenait ça sur le terrain : granges, fontaines, étables, prairies, vergers, greniers, ruisseaux, et pas dans un livre — et coetera... Et pour toutes ces activités, pour cette culture, nous avons une langue, la langue inventait l'action, l'action inventait la langue, l'outil — notre outil — inventait un son, mais un son n'inventait pas forcément un outil : on était assez fainéants. Nous ne discuterons pas autour de la « misère » de la commune de ce temps-là : le monde rural n'est pas un bloc, dans le tas des cultures rurales il y a bien dû y avoir des époques bénies, sinon pourquoi le civilisé s'abat-il si féroce sur nos bicoques ? résidences de paysans si misérables ? mais à la crèche pas si misérable que ça ? puisque les civilisés s'ingénient de la remettre en état, de tout retrouver ? et même les poutres ?

Donc, cet attachement, ces viscères autour de notre corse, basque, breton, flamand, alsacien, c'est comme un souvenir de plaisir : le temps où le nommé était notre création.

On ne va pas pleurer sur nos ancêtres. Mais sachant cela — et possesseurs encore d'une langue en chair — nous devons, pour retrouver le plaisir, imaginer une société de terroirs — ça fait réac — de territoires qui sont des cultures : convivialité sur toute la ligne, convivialité avec la bouffe, la baise, la crèche, l'outil et coetera. Ça peut s'appeler autogestion. Dans un territoire le groupe d'hommes, de femmes et d'enfants produit, sans ingérence, son économie, l'invente,

se gourre, recommence, mais ne crie jamais : « A l'aide papa », invente ses rapports avec les autres territoires, fait en sorte de n'être jamais tributaire d'un spécialiste : chacun est assez grand pour s'expliquer tout à soi-même.

Naturellement, dans cette perspective utopique, utopique ? vous croyez ? la langue redevient un plaisir et plaisir spécifique à ce territoire. Un chant rare.

Et quand vous irez à la banque, dans ce territoire qui n'est pas votre territoire, comment communiquerez-vous ? Pour ça je n'ai pas besoin de langue, l'idée suffit, je

montre mon billet de banque et le guichetier du territoire de la banque comprend.

Je n'ai rien contre les langues de civilisation. J'en suis un peu spécialiste. Mais un spécialiste qui s'en tape. Le basic-deutsch et le basic-français crèvent encore plus vite que nos parlers maternels. Et pas pour une langue nouvelle, de plaisirs. Pour une langue synchrétique américano-latino-deutschovolapük pauvre, bête, pas subtile, de communication immédiate : fric ! fric ! fric !

Parlons un peu du territoire de l'employé de banque. Eh bien il

n'en a pas, l'employé. Il est dans le territoire du patron. Qui n'en a pas non plus d'ailleurs, de territoire de plaisir. Ah les patrons sont bien à plaindre. Et le territoire de la bouffe et de la baise de l'employé de banque ? Sarcelles. Ou itou. Territoire congru. Les seuls sons qui s'y inventent sont ceux des volsins, de la télé, ou des chloettes. Et les cheminements du guichetier ? Quel sous-bois quel chemin creux quelle sente ? Métro, train, bus, escalator, ascenseur. Pour le patron — universitaire, profession libérale, artiste, — c'est le taxi. Pauvres privilégiés. Et si le guichetier

est une guichetière ? Celle-là a un territoire. La librairie des femmes. Vive le M.L.F. Etonnez-vous après ça que ces sans-territoires aient une langue si pauvrement chantante : Bof. Couatsch, Beurk, Euk, et dont les seules inventions vont dans le sens de la pub qu'ils lisent pendant le cheminement : je moquettise mon living, je baranise mes après-ski, je décomplexe mon Oedipe. Puisque ces gens, n'ayant plus de territoire, ni d'activité conviviale dans ce territoire, ne parlent plus avec l'autre, ne sont plus d'accord sur aucun son avec l'autre.

René Ehni



PAYS BASQUE : NOUS VOULONS VIVRE

AXIOME : Il y a deux pays basques : le pays basque nord et le pays basque sud. L'un est situé en France et l'autre en Espagne. Entre les deux il y a une frontière. Comme toutes les frontières, c'est artificiel ; ça découle de traités historiques avec l'un qui dit à l'autre : « Ici c'est chez moi, là c'est chez toi. » D'un côté chez Franco, de l'autre chez nous. Pays de la France éternelle qui, même si elle n'a jamais toujours existé, est éternelle puisque Jeanne d'Arc, Paris, la Révolution de 89, les anciens combattants d'Algérie et de 14-18 vous le disent.

Actuellement donc, il y a deux pays basques. Hier... demain... ce que j'en sais si la frontière s'arrêterait (s'arrêtera) ici ou là permettant l'union des deux ?... L'avenir nous le dira. Pour le passé, un tas de jolis bouquins (cf. bibliographie) sont écrits, qui te permettront d'appuyer ton argutie révolutionnaire sur des données historico-socio-culturo-économico valables. Moi, j'ai aucune qualité de rond-de-jambesalonnard pour savoir si c'est en 1659 (traité des Pyrénées), avec Charlemagne ou au néolithique que la frontière s'est instituée.

Disons donc que pour l'instant il y a deux pays basques : Euzkadi-nord et Euzkadi-sud.

De l'autre côté de la Bidassoa, c'est le pays basque d'Espagne (18.000 km², 2 millions d'habitants) et ses quatre provinces : Alava, Guipuzcoa, Biscaye et Navarre, avec pour capitales respectives : Victoria, San Sebastien, Bilbao et Pampelune. De l'autre côté c'est Franco, le procès de Burgos, quelques têtes qui tombent de temps en temps (à chacun son gâtisme) et toi, de gauche, lecteur du « Monde » et du « Nouvel Observateur » qui en écho manifeste dans la rue au cri de « Franco assassin ».

DES CROIX DE FEU A VALERY

Le spectacle sanglant que nous offre le gâtisme du caudillo est suffisamment mis en exergue pour nous détourner du pays basque français.

« Certes, comme partout en France, il y a des problèmes. L'« aménagement » sévit... les promoteurs spolient le pays... l'exode des jeunes accentue le vieillissement de la population... mais c'est comme partout en France... Faire de ceci un problème basque me semble farfelu. Les autonomistes ?... En

Espagne bien sûr, ça se comprend, mais ici c'est des rigoles... »

Rigolos, passésistes, traditionalistes, les termes ont changé de vigueur mais on retrouve dans la bouche de ce jeune professeur la même condescendance paternaliste qu'employaient autrefois les colons d'Indochine, d'Algérie pour qualifier les exactions de ceux qui deviendraient plus tard des rebelles.

Il est vrai, la situation, pour l'instant au pays basque de France reste mille fois moins explosive, moins révolutionnaire qu'ailleurs. La tradition ici

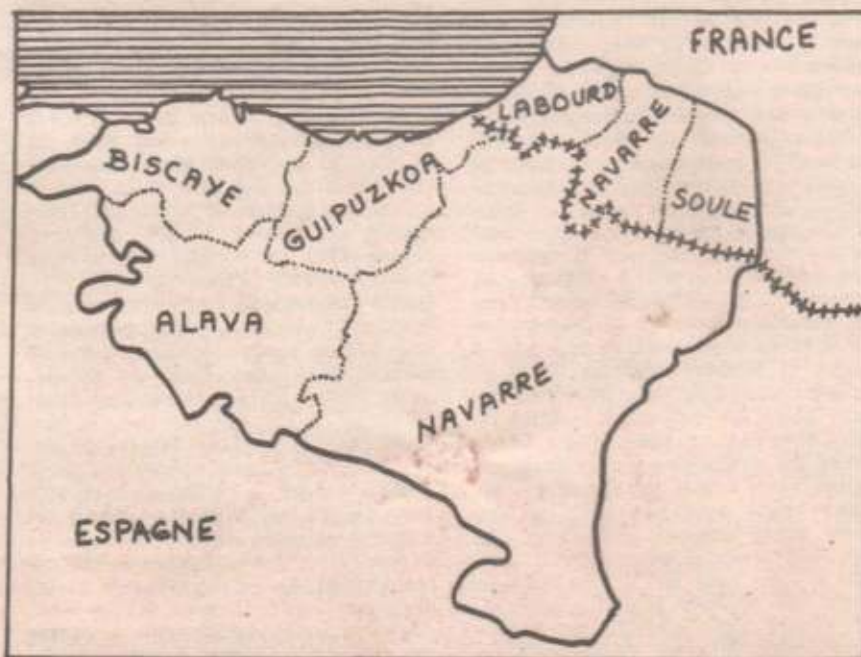
comme dans d'autres régions, a été longtemps marquée du sceau de la sclérose. Le temps est encore proche où, avant-guerre, au sortir du catéchisme, les enfants d'Hasparren y allaient de leur volée de cailloux sur les vitres de l'école laïque — l'école du diable — où, le simple fait d'être correspondant de la « Dépêche du Midi » vous faisait taxer de rouge.

Le pays basque vivait au rythme de ses clochers, de l'école libre, des notables ventrus qui, après avoir clamé fort au moment du Front populaire, que « donner des vacances aux ouvriers était les menacer de devenir alcooliques », élisent un certain J.-L. Tixier-Vignancourt et un Jean Ybarnégaray en 38, tous deux Croix de Feu, émules d'un certain colonel de la Rocque... C'est un Basque bondissant, Jean Borotra, qui sera ministre du sport sous Pétain.

En passant par le colonel Tomaso, Bernard Marie (U.D.R.), Michel Inchauspé (U.D.R.), Guy Petit (indépendant) les élus du pays basque continuent à appuyer le pouvoir et si, aux dernières élections on a enregistré une poussée de la gauche, elle reste bien relative puisque c'est avec 60 % des voix que Valéry a été élu, ce pourcentage s'élevant à 80 % dans certains cantons ruraux comme celui d'holody près de Saint-Palais.

Le pays basque de France a vécu, vit à droite.

Dans cette situation politique, il est compréhensible que les idées d'autonomie soient d'emblée rejetées par la part progressiste de la population qui frémit à ce qu'était il y a peu encore le pays basque, pour qui atavisme, traditionalisme, régionalisme, riment par trop avec la main-mise idéologique de l'église, des notables de droite.



EVZKADI : ZAZPIAK BAT : 4 + 3 = 1

LES C.R.S. COMME NOUVEL ELEMENT CULTUREL

En attendant le pays basque est en pleine décaulturation. En 1955 seuls 5 % des Basques étaient ignorants de leur langue. En 1970 leur chiffre s'élevait à 55 % ! Ce qui se passe au niveau de la langue se retrouve dans l'ensemble des activités traditionnelles qui n'ont cessé de périr. Les exploitations agricoles sont passées de 11.353 en 1955 à 8.824 en 1970 (soit 26 % en moins). La population rurale vieillit tandis que les jeunes (2.000 par an environ) quittent le pays. Dans les petits centres industriels de l'intérieur comme Hasparren, Saint-Palais, Mauléon, les activités traditionnelles sont en perte de vitesse. Ce secteur artisanal-industriel a perdu de 1954 à 1968, 20 % de ses effectifs environ, par rapport à l'évolution de la population active.

Cette mort d'un pays se double d'une prise en main par les technocrates des structures décisionnelles. Jusqu'à la surveillance des plages où l'on voit peu à peu les maîtres nageurs sauveurs, gens de la côte, du pays, héritiers d'une longue tradition au service des baigneurs et des marins en péril, supplantés par les apollons-C.R.S., tandis que « Sud-Ouest » entonne l'épithète durant, la louange des gentils C.R.S. chaque fois qu'est repêché un estivant en difficulté.

Tout ça n'est pas bien grave, prétendent certains, d'autant que le pays basque est et sera protégé, c'est-à-dire qu'on en fera un parc de loisirs verdoyant où l'Europe, la France viendront refaire une santé à leurs poumons miteux. Selon Pierre Laborde (« L'appropriation foncière des Parisiens dans une région de villégiature : la côte basque française »), 2.580 Parisiens sont devenus propriétaires du pays basque. A Ciboure, en face de Saint-Jean-de-Luz, 41 % des terres leur appartiennent, 15 % à Saint-Pée-sur-Nivelle, 35 % à Urrugne. En ce qui concerne les aménagements collectifs, 30.000 nouveaux lits sont prévus d'ici 1985, 21.000 à l'intérieur. Un coup de frein sera donné ensuite pour protéger le paysage ! (sic).

Bordelais, Toulousains, cadres moyens, médecins, avocats se ruent sur le pays basque. On achète tout jusqu'aux droits de chasse dans les palombières après avoir fait monter les enchères au cours desquelles sont délivrés les postes. On n'accédait autrefois à la forêt séculaire d'Iraty qu'en Jeep. Une « magnifique » route vient d'y être ouverte. Pour l'instant elle semblerait ne mener nulle part. Si ce n'est à quelques chalets... Bientôt il y aura là un centre de loisirs, de vacances, de détente. Aucune Chambre Economique, aucune Association pour la Sauvegarde et l'Agriculture de Montagne, aucun groupe d'études pour la Défense de la Soule n'a été consulté sur l'opportunité de construire dans une des plus belles forêts d'Europe...

Cet hiver deux chalets ont flambé. Aucun journal n'en a parlé. La nouvelle en a couru cependant tout au long des vallées.

NAISSANCE DE L'AUTONOMISME

Ultra minoritaire encore, le mouvement basque existe cependant dans le pays basque de France. Si de l'autre côté de la frontière E.T.A. (EUKZADI ta Askatuna, Euzkadi et libérté) est ancré dans les couches populaires, le mouvement basque de France commence à peine à se développer.

Un des plus vieux peuples d'Europe, des revendications autonomistes qui ne datent que d'une quinzaine d'années. Divers dirigeants du mouvement Enbata (le vent qui annonce la tempête), du tout récent Herriko Alderdi Sozialista

(H.A.S. parti socialiste basque), pensent que cette non-conscientisation vient d'une part des guerres de 14-18 et de 39-45 et d'autre part de la forme insidieuse de l'occupation du territoire par la France. Les deux guerres mondiales furent une saignée commune pour les deux peuples. « Surtout en ce qui concerne la dernière, l'ennemi commun, le nazisme, nous a détournés du combat que nous avions à mener pour nous libérer nous-mêmes, faisant des combattants basques les anciens combattants d'une cause qui n'aurait dû les impliquer que momentanément. Notre pays, sous la double tutelle des notables et des curés s'est figé dans une attente passive des utopies du pouvoir parisien. On nous donnait des miettes. On était reconnaissant. Paris c'était un peu le bon Dieu. Le député qui s'y rendait un de ses saints... De l'autre côté par contre, quand ils se sont battus, au moment de la guerre civile, c'était pour la république certes, mais aussi pour l'indépendance basque... Le régime qu'ils ont eu ensuite avait au moins la qualité de ne pas cacher ses intentions. Un Basque de là-bas ne peut que plier l'échine ou se battre. La situation se limite à ces deux choix. Chez nous, dans l'immédiat du moins, il peut sembler qu'il y a toutes sortes de choix. »

MEMENTO POUR FAIRE UN BON TOURISTE

LIVRES :

— *L'oppression culturelle française au Pays basque*, Manex Goyenetch (7 F).

— *Problèmes de développement économique en Pays basque nord* (13 F).

— *Histoire du Pays basque* - Jean Louis Davant.

— *Euzkadi socialiste* - Pazi Isaba (16 F).

— *L'Irintzina ou le destin des Basques* - Léon Broussard.

JOURNAUX :

— *Enbata* : 14, rue des Cordeliers - 64100 Bayonne.

— *Eskualdunak* : 4, rue Victor-Hugo, 64100 Bayonne.

DIVERS :

— *Association Ikas* : 15, rue du Port-Neuf, 64100 Bayonne. Tél. : 25-64-26 (s'occupe des Ikastolas).

— *Librairies* : *Eskual Gogoa*, 21, rue Bourgneuf 64100 Bayonne. *Mende Berri*, 32, rue Bourgneuf, 64100 Bayonne. Tél. : 25-42-85.

Et n'oubliez pas le 12 août à Arcangues, l'inauguration du buste de Luis Mariano.

A ses débuts, « Enbata » n'est qu'un journal. Ce n'est qu'en 1963 qu'il devient un mouvement affirmant « le droit à l'unité, à la libre disposition individuelle et collective » du « peuple » de la « nation basque », sa détermination « à réaliser l'organisation de la nation basque, sa reconnaissance, par le plein exercice de la démocratie, la continuité du peuple basque rassemblé ». Pendant dix ans, « Enbata », a été le fer de lance du mouvement autonomiste basque. L'hommage qu'a rendu R. Marcellin à « Enbata » en l'interdisant est cependant un peu... tardif, dans la mesure où le mouvement en perte de vitesse n'était plus seul à mener le combat euzkadien. La large plate-forme de la charte d'itxassou avait réuni les bascopiles. Mais on peut être basque, autonomiste et de droite. La fédéralisme européen et autogestionné auquel se rattache « Enbata » reste, pour beaucoup de Basques, sinon flou, du moins est une façon de pisser à côté du pot. « Enbata », c'est ceux de la côte. Ils voulaient trop encadrer la petite bourgeoisie et ils nous engageaient parfois dans des actions qui dépassaient les gens, les paysans, à qui nous avions à parler ». Pour l'instant, depuis la grève

de la faim des réfugiés basques, « Enbata », s'est mis en sommeil. Ce n'est pas la première fois et ça ne signifie pas qu'une nouvelle forme du mouvement ne réapparaisse.

Le H.A.S., différemment politisé, se présente de ce côté-ci de la frontière comme un parti politique. Reprenant les affirmations d'« Enbata » sur l'existence du peuple basque, sur l'existence de sa nationalité, s'appuyant sur la charte des Nations unies, sur le « respect du principe de l'égalité des droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes », il exprime que le peuple basque est tout autant nationalement que socialement exploité. Dans ses analyses, encore plus précisément qu'« Enbata », il développe le thème du colonialisme culturel, économique dans lequel survit le pays basque de France. « Eskualdunak » (« Le Peuple Basque »), mensuel d'H.A.S., fait dans ses pages une symbiose entre les revendications autonomistes proprement dites et la relation des luttes sociales qui se déroulent au pays basque de France

GUINEE - BISSAU - EUZKADI, MEME COMBAT !

Si « Enbata » n'a pas réussi à s'implanter parmi les couches populaires, la leçon en a été tirée par les gens du H.A.S. qui ont mesuré les années d'aliénation qu'ils avaient à vaincre. « Il ne s'agit plus de parachever des discours. Il faut que notre organisation trouve son tempérament... Les gens ont peur, sont respectueux des mythes qu'on leur a fait avaler. Il faut arriver à les soustraire, à les décrocher de leur aimant. »

S'inspirant de la lutte menée par Hamilcar Cabral en Guinée-Bissau, cet agriculteur nous explique que « Che Guevara a été trahi par des paysans. Hamilcar Cabral a su, lui, trouver la force, la joie de les libérer... Dans les vallées il se fait des « coups ». Parfois ce sont des chalets qui flambent dans la forêt d'Iraty. Une autre fois c'est le livre de comptes d'un patron qui exploitait ses ouvriers dont nous nous emparons... On le photocopie. On le lui renvoie par la poste. Le type maintenant est tenu... Personne publiquement n'en dira mot. Les médias tairont l'acte. Pourtant dans les vallées tout le monde est au courant. Tout le monde sait aussi que notre geste est juste et que nous resterons impunis. Ça veut dire que nous avons pris le pouvoir. Et c'est ce qu'il faut : réapprendre aux gens à prendre le pouvoir. Beaucoup savent qu'ils sont aliénés. Ce que nous devons faire, c'est leur redonner confiance en leurs propres forces. »

DU CLIVAGE ENTRE POLITIQUE ET CULTUREL

Si parfois les armes sortent, c'est surtout pour convoier les gens de l'E.T.A., les préserver des mauvaises rencontres que l'on peut faire dans la montagne, quand on s'approche des frontières. (Environ 1.500 passages depuis 1969). Les « vraies » armes pour l'instant restent de type culturel.

Coûte que coûte, il s'agit avant tout de lutter pour sauver la langue, pour créer une culture basque vivante qui soit autre chose qu'un objet de musée, qu'un motif à soirées folkloriques pour touristes.

Ainsi ont été fondées des ikastolas, écoles où l'on parle basque. En pays basque d'Espagne, 30.000 enfants de 4 à 14 ans les fréquentent. Le projet est à peine naissant en pays basque de France. Juste une quinzaine de classes maternelles dans lesquelles le projet purement linguistique se double d'une recherche pédagogique, dans la lignée des méthodes Freinet. Faut-il préciser que de l'école laïque à l'école libre des curés, tout le monde — exception

faite des gens de l'Ecole Emancipée — se ligue pour condamner les ikastolas.

Outre les ikastolas, le renouveau de la culture basque se traduit par les « clubs du pays basque », pendant des clubs Unesco, qui apparaissent dans les lycées de Bayonne, de Saint-Jean-de-Luz, etc.

Les maisons d'édition de livres écrits en basque proposent chaque semaine deux à trois titres nouveaux. L'écrasante majorité vient encore du pays basque d'Espagne où l'on compte quelques six cents écrivains.

En pays basque de France, une rupture s'établit avec les arts traditionnels.

« Lotuz aire zaharri

Dugun kanta pertsun berri ... Sur l'air ancien, chantons des couplets nouveaux nous dit la complainte à Joseba Elozegi, basque d'Espagne qui s'est jeté en flammes devant le général Franco, lors de l'inauguration des championnats du monde de pelote basque à San Sébastien, en août 1970. Le folklore se dépoussière. Le théâtre basque ne se confine plus dans une pastorale à thèmes plus ou moins religieux. Hil-Biziak (Les Morts-Vivants), œuvre de D. Landart, narre l'histoire d'un couple de vieux basques abandonné au béton des Z.U.P., à l'architecture des supermarchés.

Les « fusils de la mère Carrare » de Brecht, traduits en basque, transposés dans le cadre de la guerre d'Espagne, évoquent des épisodes de la lutte des Basques.

Les Bertulari (sortes d'aédes, de conteurs) s'adonnent à des joutes improvisées en vers sur des thèmes donnés. Le formalisme de la rencontre se politise. L'ironie devient mordante comme dans cette rencontre en pays basque d'Espagne où un bertulari à qui l'on demandait d'improviser sur le thème du drapeau espagnol qui flottait au-dessus de l'assistance, se contenta de dire que « le drapeau était bien délavé, qu'il faudrait le remplacer par un autre plus neuf... ». Cette forme d'improvisation inquiète tant la police espagnole qu'elle en vient à exiger de savoir à l'avance ce que diront les improvisateurs !

DE LA PROSTITUTION

Elle est partout. C'est non seulement les courtisanes des notables en quête de quelques oboles parisiennes, c'est aussi Guy Petit, maire de Biarritz qui, fustigeant les activités d'E.T.A., déclare en janvier de cette année « qu'il y va de nos relations avec l'Espagne dont aux yeux de tout Français, aujourd'hui en proie à l'inquiétude dans le contexte du chantage arabe, il va de soi qu'elles doivent encore plus qu'avant être bonnes. Et pour le Français qui vit et travaille sur la Côte et au pays basque, cette nécessité s'impose avec beaucoup plus de force encore : privée des achats effectués par nos visiteurs espagnols, la majeure partie des commerçants ne pourra équilibrer ses affaires et leur personnel ne manquera pas d'en pâtir ».

(En 1973, la clientèle espagnole a augmenté de 53 %. Cependant, aussi spectaculaire qu'il soit, le tourisme ne représente que 11 % du budget des provinces basques. Il n'est pas vital.) Un nouveau pays basque est en gestation. De nouveaux hommes apparaissent. L'Europe des peuples se crée ici aussi. Ce n'est encore qu'une minorité, les schémas politiques réactionnaires, la croyance en l'utilité de la nation française, en son progressisme, imprègnent encore les mentalités. Cependant, il y a vingt ans seulement, nul n'aurait osé parler « d'oppression culturelle au pays basque de France ».

Bernard Soulier.



J'EN REVIENS



J'AI TOUT VU

C'EST TRÈS BEAU

SAVEZ-VOUS PLANTER LES CHOUX ?

UN DÉGUISEMENT HABILE ET SIMPLE M'A PERMIS D'OBSERVER...



HON ?

ET D'ENREGISTRER LES MOINDRES DÉTAILS DE LA VIE BRETONNE.



HA!.. LE SON DU BINIOU PENDANT QUE LES FEMMES DE PÊCHEURS ATTENDENT, À LA POINTE DU RAZ...

AH.. LE CURÉ DE CAMARET BLAGUANT AVEC SES OUAILLES!

NON!

mais... c'est du bon beurre salé...



d'ac.

ET CE CIDRE, ET CES CRÊPES PENDANT QU'IL PLEUT SUR BREST...



ET CES PÊCHEURS TÊTUS, IVROGNES, PAILLARDS ET PIEUX.

MERDEC!

MA DOUË!

MERDAC!

Paimpol



MAIS JE N'AI PAS PU VISITER LA PRISON DE NANTES....

POUR UNE BRETAGNE SOCIALISTE



KÉNAVO, MA DOUË!

MA DOUË! UN ESPION!

... J'AI ÉTÉ DÉCOUVERT À VANNES.

occitanie

Petites histoires du Far-West d'Oc : inutile de s'exciter sur le folklore. De la façon dont l'armoricain se vend bien depuis qu'il s'est électrofié, il est vraisemblable que les danseurs de gavotte et de bourrée ne vont pas chômer. En fait, le folklore occitan actuel, ce sont les majorettes. Statistiquement l'occitanie vient en tête pour les groupes de marcheuses au pas cadencé. C'est encore plus con que les fêtes virginicas du temps de Mistral, mais on leur voit un bout de cul. Ce qui me paraît plus grave, c'est l'empressement des gens de théâtre, à monter des spectacles d'été en français pour raconter à nos envahisseurs bien-aimés les grandes heures de l'Occitanie. L'autre jour c'était Benedetto à Montauban qui montrait comment Richelieu avait estourbi les huguenots du coin. Maintenant c'est Vassal à Albi qui raconte en français dans un pays où tout le monde comprend l'occitan, sauf les touristes, les amours de Flamenca, une occitane qui avait le feu au cul au 13^e siècle et dont l'histoire nous est arrivée dans cette langue-là. Il est vrai que Vassal est un spécialiste : l'an dernier, il avait déjà donné une Chanson de la Croisade avec le même tour de passe-passe.

Allez donc plutôt voir Tabo par le Théâtre de la Carriera. On y voit les Cévennes et le bassin qu'on ferme l'an prochain, vu que la houille, c'est terminé. C'est l'heure du nucléaire. Allez plutôt entendre les chanteurs occitans. Ils sont partout. Ils donnent dans leur langue des idées aux indigènes. Marti chante « quand sortirem de la reserva, fotrem lo fòc al país », et les résidences flambent. Ce type-là, je me demande ce qu'on attend pour lui couper les doigts et lui arracher la langue. Ça se fait au Chili, non ? Et Patric qui annonce que « demain on tue les cochons », c'est pas un type à saigner ?

La Hémin mit uns

Ça, ça pourrait être le plus grave cette saison-ci. L'an dernier je vous expliquais dans la GO que sur le littoral méditerranéen (la Grande Motte, Port-Leucate, le Cap d'Agde, Gruissan, etc...) la bourgeoisie locale appuyée par les notables du lieu faisait mieux que s'accrocher aux branches et faisait un tantinet cocue la mission d'aménagement.

Dans le genre lecture de vacances désopilante et instructive, je vous signale le Rapport de la Cour des Comptes sur l'aménagement du littoral. Jetez-y un œil et vous aurez moins de mal à me croire sur parole. Y a de quoi foutre en taule bon nombre de gens très bien, de graves politiciens d'ici, mouillés jusqu'au chapeau et au programme commun.

Mais c'est de la crotte de bique à côté de ce que prépare la Hémin. Ça a commencé au printemps avec

l'offre publique d'échange que cette banque a réussi sur la société des Salins du Midi. Si vous dites « bof, le sel!... », c'est que vous n'y entendez rien. D'abord le sel, ça entre dans un tas de bidules chimiques. Ensuite, le sel ce n'est pas tout. Les Salins du Midi c'est tout le front de mer disponible entre Marseille et l'Espagne. C'est très exactement tout ce qui n'a pas été zadé (ZAD : Zone d'Aménagement Différé) au moment du lancement de l'opération 6 stations. Des milliers et des milliers d'hectares.

grands manitous de la Grande Motte ? Si d'un côté la Cour des Comptes se met à montrer que tout n'est pas joli du côté de chez Balladur et si d'un autre côté la Hémin s'occupe de promotion immobilière concurrentielle, où on va ? Je vous demande un peu.

En attendant que ça se mobilise sec le coin (car tout va en prendre, les étangs, la mer, la faune, la flore, le micro-climat, les parcs à moules et à huitres, les pêcheurs, les villes voisines) vous pouvez toujours boycotter le Listel, vin des

TOURISTES, ATTENTION, SOUS LA PLAGE, LES PAVES

Un exemple, un seul : entre Sète et Agde, ça représente 23 km en face de la plage et de l'autre côté d'une route dont la Hémin entend faire un boulevard privé pour son mur de béton continu à l'usage des estivants. Jusqu'au Midi Libre qui s'émeut. On le comprend : un de ses actionnaires n'est-il pas un des

sables, lancé à grand renfort de publicité par les ex-salins du Midi et désormais propriété de la Hémin. C'est un pinard médiocre, c'est peut-être de la médiocre pharmacie, ça risque de devenir une étiquette bonne à recouvrir n'importe quoi, comme (vous vous souvenez) le Bordeaux ? Les viticulteurs qui



comme d'habitude ont annoncé qu'en juillet tout allait péter, que rien ne passerait sur les routes, ni touristes, ni Tour de France, avant d'aller comme d'habitude prendre un bain dès que J.B. Benêt a obtenu qu'on distille un peu à tout va, feraient bien de se méfier.

Il faudrait un journal entier pour faire le point bien sûr. Il y a l'aménagement de la côte atlantique qui avance à pas de géant. Il y a les Landes qu'on dépèce. Il y a la Lozère dont le dernier recensement annonce les catastrophes finales. Il y a du Rhône à Port-Leucate et de Leucate à l'Atlantique toutes les centrales atomiques que tant d'imbéciles de gauche (pardon, de grands esprits, Jules Moch le premier) ont jugées nécessaires autant que l'EDF pour que Paris puisse tourner et s'éclairer. Il y a l'effondrement des prix agricoles, pendant que les prix grimpent et qui va provoquer de nouvelles « libérations » de terre. Il y a Toulouse suspendu à la folie du Concorde. Il y a le commerce, toujours pléthorique en pays de sous-développement, qui va déguster sous la double ruée des grandes surfaces et du fisc, les Tanneries du Velay, et de l'ensemble du massif septentrional en danger de liquidation. Il y a le monstre Fos et Lacq, qui, lui, bat de l'aile. Il y a ces citadins qui dans le Périgord veulent museler la volaille qui les empêche de dormir... il y a tout cela plus le reste.

C'est dans ce climat d'urgence que les comités « Volem Viure al país » se sont créés à Féniers, Corrèze, fin juin. L'axe écologique du combat occitan se dessine. Le document publié après Féniers prend enfin position sur ce point : ce n'est ni dans le pillage à son compte du tiers monde, ni dans l'alignement économique de l'occitanie sur le reste des pays riches que l'avenir occitan peut s'inscrire.

C'est dans la volonté de vivre ensemble, dans la pauvreté assumée, et dans la dignité reconquise. Contre les demeurés qui ne veulent l'avenir que dans le développement de capitales régionales artistiques ou économiques irradiantes, le choix paraît clair de la fixation des populations autochtones, dans le sens d'une économie de basse consommation énergétique, de rapports sociaux immédiats (homme à homme, village à village, régions à régions), de lutte de classe à la base. Cela me paraît définir une stratégie nouvelle au sein du mouvement. On en reparlera au niveau de la praxis des 50 groupes de base réunis dans « Volem Viure al país », et du journal qu'ils entendent se donner. Ou le mouvement occitan sera économiquement, culturellement et politiquement dépoluant, et vainqueur, ou il ne sera rien.

C'est assez rigolo qu'il ait fallu que Lafont se présente aux élections présidentielles, et qu'il se fasse virer (parce que, Frey dixit, il n'a pas eu assez de signatures de maires) pour qu'un tel rassemblement soit possible. Mais attendons les résultats. Le reste — même ce papier — n'est que baratin sinon.

Theodor.

occitanie

UNE INTERVIEW DE ROBERT LAFONT

« La fête de l'Oc durera tout l'été » écrivait « Lutte Occitane », le 14 juillet, à Canjuers, le C.A.M. (Comité antimilitariste) a raté la sienne : les paysans du coin ne sont pas venus : Beltrame non plus.

Comme dans un vêtement mal ajusté, l'Occitanie a dû se sentir gênée aux entournures de la fête antimilitariste : le C.A.M. avait mal pris les mesures...

Quelques jours avant le rassemblement de Tourtour, Robert Lafont nous disait : « Je crois que l'antimilitarisme est beaucoup trop une philosophie politique pour donner une dimension d'action à un rassemblement concret sur un point d'un territoire concret... Il faut faire passer les gens à l'antimilitarisme en leur montrant l'armée au travail, sur le terrain. C'est pour cela que le mouvement occitan peut avoir toutes ses chances, car il démarre toujours sur le fait concret de l'occupation de l'espace, de l'expropriation et du non-développement sur place. »

Il n'y aura pas d'après-Canjuers parce que personne ne s'y est reconnu, pas plus l'écologie que l'Occitanie. C'est que le C.A.M. est arrivé à la frontière des 35.000 ha du camp avec dix ans de retard sur l'armée et quinze jours de retard sur Féniers. Féniers, c'est dans la Corrèze ; c'est là que sont nés le 23 juin les cinquante comités « Volem viure al País ».

Depuis Féniers, c'est désormais au mouvement occitan, socialiste et autonome, d'inventer sa propre non-violence et c'est aux comités de défendre l'Occitanie.

« C'est en Occitan en Occitanie que les gens se réveillent », nous écrit Théodore. Lafont en a fait un programme, qu'il baptise ici « utopie mobilisatrice ». On l'a empêché d'en faire une campagne présidentielle mais le mouvement occitan est bien parti ; la fête de l'Oc durera plus que l'été...

Q : « Où en est le mouvement occitan ? »

R. Lafont : « Le mouvement occitan est actuellement en mutation. L'année dernière, c'était encore un mouvement d'occitanistes. Cette année, à cause aussi de la campagne électorale, il devient un mouvement d'opinion extrêmement large. Jusqu'à l'année dernière, il était composé de militants politiques traditionnels qui tentaient de recruter, mais de recruter d'autres militants. Aujourd'hui, on s'aperçoit que le sentiment occitan est quelque chose de très vaste, qu'en fait tout y entre.

Il faut donc passer du mouvement Lutte Occitane (qui existe toujours,

après avoir marqué trois ou quatre années d'Occitanisme par un travail de militants révolutionnaires) à l'organisation d'une opinion qui est le plus souvent élémentaire. C'est pourquoi a été choisi le slogan « Volem viure al País » qui peut être très réactionnaire si les réactionnaires s'en emparaient, mais qui exprime le sentiment occitan de défense du pays, le désir de développement sur place des populations et celui du retour de tous les exilés. C'est une plate-forme d'opinion, garantie par le minimum

tés s'est créée spontanément, avec des gens qui n'étaient pas du tout à Lutte Occitane, mais qui venaient du mouvement culturel occitan, ou n'en venaient pas, comme des syndicalistes. Les comités « Volem viure al País » (1) sont organisés souplement, là où ils sont ; comités de quartier, de ville, de village. Leur première tâche est l'étude de la situation économique concrète où ils se trouvent et donc de regrouper le plus possible de personnes professionnellement engagées dans la vie publique autour de ce

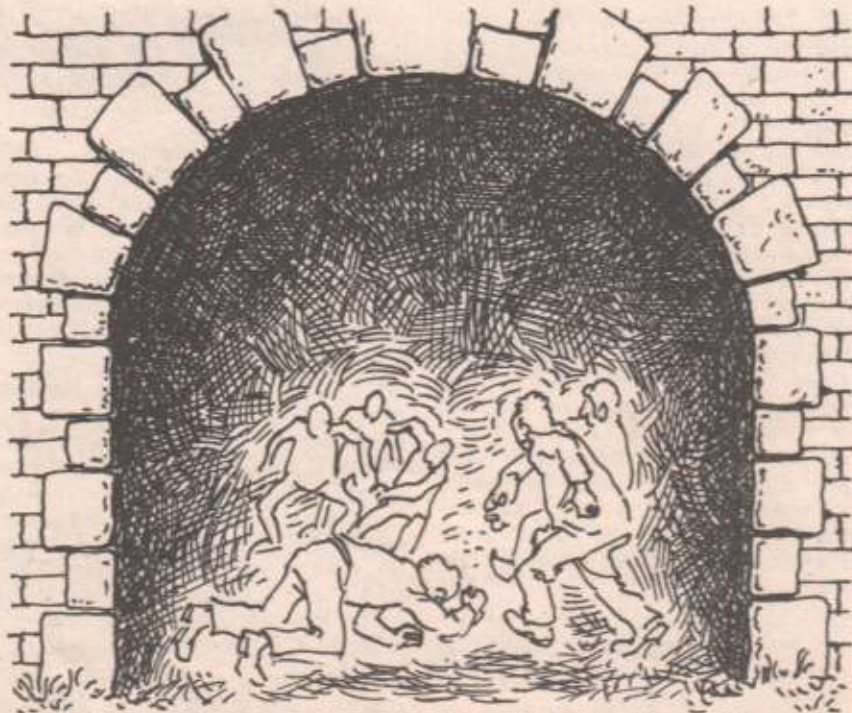
VIVRE AU PAYS, MAIS PAS N'IMPORTE COMMENT

de programme que constituent les sept points de ma candidature : ceci pour avoir quand même un garde-fou contre toute déviation chauvine. Voilà la situation. »

Q : « Que sont les comités « Volem viure al País » ? »

R.L. : « Une bonne partie des comités

premier problème. De même nous envisageons de faire le compte des emplois en Occitanie. Ce compte n'est pas fait, et l'on envoie les gens ailleurs alors qu'il y a quantité d'emplois possibles ici. Il nous faut aussi des dossiers solides, très techniques mais non technocratiques, sur les possibilités du



COMBAT D'OCCITANS DANS UN TUNNEL
A^C COUPS DE BOULETS DE CHARBON.

développement des régions occitanes dans une perspective socialiste. Il faut que les gens voient qu'on peut vivre ici. Pour faire quelque chose dans ce pays, il faut aussi commencer par exproprier ses maîtres actuels : pour développer les ressources immobilisées par Péchiney, il faut que Péchiney n'y soit plus!

Q : « Et Lutte Occitane ? »

R.L. : « Depuis Montségur, Lutte Occitane a été bousculée par le mouvement d'opinion occitan qui s'est révélé là-bas. On attendait deux mille personnes, il en est venu six mille... et c'était très occitaniste, sans aucun doute. Depuis, à toutes les rencontres, à Toulouse, à Marseille, on a vu arriver plus de monde qu'on n'en attendait. »

Q : « Mais Sigean, contre les centrales atomiques de l'Aude ? »

R.L. : « Sigean est révélateur des difficultés du mouvement occitan. Cette manifestation n'a pas été ce qu'elle aurait dû être, malgré le bon dossier de Lutte Occitane sur les centrales nucléaires, malgré tout le mal que se sont donné les organisateurs. Il n'y avait pas tellement de monde, la date était mal choisie, les affiches étaient mauvaises. J'en suis revenu assez désemparé car il avait été impossible de faire du travail politique. Et surtout, personne n'avait parlé des centrales nucléaires ! Sigean est vraiment l'achèvement de la fête gauchiste traditionnelle ; c'est-à-dire que le discours politique ne peut plus passer quand se développe cette sorte de tourisme politique où des gens viennent et sont là. Ils sont contents ; ils consomment de la fête... c'est très dangereux pour l'Occitanie. C'est pourquoi il faut trouver un style de rassemblement où la fête soit la fête, où le travail politique soit le travail politique. C'était déjà mieux à Féniers, parce que c'était une région vierge de cette sorte de travail. A Féniers les gendarmes sont passés dans les maisons du village pour dire aux gens : « n'y allez pas, ce sont des révolutionnaires... » On avait même dit que nous allions prendre de force le camp de la Courtine ! etc. les gens sont venus peu à peu, timidement ; ils ont vu qu'on parlait occitan... alors peu à peu, ils ont glissé vers la fête. Le contact avec le public a été positif. Mais le travail positif, qui est un travail réformiste, n'est pas encore fait avec suffisamment d'attention. Ce travail, c'est celui que l'U.D.B. a commencé à faire en Bretagne ; c'est le travail de contact, non seulement avec la population elle-même, mais avec l'ensemble des organisations de gauche, syndicales, de défense.

Ce qui est important, maintenant, c'est d'avoir un mouvement occitan de masse. Je sais qu'il y a d'énormes difficultés théoriques... par exemple, il y a actuellement à l'intérieur du parti une énorme vague occitane. Seulement, pour faire quelque chose avec cette vague, il faut dépasser toutes les crispations issues du gauchisme. Ce que je dis est extrêmement grave ; il faut se situer en relation avec la gauche

(1) Pour tous renseignements, joindre Desroziers rue Grancher à Felin (Creuse).

occitanie

française, il faut être patient, prendre les gens là où ils sont. C'est eux le peuple occitan. Quand le théâtre de la Carrière va jouer aux fêtes départementales du PC, il a un public, occitan au fond, et qui le suit avec un enthousiasme qu'il n'avait pas lorsqu'il se réclamait tout simplement d'une position occitaniste issue du gauchisme, il y a quelques années.

Il y a eu un article amusant, au moment de la campagne, dans « le Quotidien de Paris », qui commençait par : « Krivine ne fait plus peur, Lafont terrorise » ; et l'argument, très optimiste, était le suivant : Lafont est le seul révolutionnaire à trouver la courroie de transmission... Ça n'existe pas encore, mais c'est probablement là qu'est notre chance. Il y a quantité de contradictions, d'ambiguïtés, mais en fait les comités qui ont été créés, avec des différences selon les régions, commencent vraiment à ressembler aux Occitans s'organisant. Voilà pourquoi il est très important que ces comités s'organisent autour des sept points de ma candidature (voir la chronique sur le terrain). A Féniers, nous avons décidé que les comités constituaient en gestation une force socialiste autonome, de façon à couper court à tout ce qui aurait été récupération droitière. Ce qu'il faut, c'est penser en même temps que la société se transforme sur les luttes ouvrières et sur les luttes paysannes ; et que là est notre place aussi. »

Q : « Quelles sont vos relations avec le PS ? »

R.L. : « Je ne suis pas au PS, mais au moment de ma candidature, j'ai eu des contacts très clairs avec la candidature Mitterrand. Personnellement, j'ai été signataire de l'appel pour la constitution d'un nouveau courant socialiste : je n'y ai engagé strictement que moi. Il y a dans le C.E.R.E.S., dans l'aile gauche du PS, un certain nombre d'occitanistes... »

Q : « 56 % des voix pour Mitterrand en Occitanie, et pourtant il y a quelques départements qui n'ont pas cette option de gauche traditionnelle... »

R.L. : « Ardèche, Lozère, Aveyron, Haute-Loire, Cantal sont les cinq départements qui au cours du XIXe siècle n'ont pas fait leur passage à gauche. Jusqu'en 1840, l'Occitanie était une immense Vendée ; entre 40 et 70, elle est passée à gauche, sauf ce qui est resté comme avant. Cela aussi est très occitan : c'est la colonisation, c'est l'esprit de dépendance qui s'exprime : les votes giscardiens en Occitanie sont des votes très occitans. Ce sont des votes de désespoir, des votes de vieux, de régions condamnées, de dépendance, de peur sociale. Je pense qu'il faut que les occitanistes assument cette Occitanie blanche en favorisant sa mutation. »

Q : « Le règne Giscard d'Estaing, qu'est-ce que cela change pour le mouvement occitan ? »

R.L. : « Un certain nombre de verrous du développement du capitalisme viennent de sauter ou vont sauter ; et comme ces étapes du capitalisme tournent inévitablement à l'aggravation des disparités interrégionales, donc à la colonisation de l'Occitanie, c'est un nouveau pas qui est franchi. Plus grave qu'avec le pompidollisme, sauf que ce n'est plus du gauchisme du tout et que donc cela risque d'être beaucoup plus clair. La situation sociale est déjà chaude, ça ne peut que s'accélérer ; et alors des luttes régionales très inventives et nouvelles, à fort contenu culturel, ne peuvent que se développer. C'est là qu'est la chance révolutionnaire du mouvement occitan. »

Par ailleurs nous savons qu'un certain nombre de luttes de viticulteurs, de paysans et d'ouvriers s'occitanisent de plus en plus nettement. Nous travaillons sur ces deux axes : d'une part un regroupement d'opinion et d'autre part l'acte revendicatif, ou le combat, dans un esprit occitan. Il y a eu Malvais, il y a eu Noguères, Gelbon... »

Q : « Et le Larzac ? »

R.L. : « La fatigue vient de s'emparer des paysans du Larzac. Le pouvoir les a à l'usure : ils ne peuvent plus travailler le jour et aller porter la bonne parole la nuit, un peu partout. Actuellement, il y a une menace d'acceptation du compromis. Mais ça peut être très chaud si le pouvoir fait une faute ; par exemple si on veut interpréter trop vite la décision du tribunal de Toulouse ou si l'armée veut occuper trop rapidement les terres. La lassitude s'exprime par des lettres qui circulent sur le Larzac dans lesquelles les comités de défense disent : « Peut-être pourrait-on s'entendre sur une solution moyenne » ; c'est-à-dire un nombre moins important d'hectares. »

Q : « Mais tout le monde parle de l'exemplarité de la lutte sur le Larzac... »

R.L. : « Les paysans du Larzac n'ont pas été ce que le mouvement révolutionnaire qui s'est porté sur eux voulait qu'ils fussent. Ce sont des paysans du Larzac, admirables. Ils ont fait un chemin énorme, partant souvent de positions très réactionnaires... mais, et c'est là le problème de l'action révolutionnaire, ils ne sont pas les révolutionnaires qui les soutiennent, qu'ils jugent souvent « bien à l'aise ». Ils ont avancé et loin... mais la lutte révolutionnaire, c'est le Larzac multiplié par dix ou par vingt ! C'est quand même un abcès de fixation, le Larzac ; s'il y a tant de monde sur le Larzac, c'est parce qu'il n'y a pas d'autre endroit où l'on puisse se rassembler. Il y a à Canjuers mais on arrive un peu tard... l'armée s'y trouve depuis dix ans ! »

Q : « Quelle liaison faites-vous entre les mouvements régionalistes d'autonomie socialiste et les revendications écologiques ? »

R.L. : « Le débat est difficile, d'abord parce que quand on pose, comme je l'ai fait, la nécessité

d'une industrie non polluante et de très haute technicité à partir des zones occitanes actuellement semi-désertiques, on nous renvoie au modernisme et à des monstres du style Fos, sorti droit du XIXe. Nous ne voulons pas cela ! Mais un certain nombre d'écologistes disent qu'il ne faut pas d'industrie du tout ; vous vous trouvez alors devant une assemblée nombreuse de gens intéressés par l'occitanisme et voilà un bonhomme qui vous dit : « Il ne faut plus d'industrie du tout ; c'est faux, archi-faux ce que tu as raconté ; moi je me chauffe au soleil. » Il dit cela devant des paysans pour qui la promotion, la promotion de la paysanne par exemple, c'est la machine à laver. Voilà l'écologiste parisien qui, lui, a eu l'auto, la machine à laver, la télévision ; il en est revenu, il se chauffe au soleil.

Ça abolit le contact que vous pouvez avoir avec un public populaire, pour la construction d'un programme crédible. Le septième point du programme est de l'utopie, mais de l'utopie mobilisatrice ; et c'est le point écologique. Et ce dernier point était conçu de telle façon que l'écologie devait être présentée comme le point de vue ultra-moderne, renvoyant à la fois la structure politique du monde actuel, la structure de l'Europe, la structure capitaliste et les conceptions techniques de l'industrie... »

Il nous faut un programme d'industrialisation non polluante ; c'est

OCCITAN CONSCIENT DE L'IMPORTANCE DE LA LUTTE



une révolution culturelle, c'est l'abandon de l'opposition ville-campagne, un aménagement total de l'espace régional. Ça veut dire que nous distribuons l'habitat et en même temps les zones de silence, les zones de verdure ; nous imbriquons tout cela sur la totalité d'un territoire.

Un projet, il y a quelques années, prenait comme unité le pays, qui correspond à ce que l'on appelle le canton, quelquefois l'arrondissement. Il s'agit de développer l'espace, c'est à dire le protéger, développer en même temps les zones de nature, les unités industrielles et surtout les unités pédagogiques parce que le projet ultra-moderne c'est cela, la promotion sur place.

C'est l'utopie mobilisatrice, mais une utopie à programmer. J'ai souvent discuté avec Dumont : le projet écologique pur risque d'être une projection idéologique du capita-

lisme, tout simplement parce que l'aménagement de l'espace peut aussi servir les puissances économiques.

Ce qui nous menace le plus, c'est de devenir le réservoir d'air pur, de silence, pour l'Europe riche. C'est splendide, l'Occitanie... Si vous considérez que les zones non-industrialisées, non polluées, doivent être conservées telles qu'elles sont, elles vont servir... inévitablement de réserve d'air pur pour les zones polluées. Or, les zones polluées sont les zones développées économiquement ; et vous avez l'aspect final d'une situation coloniale, qui est la transformation en zone de silence, en nécropole régionale.

Voilà ce qui nous menace d'une façon très certaine ; c'est pourquoi la revendication occitane doit proposer dès maintenant un aménagement de l'espace en termes neufs, c'est-à-dire en termes écologiques. L'aménagement de l'espace doit se faire pour les Occitans eux-mêmes ; le phénomène du tourisme qui est éminemment polluant doit être stoppé. Les occitanistes sont en liaison avec les actions qui ont été engagées sur la côte (attaques en justice des promoteurs) ; ils n'en sont pas les éléments moteurs et n'ont pas à l'être.

Le problème actuel en Provence, c'est l'autoroute B 52. Une manifestation est prévue le 3 août à Saint-Cyr-la-Cadière-d'Azur qui prend des couleurs très occitanes ; et ce sont des occitanistes qui sont allés en prison pour cette histoire-là.

Q : « Comment voyez-vous le lien entre les occitanistes et la revendication sur les centrales nucléaires, dans la campagne qui va se développer à la rentrée ? »

R.L. : « Le mouvement occitan peut intervenir sur le terrain avec sa perspective propre qui est la revendication de l'espace occitan ; espace détruit ou utilisé. Les centrales, ce sont des centrales nucléaires en Occitanie. Tout ce qui comporte nuisances ou utilisation d'un espace, c'est toujours au même endroit ! Dans les zones où l'Europe riche vient en vacances, on préserve un peu ; mais dans celles où il y a encore des Occitans au travail, on traumatise l'environnement. C'est ainsi que fonctionne le capitalisme au niveau d'une région possédée. »

Q : « Et les femmes dans le mouvement occitan ? »

R.L. : « L'Occitanie par son absence de développement est enfoncée dans une civilisation misogyne ; un certain nombre d'aliénations s'imbriquent... C'est vrai que la société occitane traditionnelle, enkystée, aliénée, est misogyne. De là une dimension de lutte des femmes nécessaire ; dans le syndicalisme agricole, qui commence à se réclamer de l'occitanisme, vous trouverez des femmes très conscientes. »

La littérature occitane est tout à fait réactionnaire à ce sujet, et misogyne... Mens de Breish chante Goudou ; dans l'œuvre de Goudou, toutes les femmes sont des pu-
zains... »

**Laetitia Blars
et Monique Gironde.**

Une raffinerie aux Antilles : LA POLLUTION S'EXPORTE AU TIERS-MONDE

« Cachez cette fumée que je ne saurais voir ».

Le capitalisme a trouvé une parade à la contestation écologique qui sévit dans les pays riches : l'exportation de ses usines trop polluantes chez les « sous-développés ». Pudiquement, les économistes parlent de division internationale du travail. Sous couvert de « développement (faussement identifié à une industrialisation lourde et déséquilibrée) se cache en fait une exploitation accrue du « tiers monde ». La construction à la Guadeloupe d'une mégaraffinerie américaine en est une illustration frappante.

Pour commencer, un peu de stratégie « planétaire » : Nixon a beau avoir fixé comme objectif 1980 l'indépendance énergétique, les Etats-Unis auront encore besoin pendant de nombreuses années du pétrole du Proche-Orient (2/3 des réserves mondiales connues). Ne serait-ce que pour entamer le moins possible les gisements américains, « heureusement » plutôt abondants.

Ce pétrole arabe, il faut le raffiner. Or, au Moyen-Orient, la situation politique est trop tendue pour installer des raffineries géantes échelle an 2000. Un seul exemple : dans la nuit du vendredi 13 avril 1973, un commando armé a dynamité deux réservoirs de la raffinerie de Zahrani, à 35 km au sud de Beyrouth. Ce sabotage, qui est loin d'être le premier du genre, incite les responsables à la prudence.

Rien n'est simple. Car, à l'autre bout du chemin des pétroliers géants, plusieurs Etats de la côte est américaine ont pris des mesures pour interdire la construction de raffineries de pétrole en raison des dégâts qu'elles risquent de causer à l'écologie locale. Bientôt, les capacités de raffinage existantes ne suffiront plus. De plus, les ports actuels de la côte est et du golfe du Mexique ont des profondeurs limitées, qui permettent au mieux de recevoir des navires de 70.000 tonnes, ce qui n'est pas à l'échelle des pétroliers géants qui dépassent maintenant les 500.000 tonnes. La grande extension en mer d'un plateau continental à faible profondeur interdit d'améliorer sensiblement la profondeur des ports actuels. Et les deux projets de nouveaux ports en eau profonde, dans la baie du Delaware et sur la côte nord de Long Island, sont bloqués, — toujours pour des raisons écologiques.

Maintenant, un coup d'œil à la mappemonde : Les Antilles, qui se trouvent dans le lit du trafic international, ne sont-elles pas la zone la plus indiquée pour développer les activités indispensables à l'approvisionnement énergétique de l'Amérique ? D'ici 1985, les géants américains de l'or noir prévoient l'implantation dans les Caraïbes d'une capacité de raffinage de 200 millions de tonnes, ainsi que le transbordement dans des navires plus petits, aptes à être accueillis dans les ports américains, de 600 millions de tonnes d'hydrocarbures, raffinés et bruts. Malheureusement (pour les marchands de pétrole !) cette partie du globe est bien connue pour sa perpétuelle instabilité politique. Par chance, il y subsiste deux colonies — pardon, deux « Départements français d'Outre-Mer » — la Guadeloupe et la Martinique, dont la « structure politique prévisible » apparaît plus rassurante aux yeux des sociétés américaines que celle des autres îles de la région...

En novembre 1972, la CEC soumet au gouvernement français un projet de complexe pétrolier géant qui pourrait être construit, soit près de Port-Louis en Guadeloupe (c'est là qu'en fin de compte elle semble devoir être construite), soit en Martinique dans la rade de Fort-de-France. Ce complexe comprendrait une raffinerie d'une capacité de 20 millions de tonnes destinée à désulfurer le pétrole du Moyen-Orient et un terminal susceptible de transborder 40 millions de tonnes de pétrole brut sur des navires plus petits. Soit un trafic annuel de 160 super-pétroliers et 650 pétroliers de dimensions plus réduites. A titre de comparaison, la capacité de

raffinage de Fos-sur-Mer est de 40 millions de tonnes par an.

L'opération serait menée par CEC-International en collaboration avec des entreprises de travaux maritimes comme la Compagnie Industrielle Maritime, et des sociétés pétrolières américaines comme la Cities Service. (Le choix définitif des associés semble dépendre de la réponse définitive du gouvernement français et des conditions qu'il consentira.)

« UNE DIMENSION NOUVELLE ? »

Le complexe pétrolier ouvre, aux dires du CEC, un « large potentiel de développement » à la Guadeloupe et à la Martinique. La raffinerie fournirait de l'énergie bon marché aux îles qui pourraient ainsi fabriquer des produits exportables à des prix compétitifs et ainsi sortir de l'économie des plantations. De plus, le projet n'est selon toute vraisemblance que le premier d'une série. Un autre complexe pourrait être installé par la suite à la Martinique. En outre, l'opération s'accompagnerait de l'installation d'autres industries contrôlées par le même groupe : une usine pétrochimique visant l'approvisionnement des marchés d'Amérique Latine, qui disposerait de matières premières à un coût inférieur de plus de 10 % à celui des concurrents américains ; une centrale électrique et une usine de dessalement de l'eau de mer, susceptibles de couvrir les besoins de la population locale ; une usine de fertilisants chimiques... Enfin le contrôle de l'industrie sucrière est envisagé, avec la construction possible d'une raffinerie de sucre centralisant toute la production de cannes du secteur. Le bruit court même qu'on construirait en prime une centrale nucléaire.

Dans l'immédiat, le complexe entraînera la création de 900 emplois nouveaux. Avec les emplois « induits », on pourrait dans l'hypothèse la plus optimiste atteindre 1.000. Ces chiffres sont certainement bien au-dessus de la réalité. Si on prend en compte le montant de l'aide publique demandée par le CEC, le coût unitaire de création d'un emploi sera 5 à 6 fois plus élevé que pour la moyenne des emplois créés là-bas. Il n'est pas inutile de rappeler que la population totale des deux îles dépasse les 700.000. Une « dimension nouvelle » pour la Guadeloupe et la Martinique, conclut allègrement le CEC, qui n'a pas honte des formules creuses. Du côté des pouvoirs publics français, la réaction est très favorable dès le prime abord. Avec cependant des réserves quant à la « participation » demandée à la France. Sans ambages, CEC lui demande de financer une part considérable du projet (au total, l'investissement nécessaire est évalué à la bagatelle de 1,8 milliards de francs) : une prime d'équipement de 13 millions, un prêt à long terme (dit d'incitation) de 400 millions. Ainsi qu'une exonération des droits de douane, de la TVA, et de « l'octroi de mer » sur les biens et services nécessaires à la construction et à l'entretien du complexe, et aussi divers avantages fiscaux.

Les Guadeloupéens, eux, ont appris l'existence du projet en lisant *Le Monde* des 8-9 avril 1973. Comme quoi la « grande » presse sert quand même à quelque chose !

Dans le vocabulaire local, « concertation » est un terme inconnu. Quand les ouvriers des plantations de canne à sucre se mettent en grève et manifestent, les « forces de l'ordre » ne se contentent pas de simples grenades lacrymogènes, mais tirent également avec de vraies balles. Lors d'incidents le 14 février 1974, deux Martiniquais ont ainsi été tués par la gendarmerie.

Contrairement à l'attente des sociétés pétrolières, la raffinerie est loin de soulever l'enthousiasme de la population locale. Et ce malgré l'intox de *France-Antilles*, l'unique quotidien local, fleuron du trust Hersant, et de la radio-télé à la botte.

D'abord, la procédure suivie est particulièrement peu « démocratique » et illustre l'état de dépendance que subit ce département d'Outre-Mer. Selon M. Colard, premier adjoint au maire de Port-Louis, où la raffinerie va être implantée, sa commune « n'a jamais été saisie par qui que ce soit sur ce projet » et, « aucun dossier ne lui a été communiqué pour avis », pas plus d'ailleurs qu'au conseil général ; « en outre, aucune enquête commode incommode ne semble avoir été effectuée ». Pour corser le tout, les Américains exigent des lignes téléphoniques indépendantes sans passer par l'administration locale des P et T et la construction d'un aéroport privé. Ce qui, signifie la « création d'un Etat dans l'Etat », observe M. Bade, président de la Jeune Chambre Economique.

Ensuite, loin de recevoir un salutaire souffle nouveau, l'économie du département risque fort, d'être gravement compromise. Car la raffinerie ne s'installe pas dans un désert, mais dans une région fort active. La côte est très poissonneuse et riche en fruits de mer, et une grande partie des habitants sont essentiellement des pêcheurs qui travaillent en plus trois mois par an dans l'usine à sucre. Les terres (à 4 km du bourg de Port-Louis) sur lesquelles le complexe sera construit sont une zone de chasse réputée. Et puis la région est un centre d'élevage très important : selon le député Raymond Guillod, il y a là le plus grand troupeau du Marché commun. Toutes ces activités sont menacées par la pollution qui se dégagera de la raffinerie ainsi, bien sûr, que le tourisme, pour lequel, des dépenses énormes ont été engagées à la toute proche Pointe Allègre.

« ILS MESURENT, NOUS PLEURONS »

La pollution n'est pas une inconnue pour les Guadeloupéens. Depuis plusieurs dizaines d'années, l'usine sucrière Darboussier rejette sur le port de Point-à-Pitre des suies fort salissantes. Dans une superbe formule, Joël Thoraval, sous-préfet de la ville, situe l'ampleur à ses yeux du problème : « Ces déchets retombent également sur les paquebots de croisière de passage au port, et les touristes s'en plaignent, de même que les équipages qui doivent redoubler d'efforts pour que leur navire reste propre. » Tourisme oblige, des « dépoussiéreurs » seront installés en 1975.

Mais ce n'est là que simple bagatelle en comparaison des « nuisances » que va causer le complexe pétrolier. Les experts du CEC se sont répandus en paroles rassurantes. Pourtant, le memorandum confidentiel de cette société sur les risques de nuisances en Guadeloupe reconnaît que, 15 jours par an environ, les vents dirigeront les fumées vers les zones terrestres voisines. L'approche utilisée par ce expert est symptomatique de la philosophie anthropocentrique des « nuisances » : la nuisance est ce qui nuit aux hommes, les poissons peuvent crever tant que notre survie n'est pas directement en péril. D'un point de vue écologique, au contraire, le rejet 350 jours par an de fumées vers la mer peut se révéler aussi dangereux que le rejet de 15 jours par an vers les zones habitées, en raison de la complexité des échanges biologiques entre le milieu marin et l'air environnant. Le memorandum parle aussi un risque « très peu probable » de pollution de l'eau, pouvant provenir de fuites accidentelles de pétrole dans les installations marines. Avec les pétroliers géants de 500.000 tonnes, un tel accident pourrait bien prendre les dimensions d'une catastrophe, en comparaison de laquelle celle du Torrèy-Canyon ne serait qu'une simple goutte d'huile dans l'océan pollué.

Sans compter qu'en raison des courants les îles voisines subiraient les conséquences de cette probable pollution marine. La nappe d'eau souterraine de la Grande Terre risque aussi d'être contaminée. Et, pour tout arranger, la région des Antilles est

fertile en tremblements de terre. Quelles pourraient être les répercussions d'une forte secousse sismique à hauteur du complexe? En fait, aucune étude digne de ce nom n'a encore été faite sur les « retombées » écologiques de la raffinerie. En février dernier, la possibilité de confier une telle étude au CMIRNU a été soulevée, sans qu'une décision ferme soit prise. Pour ceux qui l'ignoraient, le CMIRNU est le Centre Mondial d'Informations et de Recherches Appliquées aux Nuisances Urbaines, et a été créé à l'instigation de la Fédération Mondiale des Villes Jumelées. Un projet de contrat a depuis été rédigé. La thèse de départ des gens du CMIRNU est celle-ci: des problèmes existent, mais ils sont parfaitement solubles techniquement, à condition toutefois d'y mettre le prix. Au cours d'une réunion de travail le 22 février, Robert Sarteur, expert du CMIRNU, dans le civil ingénieur pétrolier à la raffinerie Elf de Feyzin, a prétendu sans rire que le SO₂ « n'est pas si dangereux que cela. D'autant plus que c'est le seul produit que l'on est capable de doser ». On attend le rapport CMIRNU avec intérêt... et un soupçon d'inquiétude quant à son « sérieux ».

C'EST PARIS QUI DECIDE

Certes. Mais c'est le prix à payer pour avoir de l'énergie bon marché, prétextent certains. Arguments spécieux, car on vient juste de trouver à

Bouillante (sur Basse-Terre) suffisamment de vapeur d'eau pour ravitailler toute la Guadeloupe: 100 mégawatts, ce qui représente quatre fois la consommation actuelle de l'île. Et sans autre pollution que le bruit, dans une région de toute façon presque inhabitée. Coupée de l'énergie solaire, peu pratiquée malgré les conditions favorables, ce gisement géothermique pourrait permettre à la Guadeloupe un développement en douceur.

En attendant, l'île semble bien partie pour abriter en son sein un maxi-Curaçao. Curaçao, c'est aujourd'hui principalement la raffinerie Shell, qui traite le brut vénézuélien et le réexporte vers les Etats-Unis. Le plus sérieusement du monde, le *Bulletin de la Chambre de Commerce de la Guadeloupe* (n° 41 juin 1973) lance un cri d'alarme angoissé: « Il va sans dire que si l'on veut faire de nouveau Curaçao, il est indispensable que la population soit mise à l'abri de la pollution, soit que le régime des vents soit favorable, soit que la population n'existe pas! » A la Guadeloupe, c'est rapé. La population existe, et elle semble décidée à ne pas se laisser faire. Il s'est récemment monté une Association Guadeloupéenne pour la sauvegarde de l'environnement. Son président est Marcel Gargar, sénateur et premier adjoint au maire de Point-à-Pitre. La Jeune Chambre Economique est hostile à la raffinerie, mais n'a qu'un rôle consultatif. Le conseil général, lui, est plutôt favorable. De toute façon, c'est Paris qui décide. Les implications politiques de ce projet sont

essentielles. A plus ou moins long terme, il entraîne inmanquablement une mainmise économique, et donc, politique, des Etats-Unis sur les Antilles françaises. Le schéma est le même que pour le nickel de Nouvelle-Calédonie, ou pour le cuivre chilien: le « développement » d'un pays est identifié à la création d'une mono-industrie entièrement contrôlée par le capital étranger. La subsistance du pays en vient à dépendre directement du marché international d'une matière première, dominé en général par une poignée de pays.

La mono-industrie, comme la mono-culture, implique pour le pays sous-développé la dépendance économique et un développement complètement déséquilibré.

La construction de ce complexe va entraîner un bouleversement social des îles, l'achèvement de la destruction des cultures locales au contact du modèle de consommation et de style de vie occidental. Avec comme conséquence une dépossession totale, et sans doute irréversible, des Antillais sur leur propre vie.

Laurent Samuel.

(1) Contact: Mme Leroy, Mairie de Point-à-Pitre, 97110 Guadeloupe.

AMAZONIE: LA RUEE VERS L'OR VERT

OU
LE CAPITAL
PASSE

LES INDIENS ET LA JUNGLE
TREPASSENT

Avec ses 3,5 millions d'hectares (quatorze fois la France), l'Amazonie est une formidable masse de végétation, parcourue par le plus vaste système fluvial du monde (l'Amazone fait près de 6 000 km de long).

Avant la colonisation portugaise, la forêt s'étendait jusqu'à l'actuel Recife. Le Nordeste brésilien, « polygone de la soif » (cf. Josué de Castro: « Une zone explosive, le Nordeste », éd. Sociales), était alors recouvert d'une abondante végétation. Cette forêt a disparu à cause de la monoculture de la canne à sucre mise en place par la colonisation. Voici le processus:

des années durant, la forêt est défrichée par endroits. A cause de l'épuisement des sols, les cultures se déplacent. La forêt ne se régénère pas après la cessation des cultures car les sols sont devenus trop pauvres. Dès que les arbres sont coupés, les rayons du soleil entrent en contact direct avec le sol; à la moindre pluie, le lessivage devient intense. Les cultures de canne sont inaptes à protéger le sol, car leur couverture est négligeable par rapport à celle de la forêt. Cette exploitation de type colonial est donc une cause directe de la misère et de la faim qui terrassent le Nordeste.

En fait, l'image de l'Amazonie « forêt envahissante » doit être sérieusement nuancée; les clairières y sont nombreuses. L'exubérance de la forêt, frappante au premier abord, cache un équilibre fragile.

Ce vaste espace forestier n'a subi jusqu'à nos jours qu'une très faible mise en valeur. L'Amazonie est un désert humain. Les colonisateurs n'ont jamais vraiment exploité la forêt, pas même pour le bois, pourtant fort précieux. Seule, l'exploitation du caoutchouc s'est faite à la fin du XIXe siècle. Et dans des conditions d'hygiène et de santé particulièrement précaires: plus de 500.000 pionniers meurent sur place, atteints par les maladies et la sous-alimentation.

LES ETAPES DE LA COLONISATION

Le maréchal Rondon explore une grande part de l'Amazonie entre 1890 et 1930. A sa mort, l'ère du caoutchouc a touché à sa fin, il ne reste pour ainsi dire que quelques chercheurs d'or. L'Amazonie retombe — provisoirement — dans l'oubli.

En 1955, Kubitschek, élu président du Brésil, crée le mythe de la « marche vers l'Ouest ». Il décide la construction de Brasilia, capitale fédérale. La route Brasilia-Belem est mise en service en 1960. Près de deux millions d'habitants se fixent le long de l'axe dans des conditions d'hygiène très précaires. 90 % de cette population est atteinte d'infections intestinales. Ces « colons » sont la plupart des chômeurs venus du Sud du pays.

En 1968, le gouvernement américain commande un rapport sur l'Amazonie au fameux « futurologue » de l'Hudson Institute, Herman Kahn. Ce « scénario » promet « l'enfer vert » aux Améri-





cains survivants après une éventuelle guerre atomique. Pour cela, il prévoit un barrage sur le fleuve, sa régularisation, la construction d'une usine hydro-électrique et d'une usine d'eau douce, le drainage des marécages (les Igapos), la création d'« agrovilles », l'établissement de liaisons avec le Venezuela et la Colombie. N'en jetez plus ! Pour les sociétés multinationales américaines, l'étude de Kahn donne le coup d'envoi : Dès ce moment, elles commencent à acheter de vastes portions du territoire amazonien. Le gouvernement brésilien, de son côté, met sur pied, avec l'aide de chercheurs américains, un grandiose plan de prospection des richesses minérales de la région : le projet Radam, pour lequel on recourt aux techniques les plus modernes. Les recherches, menées en collaboration avec les Etats-Unis, révèlent l'énorme richesse du sous-sol amazonien : cuivre, plomb, fer, manganèse, étain, or, diamants, bauxite, titane, pétrole, etc. Les évaluations précises de l'importance de ces gisements sont tenues secrètes. Bisenesse is bisenese ! A ces richesses, il faut encore ajouter l'extraordinaire potentiel hydro-électrique du bassin fluvial, et l'énorme réservoir de bois qu'est l'ensemble de la région.

LA TRANSAMAZONIENNE

Le premier plan triennal brésilien concernant l'Amazonie (1972-1974) décide l'intégration de cet espace au reste du pays. 40.000 ha doivent être irrigués et mis en culture dans le Nordeste. Simple « clause de style », car la surface concernée est très faible à l'échelle du Brésil, et les travaux sont peu avancés encore en 74. Le gros morceau, c'est la construction de la route transamazonienne. Cette route reliera Recife à Porto Velho, avec une prolongation jusqu'à Lima, capitale du Pérou, en passant par les petits ports le long du réseau hydrographique amazonien.

Sa construction doit être assurée par les Nordestains, promus au rôle d'éléments moteurs de la civilisation. Le gouvernement espère ainsi enrayer les révoltes dues à la famine qui éclatent régulièrement dans la région.

L'aire de développement sur 100 km de part et d'autre de la route, couvre les deux tiers de

l'Amazonie. Malgré les difficultés techniques (marécages, fréquence des pluies, nécessité de nombreux ouvrages d'art), 2.500 km de la route principale sont construits à ce jour. La moitié environ des ouvriers qui ont fait la route restent ensuite sur place. Les terres sont vendues par lots de 100 ha, à crédit sur vingt ans, par l'Institut national de colonisation et de réforme agraire.

Globalement, on prévoit l'installation dans l'agriculture d'un million quatre cents mille familles, soit près de six millions de personnes, ainsi que la création de quelque 500.000 emplois industriels.

GUERRE DE PACIFICATION

La colonisation de l'Amazonie bouleverse les conditions de vie des Indiens (lire à ce sujet le recueil « De l'Ethnocide », 10/18). Le temps de l'extermination pure et simple est révolu. Il a fait place à une intégration plus ou moins forcée, qui ne vaut guère mieux.

« La Fondation nationale de l'Indien » a mis sur pied sept « fronts de pacification », destinés à « aider » les Indiens à « affronter la civilisation et à s'y intégrer ». Bien sûr, quelques réserves « inaliénables » ont été créées. Mais ce n'est-là qu'un simple « supplément d'âme ». Car, de fait, les Indiens sont condamnés, tant par leur mise au travail forcée que par l'introduction de maladies nouvelles pour eux. Au bout du compte, la destruction de leur culture est totale.

Pour les Nordestains aussi, comme pour les autres ouvriers de la transamazonienne, le changement des conditions de vie est radical. Les « villages » qui, à raison d'un tous les 20 km, pontuent la route, sont en fait de simples bidonvilles.

Il n'y a pas que les hommes à être menacés par le rouleau compresseur de la « civilisation », il y a aussi la végétation. Et ce n'est pas une simple affaire d'esthétique ou de « protection de la nature sauvage », choses au demeurant fort respectables. En effet, la survie de l'immense biomasse (= masse vivante) amazonienne est directement liée à l'abondance de l'eau. Or les nouvelles routes constituent en pratique des espèces de digues artificielles. Les variations d'altitude étant naturellement faibles en Amazonie, toute création d'un « accident de terrain » modifie le régime d'écoulement des eaux et bouleverse l'écologie de régions immenses autour des routes. D'où des problèmes supplémentaires pour la vie agricole. Des milleux bien drainés deviennent marécageux, et vice versa.

La construction de la route et la fabrication de pâte à papier (les Américains et Européens de l'Ouest en consomment de plus en plus, et tiennent à préserver leurs propres forêts) entraînent un défrichement intensif. De longues jachères sont nécessaires à la régénération de la forêt, et elles ne sont pas respectées. Après avoir frappé le Nordeste, les processus de savanisation, puis de latérisation commencent à toucher l'Amazonie. A mesure que le front pionnier s'éloigne de la route, il risque fort de laisser derrière lui des régions dévastées. D'autant plus que l'impératif de rentabilité impose pour l'exploitation du bois les coupes à blanc, dont les dégâts sont irréversibles. Plus grave encore, à moyen terme, la diminution de la surface boisée — sans parler de son éventuelle disparition — réduira sensiblement la production mondiale d'oxygène, assurée pour 25 % par l'Amazonie.

D'autre part, le transport du bois et la navigation mettent en danger les digues végétales naturelles bordant le fleuve, qui constituent un élément essentiel de régulation de son régime. La construction de barrages arrête l'écoulement des alluvions (cf. Le barrage d'Assouan sur le Nil). L'installation des lignes électrique entraîne une déforestation accrue. Enfin, le dégagement de produits polluants (traitement de la pâte à papier, pollution thermique, etc.)

modifie à coup sûr les conditions de vie aquatiques. Au Brésil même, quelques experts ont eu le courage de dénoncer les menaces qui pèsent sur la forêt amazonienne. Le professeur Carvalho, de l'Institut brésilien du développement forestier, a dénoncé l'absence d'études scientifiques préalables sur les conséquences de ce développement « sauvage ».

En fait le choix d'un tel développement répond à un double souci : du côté brésilien, un « grand dessein » est nécessaire pour enrayer le mécontentement grandissant contre le régime fasciste militaire ; du côté des multinationales, ce type de « croissance » permet la mise en coupe réglée et l'exploitation intensive d'un immense espace, extraordinairement riche en ressources de toutes sortes.

LES MULTINATIONALES ET L'AMAZONIE

Car les grandes sociétés s'intéressent de très près à l'Amazonie :

— la Georgia Pacific a acheté des dizaines de milliers d'hectares près de la route. Or cette compagnie est la première productrice de contreplaqué aux Etats-Unis. Elle s'intéresse également de près aux agglomérés et à la pâte à papier ;

— l'U.S. Steel Corporation contribue pour 49 % des capitaux aux prospections et à l'installation des mines de fer en Amazonie ;

— la Royal Dutch s'intéresse de la même façon à l'étain ;

— les « majors » pétroliers ont négocié des concessions. Vers 1968, ils ont acheté des terres à des prix défiant toute concurrence. Ces terrains sont « gelés », et ne sont donc pas cultivés.

LES MINORITÉS EXAGÈRENT



Des prêts internationaux complètent l'opération. En 1970, la Banque mondiale a octroyé un premier crédit de 100 millions de dollars (soit un demi-milliard de francs lourds). Par la suite, ce crédit a été doublé.

L'exploitation des richesses de l'Amazonie se fera avant tout par et pour les pays riches. Le peuple brésilien n'a pas voix au chapitre. Les colons sont bloqués par le remboursement des prêts sur vingt ans. Leur agriculture reste très précaire, sans rentabilité assurée. Ce programme qui met en péril l'approvisionnement du globe en eau douce et en oxygène signifie la conquête de l'espace amazonien par les multinationales, dont l'appui local est la junte militaire fasciste, expression des aspirations de la bourgeoisie nationale. Le peuple brésilien, et notamment les Nordestains, ne sont que les exécutants cocus de la rentabilisation au meilleur prix de l'Amazonie.

Alain Bué.

NOUS SOMMES TOUS DES MINORITES CHANTANTES

Vous avez du lire les papiers de Dédé Brun sur la musique. Il a dit des choses très justes, mais il semble qu'il se cantonne surtout dans le jazz. Ce n'est pas une attaque, oh non, tout juste une impression. Alors, là-dessus moi je me ramène pour vous parler d'un de mes vieux dadas, celui qu'on oublie ou qu'on méprise presque toujours en France: la chanson. Non, non, ne partez pas! C'est promis, il ne sera pas question des «variétés», de ces refrains brail-



lards et affligeants, de ces couplets aliénants et démagos, ou de cette sirupeuse guilmauve que matraquent à longueur de journée les radios bavardes, ni de ces petits avortons (eux-mêmes cocus) promotionnés par les grandes maisons de disques et les émissions de télé dans le style Guy Lux. On ne vous bassinera pas davantage avec la pop et le rock, musiques d'ailleurs souvent chouettes mais ambiguës et dont les problèmes complexes dépassent ce sujet. Faire une chanson, c'est s'exprimer avec une combinaison de mots et de notes de musique. C'est de ça que nous allons parler.

Il y a censure et censure

Partons de deux constatations. La première, c'est que la chanson est un mode d'expression à l'origine éminemment populaire et accessible à tout le monde. Nous avons tous des capacités pour imaginer, improviser des chansons (pas forcément «écrites» ou «élaborées») et reprendre en chœur. Ça coûte beaucoup moins cher que de

tourner un film et ça n'exige pas un coup de crayon comme pour le dessin. Il suffit de savoir écouter pour commencer, et très vite, si vous le voulez, vous verrez qu'à votre tour vous chanterez et vous pourrez «pondre» des chansons. Qu'importe si vous ne savez pas «composer» la musique, pour démarrer vous pouvez vous contenter de mettre des paroles nouvelles sur un air ancien. C'est comme ça que Woody Guthrie et même Bob Dylan ont signé quelques-unes de leurs plus belles réussites.

Si vous ne le saviez pas, c'est parce que vous êtes comme 95 % des gens conditionnés par l'industrie du «show-business» au service de l'idéologie dominante. Cette industrie tend à faire croire que seuls les «professionnels» qui y consacrent tout leur temps, ou les «artistes» que la manne céleste a doués de talent, peuvent écrire, chanter ou enregistrer un disque. Or, plus les gens découvrent et exercent leur propre potentiel de création et d'expression, moins ils ont besoin de consommer les produits du show-business (disques, spectacles), et plus l'idéologie dominante s'en trouve menacée (banalité de base).

Deuxième constatation, et corollaire de la première: ce n'est pas par hasard s'il existe en France (sans même parler des «amateurs» impossibles à dénombrer) plus de cent cinquante auteurs, compositeurs et interprètes de chansons plus ou moins professionnels (c'est-à-dire — il faut bien prendre un critère — ayant au moins enregistré un disque) dont les œuvres ne sont presque jamais, ou même jamais, programmées à la radio. Et a fortiori à la télé. Certes, il existe une censure «politique» au sens étroit de ce terme: des listes noires de chanteurs et d'œuvres que la direction de l'O.R.T.F. ou celle des postes périphériques interdisent purement et simplement à leurs programmeurs de diffuser sur l'antenne, à supposer qu'ils en aient envie (ou n'autorisant ces chansons qu'à certaines heures, en général tard le soir, lorsque la majorité silencieuse est au lit). Ceci en raison des paroles jugées trop «subversives», ou que la morale (celle de qui?) réprovoque.

Cependant, un grand nombre de chanteurs qui ne sont pas inscrits sur ces listes noires se retrouvent quand même le bec dans l'eau car les professionnels, pratiquant une politique systématique de mépris à l'égard des auditeurs et téléspectateurs, estiment que leurs chansons sont trop «difficiles», trop «intellectuelles» ou même trop «belles» (authentique!) pour mériter d'être programmées. La concurrence capitaliste entre les stations, les pressions publicitaires ou idéologiques de tous ordres, les inci-

dent à toujours aller vers la plus grande «facilité d'écoute» qui se trouve, selon leurs critères, être fournie par les chansons les plus courtes (pas plus de 3 minutes), les plus moches, les plus connes, les plus bêlantes, les plus abrutissantes, les plus conformistes. François Béranger a écrit à ce sujet d'excellents couplets satiriques (notamment dans «Manifeste») auxquels je ne peux que vous renvoyer (le fin du fin étant de passer sur l'antenne une chanson qui se fout de la gueule des programmeurs).

Tout ça pour vous dire que la chanson pose des problèmes politiques qui doivent aussi, nom d'une tomate, intéresser les écologistes. Il existe un tas d'auteurs de chansons dans l'hexagone dont les textes, les préoccupations ou les attitudes rejoignent le combat écologique: soit qu'ils chantent les pleurs de la biche aux abois, soit qu'ils participent à des manifs ou à des meetings de soutien (candidature Dumont, objecteurs de conscience, travailleurs immigrés), soit encore qu'ils produisent et/ou diffusent leurs disques en dehors des circuits commerciaux du show-busi-



ness. Dans ce mouvement grouillant, il se trouve que les chanteurs de folk et ceux des minorités nationales font un boulot d'information et de prise de conscience assez important, que même parfois leurs actes débouchent sur une mobilisation de l'opinion (exemple récent: Graeme Allwright faisant la grève de la faim avec les travailleurs immigrés de la rue Dulong). Alors, camarades écologistes, je vous en prie, écoutez-les, tenez-en compte

et prenez-en de la graine. Et en plus, la chanson, c'est pas triste!

Pour prolonger ces réflexions, je vous propose un petit tour d'horizon. Il n'est pas exhaustif, et c'est voulu: la place manquerait pour tout mettre, et j'espère revenir ultérieurement dans la «G.O.» sur d'autres aspects, notamment sur ce que l'on appelle communément «le folk». Pour cette fois-ci, il y aura surtout des considérations sur la chanson des minorités nationales, ce qui devrait permettre une lecture musicale de ce numéro.

Kalondour c'est plus sûr

Vous n'avez peut-être pas remarqué, mais chez les écologistes on parle plus souvent des Occitans que des Bretons. Allez savoir pourquoi! Pour me venger, je me suis empressé d'aller retrouver Gilles Servat, de passage à Paris (centralisme, quand tu nous tiens...). Servat a fait trois 33 tours, les deux premiers chez Kelenn, le troisième sur sa propre marque Kalondour, tous trois distribués par Philips. Il écrit des chansons superbes, la plupart en français, mais un nombre croissant en breton: il a une voix tonitruante mais émouvante quand même. Sa tranquille lucidité ne l'empêche pas de gueuler quand on le provoque. Ce qui lui a valu quelques ennuis. Il ne faut pas s'arrêter à ça.

— Selon toi, qu'est-ce que c'est qu'un chanteur breton?

— Il faudrait d'abord se demander: qu'est-ce qu'un chanteur? Je ferais une comparaison avec un peintre: un chanteur n'est pas une poire qu'on presse, c'est un créateur qu'il faut laisser libre de sa création. Moi, on m'a donné des tas de conseils. Avant, j'ai fait les Beaux-Arts et j'essaie de considérer la chanson en fonction de cette expérience. La chanson doit s'adresser à des émotions, mais en même temps les gens doivent respecter le deuxième acte de création qui est celui de chanter. Ils veulent à tout prix «participer», faire la «fête», ne pas consommer. Or, comment ne pas consommer? Même pour manger, ou pour lire Marx, on consomme. Je crois qu'il y a deux sortes de consommation à distinguer: l'une nécessaire, l'autre inutile, frelatée, à laquelle je rattache celle des produits du show-business.

— Alors là-dedans, comment situer la chanson bretonne?

— Il y a un problème de récupération et de mode. La mode entraîne un phénomène de récupération commerciale, c'est-à-dire le fait de

consommer quelque chose qu'on ne comprend pas vraiment. Beaucoup de gens en écoutent parce que c'est breton, sans chercher à savoir ce qu'est l'art breton. On voit des drapeaux bretons sur des supermarchés. Mais la mode devrait se casser la gueule bien vite. Un chanteur qui enregistre chez Philips, comme Verdier, est récupéré, mais un ouvrier qui bosse chez Renault est exploité. Alors, où est la différence ? La récupération commerciale est dangereuse dans la mesure où la maison de disques veut couler le chanteur dans un moule. J'estime que ce n'est pas mon cas.

— Que penses-tu des chanteurs qui échappent aux circuits commerciaux ?

— Ils sont de deux sortes : ils le font soit par conviction, soit par obligation. Kelenn (NDLR : maison de disques « bretonne » au départ, mais distribuée puis finalement absorbée par Philips) continue difficilement. J'en fais toujours partie, comme membre, mais l'espoir d'une maison de disques bretonne libre est à mon avis détruit. Au départ, la politique de Kelenn vis-à-vis du chanteur a été de dire « du moment qu'il est breton, ce n'est pas nécessaire qu'il fasse de la chanson bretonne ».

— Que représente pour toi cette nouvelle marque, Kalondour ?

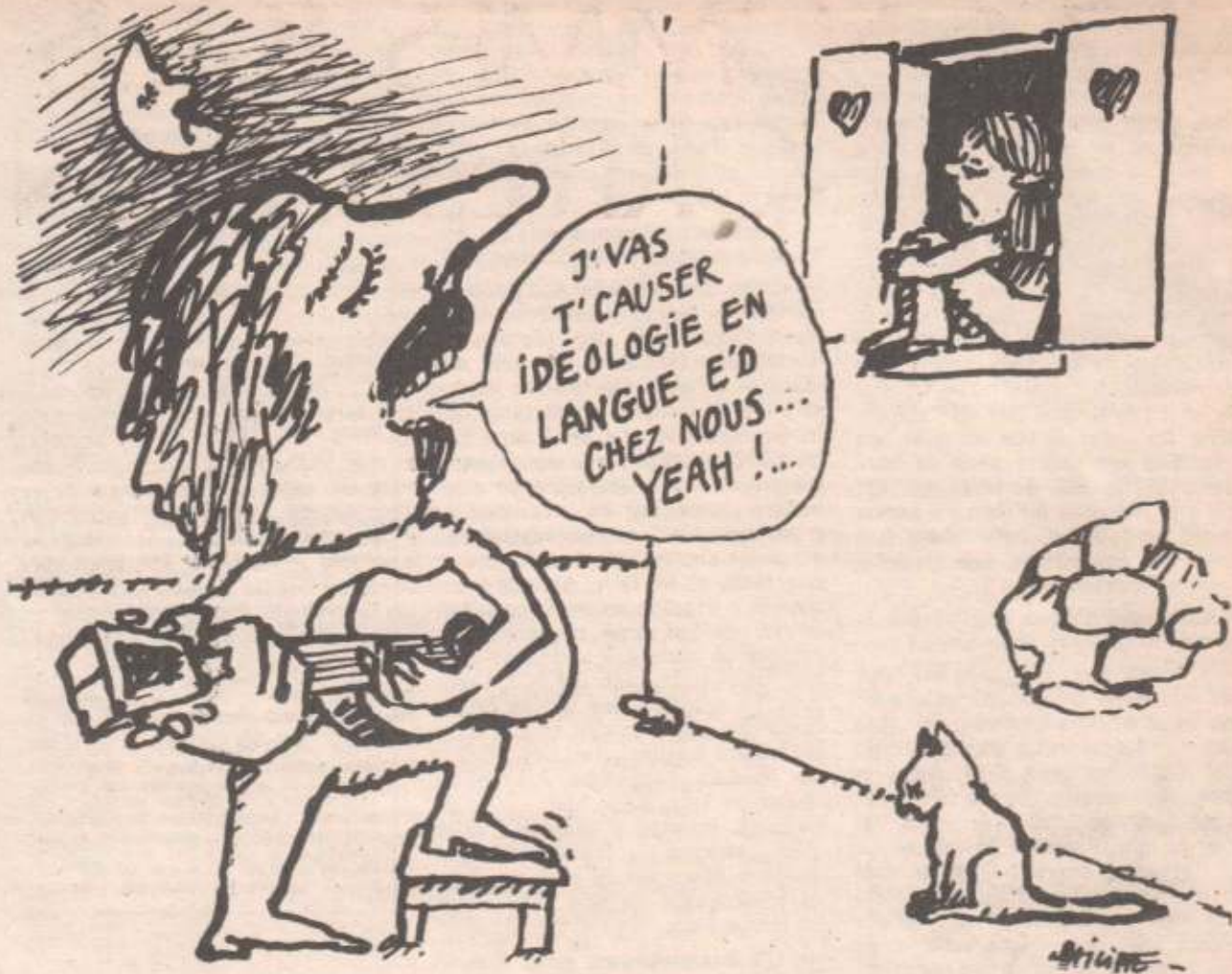
— Les ennus de Kelenn ne me permettent pas d'obtenir à coup sûr une bonne qualité de disque. Kalondour est un premier jalon que je pose en vue de pouvoir produire mes disques tout seul. Chez Névénô (NDRL : marque artisanale fondée par Gérard Delahaye, où les artistes essaient d'autogérer leur production), les artistes se veulent bénévoles, mais je ne vois pas pourquoi les artistes devraient travailler gratis ?

— Que penses-tu de Droug, la marque indépendante de Kirjuhél ?

— L'expérience Droug est intéressante comme Névénô. Mais il faut savoir si on le fait par conviction ou en désespoir de cause. Est-ce que ce n'est pas une forme d'auto-censure que de produire des disques qui seront mal distribués ? Le disque, comme le cinéma, est une industrie. Et l'on a affaire à des capitalistes. Si Droug marche bien à la longue, ils pourront peut-être avoir des bénéfices pour eux au lieu de les donner à des marchands, mais ça prend longtemps pour y arriver. Chez Droug, y a un mec qui me botte, c'est Arbatz. Il a beaucoup d'humour.

— Pour parler de tes chansons, au début tu écrivais surtout des chansons sur la Bretagne ; aujourd'hui tu en écris de plus en plus sur des sujets... disons « universels ». Est-ce voulu ?

— Je ne me pose pas tellement de questions au niveau de ce que j'écris. Les sujets me viennent spontanément, mais c'est vrai que maintenant j'écris plus sur des sujets d'intérêt général. Sur le dernier disque, il y a une chanson sur le Chili, en breton (NDLR : ça raconte la mort du chanteur populaire Victor Jara au stade de Santiago). Je voudrais bosser davantage la musique bretonne et évoluer vers des formes plus populaires. Mais



dans mon cas, j'ai une expression personnelle et ça reste pour l'instant une chanson d'auteur. Je me pose des problèmes de forme et de fond, comme un mec qui fait de l'art plastique.

— Quels rapports vois-tu entre le mouvement des minorités nationales et le mouvement écologique ?

— Il y a un parallèle entre la menace de disparition sur les cultures minoritaires et celle sur les espèces animales. On a les mêmes ennemis, la classe au pouvoir détruit autant la nature et les minorités nationales. D'ailleurs, en Bretagne, il y a un mouvement écologique très actif. Quand on se bat pour une liberté, on ne peut pas la dissocier de la lutte pour une autre liberté. Je ne connais pas très bien le mouvement écologique, et je ne sais pas si chez certains types ce n'est pas une révolution individuelle (comme vivre « en marge », devenir végétarien, etc.), alors que le combat des minorités nationales passe par une lutte de classes. Au Larzac, les deux thèmes se sont rejoints naturellement. Au niveau de la puissance nucléaire, c'est évident : il y a le plan de Canjuers en Occitanie, et la base de sous-marins à Brest.

— Est-ce qu'il n'y a pas un risque, commun aux deux mouvements d'être facilement récupérés par la bourgeoisie ? Je veux dire idéologiquement...

— Pour l'écologie, le capitalisme a les moyens d'utiliser ses propres déchets pour faire du fric avec. Et on va sûrement vers une industrie du traitement des ordures. Mais le changement de mentalité des gens, je ne vois pas très bien comment le capitalisme peut le récupérer. Quant aux mouvements nationaux,

ça passe par une lutte de classes. Je suis d'accord quand tu me dis qu'il existe des nationalistes bretons fascistes, mais il y a aussi des fascistes français : et c'est pas parce qu'Ordre Nouveau existe qu'on refuse d'écouter Mitterrand !

— Qu'est-ce qui se passe en Bretagne quand les gens sont privés de télé ?

— Les réactions sont très mitigées. Mais l'émission qui est passée récemment à la télé sur ce sujet montre qu'en fait c'est le procès de l'O.R.T.F. : beaucoup de Bretons se sont rendus compte de la connerie de la télé. Les Invalides, les vieux, etc., ont été paumés. Mais les autres ont été souvent contents de pouvoir faire autre chose à la place. Politiquement, ça a discrédité le mouvement breton (bien qu'en réalité, ce soient des militaires qui ont fait le coup(1) ; mais en profondeur je crois que ça n'a pas été un mal parce que ça a détruit un tabou. En fin de compte, il faudrait arriver à ce que les gens fassent leur télé eux-mêmes.

Pour la chanson alsacienne faudra siffler

Il y a quelques mois, j'avais reçu une lettre d'engueulade (gentille) de Roger Siffer, auteur ou interprète des premiers « tubes » de la chanson alsacienne (et on va voir que ce n'est pas de la blague). J'avais fait un bouquin sur la chanson bretonne et des papiers sur les

bretons, les Occitans et les Catalans : « J'en ai ras-le-bol, se plaignait Roger, de faire partie des et caetera lorsque tu énumères les « Bretons, Occitans, Catalans, Basques, Corses, Kurdes, etc. » Et d'expliquer comment l'Alsace était méprisée, moquée et assimilée à des symboles/clichés comme la coiffe, la choucroute... etc. ! Il faut dire que le mouvement alsacien est nettement plus récent que ceux, mieux connus désormais, des Bretons, des Occitans, des Catalans, des Basques, des Corses ou mêmes des Kurdes. Il ne m'en fallait pas plus pour aller à Strasbourg et, en faisant la connaissance de Roger et de ses chansons, essayer de comprendre les Alsaciens.

— On pourrait commencer par parler des différences et des points communs entre les Bretons, Occitans (etc...) et les Alsaciens.

— Le point commun, c'est qu'il s'agit de trois minorités ethniques. Les trois pays, comme d'autres (pays basque ou Catalogne) sont journellement confrontés à un même régime politique. Mais il y a des différences au niveau historique : l'Alsace a subi plus d'invasions et a toujours été un pays-tampon. Jusqu'il y a dix ans, l'industrie s'est désintéressée d'elle. C'était un pays qui subissait constamment des guerres.

— La situation économique aussi est très différente de celle de la Bretagne ou de l'Occitanie ?

(1) D'après les informations (sérieuses) de Servat, la destruction (fictive) du pylône de Roc-Tréouduon était un thème fréquent de manœuvres pour les bidasses de la base voisine. Un soir de beuverie, ils l'auraient fait sauter pour de bon. Et les rigolos du FLB/ARB ont été trop contents de récupérer le truc pour se faire mousser.

— La France comme l'Allemagne n'y investissaient pas mais tenaient beaucoup à avoir l'Alsace pour des raisons militaires. Aujourd'hui, cet intérêt militaire est périmé. Mais l'Alsace est riche en ressources et maintenant on veut en faire un pays « moderne » : on y construit des autoroutes et des centrales nucléaires. Il y a 60.000 Alsaciens qui travaillent en Allemagne, et 70.000 travailleurs immigrés en Alsace. Plus de la moitié des industries nouvelles en Alsace sont à capitaux allemands, suisses ou américains. L'invasion touristique est permanente, alors qu'en Occitanie et en Bretagne elle est saisonnière. Au point de vue culturel, les Alsaciens ont une espèce de bonhomie ou de joie de vivre qui est due à la richesse du pays, la bonne bouffe et tout ça, mais aussi une ironie sur eux-mêmes, une capacité à rire de leur malheur.

— Comment t'es-tu engagé sur la voie de la chanson alsacienne ?

— A 15-16 ans, je jouais du rock and roll dans un groupe amateur ; des trucs d'Eddie Cochran, de Little Richard. Au lycée, je suis passé du rock au blues, puis du blues à la chanson française (Ferré, Magny et surtout Bruant). A l'époque, j'ai subi ce que j'appelle le processus de l'Alsacien moyen. Je prétendais ne pas savoir l'alsacien, je prétendais même être Pied-Noir, je faisais exprès de parler allemand avec l'accent français (pour un Alsacien, faut le faire !). Et puis, un soir où j'avais bu un peu trop de vin blanc, je me suis surpris à chanter une comptine enfantine en alsacien. Le lendemain on m'a demandé de recommencer et puis, comme je faisais la manche, je me suis mis à inclure une chanson paillardie en alsacien au milieu d'un répertoire français. Je croyais que les gens qui m'écoutaient allaient se marrer, mais ils ont été gênés au début et il y a eu un grand silence.

— Ça se passait quand, ça ?

— C'était en 69. Ensuite j'ai fait deux autres chansons traditionnelles alsaciennes. J'ai eu un article et un passage à la télé locale. Puis, pendant deux ans, j'ai continué à faire la manche et là, les gens ont aimé ces chansons, comme s'ils attendaient ça depuis 25 ans, et ils m'encourageaient et me donnaient des tas de vieilles chansons que je notais. Après deux ans j'ai fait un premier disque qui, pendant deux mois, n'a pas du tout marché et, tout d'un coup, plein de gens se sont mis à l'acheter : 40.000 33 tours et autant de 45 tours, soit 80.000 disques sur un pays d'un million d'habitants et deux départements ça dépasse même les ventes de Sheila. Mais je le dis en toute modestie, car ce disque était très mal fait et ça relevait d'un phénomène sociologique à la limite indépandant de moi.

— Est-ce que tu avais déjà fait ta prise de conscience alsacienne ?

— A l'époque (printemps 72), je n'étais pas conscient d'un problème de minorité ethnique ; c'est venu plus tard. Il n'y avait pas que des chansons traditionnelles dans mon répertoire, il y avait aussi des chansons personnelles sur des thèmes de la vie quotidienne. La

même année j'ai fait un deuxième disque avec, sur une face, des références au Moyen Age pour montrer que l'Alsace avait un passé littéraire et culturel, et sur l'autre face je reprenais mes paillardises. J'ai montré aussi les différences qu'il y avait entre les Alsaciens et les Lorrains.

— Comment expliques-tu ta formule de production de disques ?

— C'est une formule accidentelle, en fait. Je me retrouve producteur de disques dans une maison de Strasbourg (Prodisc) qui fait des disques à façon. On te livre devant ta porte le nombre de disques que tu as demandé (ça peut être 100, ou 1.000, ou 10.000), tu les payes et c'est à toi de te démerder pour les vendre. Mais j'ai eu très vite un problème, c'est que les disquaires en voulaient et moi je ne pouvais pas facturer la TVA. Alors j'ai demandé à Prodisc de se faire distributeur et j'ai créé moi-même un réseau, je portais les disques chez les marchands avec ma 203. Donc, avec ce système, les seules limitations que je rencontre sont d'ordre technique ou financier (les studios de Prodisc sont très rudimentaires) ; je suis à la fois musicien, parolier, arrangeur, directeur artistique, attaché de presse et représentant. Mais sur le plan politique et idéologique, je fais absolument ce que je veux.

— C'est satisfaisant pour l'esprit, de tout faire soi-même ?

— Il y a le problème de l'artiste, mais aussi celui du public ; jusqu'à présent ça s'est passé en famille. Au début j'ai fait des chansons paillardes, des chansons à boire, des chansons de rues. Puis j'ai évolué vers les ballades de paysans et les compositions personnelles, plus politiques. Je voulais contribuer à abolir les complexes des Alsaciens vis-à-vis d'eux-mêmes. Maintenant que ce résultat est acquis, quand je dis à des Alsaciens que je vais à Paris, ils me disent « bon, mais tu vas chanter en français, hein ? ». Il reste donc à gagner une seconde bataille : faire reconnaître et respecter la culture alsacienne à l'extérieur, comme les Bretons y sont déjà parvenus.

— Il y a aussi le dilemme entre la chanson traditionnelle et la chanson contemporaine.

— Pour ma part, j'ai résolu le problème en faisant moitié-moitié pour dire aux Alsaciens, d'un côté : « regardez Fessenheim, comme c'est dégueulasse ce qu'on nous prépare », et de l'autre côté : « écoutez votre musique, écoutez comme elle est belle et pas plus con, pas plus ridicule qu'une autre musique ».

— Parle-nous de l'ambiance de tes spectacles.

— Le spectacle est fondamentalement joyeux. Je me fous gentiment de la gueule des gens en utilisant la tradition de moqueries de village qui est très répandue en Alsace. Je les fais chanter avec nous (on est dix musiciens), taper des mains, etc. Au milieu de ces chansons paillardes, je place deux chansons poétiques et une chanson politique de ma composition personnelle. Il y a un public de tous les âges, des

vieux, des gosses, des jeunes à cheveux longs, de toutes les classes sociales mais surtout à base populaire.

— Est-ce qu'il commence à y avoir d'autres jeunes chanteurs alsaciens ?

— Depuis quelques mois seulement. On m'a fait venir, au mois de mars dernier, à une soirée alsacienne où il y avait 700 personnes,

ment Patric, à Montpellier, Delbeau vers Toulouse, d'autres en Provence et en Limousin se mettaient, sans concertation préalable, à écrire et à interpréter leurs propres chansons en langue d'oc. Là aussi, comme pour l'Alsace, on peut parler d'un phénomène sociologique qui traduisait chez les Occitans un besoin pressant de s'exprimer en tant que tels, de reconquérir leur identité.

LIVRES : « La chanson en son temps, de Béranger au juke-box » par Georges Coulon (Éditeurs Français Réunis, Paris, 1969) ; « La chanson française de contestation » par Serge Dillaz (Pierre Seghers, Paris, 1973) : deux livres historiques et analytiques sur la chanson française depuis un peu plus d'un siècle, ses rapports avec la vie politique et la vie quotidienne. Quelques lacunes, mais deux bouquins passionnants et injustement méconnus, surtout le premier. « La Nouvelle Chanson Occitane » par Yves Rouquette (Privat, Toulouse, 1972). Écrit avant « l'affaire Verdier » et les problèmes de croissance de Ventadorn, le bon Rouquette retrace avec beaucoup de flamme la courte histoire d'un mouvement dont il est l'un des instigateurs. « La nouvelle chanson bretonne », par Jacques Vassal (collection Rock et Folk, Albin Michel, 1973, 15 F). Le mouvement musical actuel replacé dans son contexte historique et politique. En prime, quarante pages de textes choisis de chansons. À lire aussi du même auteur : « Folkson » (Albin Michel, 1971, 27 F), sur la musique populaire nord-américaine. « Le folklore est une musique faite par le peuple et pour le peuple. On ne peut pas prétendre comprendre la chanson folklorique si l'on a pas toujours présent à l'esprit le souci du peuple qui l'a fait naître. » Le chapitre final est consacré au

« folk » français : un survol rapide, déjà dépassé par le temps qui court vite, mais c'est mieux que rien ! En prolongement : un débat assez passionnant sur la situation du folk dans l'Hexagone, avec Lionel Rocheman, John Wright, Catherine Perrier, Roger Mason et Alan Stivell.

DISQUES : en Bretagne, on peut se procurer les disques de Kirjuhél et d'Arbatz chez Droug ; Ateliers du C.C.D.C.P., La Mare-Morin, Parigiac, 44130 Fay-de-Bretagne ; en Alsace, disques de Roger Siffer chez Prodisc : 19, rue de Rhinau 67100 Strasbourg ; en Occitanie : Ventadorn : 36, avenue Gambetta, 34500 Béziers. Chez Chant du Monde, un disque de Marti et un de Delbeau dans la collection « Le Nouveau Chansonnier International ». Dans, cette même et indispensable collection, des disques beaux (Imanol), catalans (Raimon), Joan-Manuel Serrat, Pi De La Serra) et Bretons (Glenmor).

REVUES : article sur les Occitans dans « Rock Folk » n° 78 de juillet 73 ; « Chanson » n° 1 (juin 73) ; Joan-Pau Verdier et l'Occitanie ; « Chanson » n° 3 : réponses de Marie Rouanet (Ventadorn) à Verdier ; « Chanson » n° 10 : interview de Marti. « Chanson » est la seule revue sérieuse sur le sujet. Abonne-vous, car on ne la trouve pas facilement en kiosque : 185 bis, rue Ordener, 75018 Paris.

avec des nouveaux groupes que je ne connaissais pas. Mais c'est encore trop tôt pour juger de leur impact. Sur un plan plus général, on est actuellement en train de discuter les statuts d'un Front culturel alsacien politiquement orienté à gauche sans équivoque, et qui aura aussi des activités culturelles comme Ventadorn, non seulement en matière de disques, mais encore de films, livres et collectages. Tout ça très progressivement, car en Alsace il ne faut pas brûler les étapes.

Un país que vol viure

On connaît déjà, mieux que les Alsaciens, les chanteurs occitans, du moins certains d'entre eux : en particulier Marti, Patric, Mans De Breish et, de manière bien différente, Joan Pau Verdier. Mais on ignore trop comment ils travaillent, qui les écoute, et pourquoi ils se sont parfois livrés à une suite d'accusations mutuelles et d'excommunications, à une véritable lutte qui n'est fratricide qu'en apparence. D'où l'utilité du petit rappel historique et comparatif qui suit.

Le mouvement politique et culturel occitan, tel qu'on le conçoit aujourd'hui, est né, pour beaucoup de ses protagonistes, dans la foulée de mai 68. C'est du moins à cette époque que Claude Marti, instituteur de la région de Carcassonne, commença à faire de la chanson occitane. Il y fut poussé, pour une large part, par l'exemple des chanteurs catalans et la rencontre de Raimon, l'un des meilleurs d'entre eux. Mais presque au même mo-

Toutefois, ici, une différence importante avec ce qui s'était passé en Bretagne et allait (cf. ci-dessus) se passer en Alsace : en Bretagne, la renaissance de la musique populaire et de la chanson, préparée depuis une quinzaine d'années par les cercles celtiques, les festounoz et les petites maisons de disques spécialisées comme Mouez-Breiz, avait tout à coup explosé au grand jour grâce au travail irremplaçable d'Alan Stivell (2). Je veux jurer qu'Alan (comme par la suite Roger Siffer) a pu toucher rapidement un public populaire très nombreux parce que ce public reconnaissait chez lui sa musique traditionnelle, et que la diffusion croissante de celle-ci à la radio et à la télévision les décomplexait définitivement : « Si Alan passe à la télé ça veut dire qu'il fait aussi bien qu'Enrico Macias », ont pu penser les célèbres sœurs Goadec, qui raffolent de l'un comme de l'autre eh oui, c'est comme ça le public « populaire » !

Or les chanteurs occitans (mettons à part l'expérience des « Ballets occitans », qui n'ont jamais eu une grande audience), au début, ne se sont pas du tout intéressés à la musique traditionnelle de leur peuple, aux airs de danse, aux chansons à boire, aux ballades paysannes, etc. La musique occitane n'en manquait pourtant pas, que diable ! Alors ? C'est que, selon les intéressés, il y a des choses plus importantes et plus urgentes à dire en occitan, comme « Volem viure al país » et, bien entendu, « al present ». Patric, qui aime les chan-

(2) Stivell a souvent été injustement attaqué, par des jaloux ou des pains-à-jour, sur le thème de la « récupération ». Pour ma part, je continue à le défendre contre vents et marées et il a, quand à lui, assez payé de sa personne pour prouver son honnêteté.

sons traditionnelles, s'est d'ailleurs refusé à en enregistrer sur son premier disque, par peur d'être pris pour un simple « folkloriste ».

Les premières chansons occitanes étaient nées; restait à les faire connaître, à les diffuser largement et, les spectacles n'y suffisant pas, à les enregistrer sur disques. Avec l'aide de l'I.E.O. (Institut d'études occitanes) et du poète Yves Rouquette, de Béziers, on créa un collectif de production indépendant: les disques Ventadorn. A Toulouse existait déjà une petite marque occitane, Disc'Occ, qui avait commercialisé des enregistrements des Ballets occitans et devait plus tard

en faire autant pour Josiane Vicenzuto et Delbeau. Mais Ventadorn, lui, pour se démarquer du circuit commercial ordinaire, instaura un système de vente par correspondance qui permettait aux artistes de contrôler le fruit de leur travail, avec peut-être en contrepartie l'inconvénient d'une diffusion plus restreinte (pas de distribution systématique chez les disquaires, ni de promotion à la radio, ni de publicité, faute de moyens techniques et financiers). Les avantages d'un tel système sont néanmoins évidents sur le plan de la liberté politique et de la non-exploitation capitaliste d'une « mode » occitane, et en outre les ventes ne sont pas

aussi ridicules que d'aucuns le prétendent. Ventadorn a vendu des milliers de disques, principalement de Marti, Patric, Mans De Breish, Daumas, Beltrame, Nicola.

Au printemps 73, alors que Ventadorn, conscient de ses limites, tentait d'améliorer son implantation (un disque de Marti sous étiquette « Chant du monde », prix de l'académie Charles Cros, accrut même leur réputation), on apprenait que Joan-Pau Verdier, chanteur limousin « monté » à Paris quelques années plus tôt, venait de signer un contrat chez Philips. Pour justifier son attitude, Verdier invoquait un souci d'efficacité, de populariser le com-

bat occitan à grande échelle. Chez Ventadorn, ce fut un tollé général: non seulement Verdier leur avait promis verbalement, peu auparavant, d'enregistrer chez eux, mais de ce fâcheux précédait une récupération commerciale et — qui sait ?

— idéologique de la chanson occitane par le capitalisme parisien.

Depuis, Verdier a sorti deux 33 tours chez Philips, réalisés avec le concours de Benoît Kaufman, arrangeur de variétés bien parisien. De son côté, Ventadorn s'est mis en S.A.R.L. et le débat reste ouvert.

Jacques VASSAL.

LOGIQUE DE L'EXCLUSION

Les exclus se multiplient. Ayant collaboré à leur lancement (1), est-ce que je vais m'en plaindre? Ne me suis-je pas réjoui de les voir déborder le domaine réservé aux travailleurs sociaux, accueillir les minorités régionales ou linguistiques, les femmes, les homosexuels? Hélas, les voici devenus commerçants, entrepreneurs, P.D.G., pilotes de lignes... C'est le dernier mal du siècle.

Ce concept d'exclusion, pourquoi l'avoir mis sur le marché? Au départ, pour des motifs d'ordre professionnel, qui recoupaient une prise de conscience proprement politique, à faire si possible partager. Parce que les travailleurs sociaux, parmi lesquels j'ai tantôt l'honneur, tantôt le malheur de me compter, n'avaient que trop tendance aux visions en trou de serrure. Le vieillard était un problème spécifique, le débile un autre problème spécifique: les étrangers, les handicapés physiques, les smigards, les provinces, les prisons, les chômeurs, c'était chaque fois complètement différent.

Pour contrebalancer les effets de différences qui noyaient le poisson, il fallait soutenir la ressemblance. Réunir les assistés et les braves qui s'en occupaient en une sorte de conscience commune, en espérant un possible front commun. On déciderait les assistés à se prendre eux-mêmes en charge et à repousser le système de l'allocation compensatrice. On apprendrait aux gens que les services sociaux confortent la mythologie d'une expansion qui profite toujours aux mêmes. On démontrerait que l'assistance et l'exclusion étaient fondamentalement liées. Que la justice sociale était le visage même de l'injustice: que le travailleur social était un fonctionnaire de l'exclusion...

On n'aura finalement retenu que la charge sentimentale du mot. Les malins ont aussitôt compris le profit qu'ils pouvaient en tirer pour attirer une fiscalité qui leur prend tout. Aux dernières nouvelles, les assistés sont toujours aux bons soins de leurs bonnes sœurs laïques et prétextes à des succès de librairie ou à des enquêtes supplémentaires: plus rentables que jamais. Après avoir récité quelques stances sur la lutte des classes, quand ils en connaissent, les travailleurs sociaux sont retournés à leur malaise derrière leurs guichets. Chacun disserte à nouveau sur ses brebis sans se préoccuper de celles des autres. En fin de compte les exclus n'ont pas dérangé mais confirmé l'ordre établi, qui

promulgue en leur faveur des mesures bien spectaculaires. S'ils n'existaient pas, on les inventerait!

Une bataille de perdue. Rien ne prouve cependant que la publicité qu'ils se font ne nuira pas aux récupérateurs (2). On aura beau traiter — au sens de soin et d'injure — de plus en plus d'exclus, il en restera toujours. La question finira par se poser: pourquoi donc est-ce qu'il s'en crée de nouveaux? On découvrira soudain des rebelles...

On ne m'a pas suivi quand j'ai soutenu qu'on assistait pour exclure, c'est-à-dire pour souligner par la grâce d'une mesure d'assistance la disgrâce de votre condition d'assisté. Pourtant! Pas d'assistance sans exclusion, pas d'exclusion sans assistance. Là où il y a de l'exclusion, il y a de l'assistance. L'assisté, c'est le poison. Pas de poison sans contrepoison: les travailleurs sociaux. Ils sont là pour vous purger de toute velléité d'écart: vous dépendrez désormais d'eux et devrez reconnaître que cette société de progrès est merveilleuse, qui vous biberonne même perdants... Est-ce enfin clair? Prenez-le d'une manière ou d'une autre, vous reviendrez toujours à ceci: les exclus sont ceux qu'on assiste.

Ainsi s'explique qu'on assiste de plus en plus, au point que la fin du système semble l'assistance universelle, forme surfine de répression, puisque l'assisté est payé pour remercier. Ainsi s'explique pourquoi certains groupes sont venus d'eux-mêmes se ranger sous la bannière des exclus: les femmes, éternelles protégées, les homosexuels, objets du psychiatre, les provinces, que Paris prétend relever de leur déchéance... Ainsi s'explique que nous refusions sans l'ombre d'un doute aux crocodiles le droit de pleurer: ils se défendent tout seuls!

Mais ces explications ne vont pas encore assez loin. Si on essayait de démasquer la mécanique même, la logique qui autorise l'exclusion? Elle est toute simple, encore qu'il n'y ait rien de plus compliqué à saisir que la simplicité. Considérez seulement que cette société est un vaste théâtre où chacun est appelé à se donner en représentation, en respectant au plus près des règles immuables. Titre de la pièce — une pièce à succès, s'il en fut, depuis cinq mille ans qu'il y a des hommes et qui bossent — : TOUJOURS PLUS.

Prenez, presque au hasard, trois scènes inlassablement répétées. Des en-

fants... jouent. Gentiment, et on croirait qu'ils sont amis. Mais leur amitié est en réalité fondée sur la volonté d'en exclure au moins un du jeu, pour qu'il mendie ensuite une revanche qu'on lui accordera, bon prince! Cette scène numéro un a des variantes. A la place de la marelle, vous pouvez mettre n'importe quel sport, fait pour réduire le plus de sportifs possible aux gradins. Vous pouvez mettre le système de la mode, qui favorise tantôt les unes, tantôt les autres, dit-on, mais vend toujours des complexes. Vous pouvez mettre le système scolaire, où la sélection va son train.

Deuxième scène type. Vous êtes réunis pour parler des autres. Ils ont, n'ont pas, font, ne font pas, ils sont, ne sont pas. Tout votre discours est pour les évaluer, les inclure dans une catégorie d'admissibles. Il faut qu'ils s'adaptent à vos critères purement quantitatifs, que vos références soient de droite ou de gauche. Etiqueté, pesé. Pourvu qu'il en fasse assez, il sera reçu parmi les vôtres. Variantes: c'est un étranger, mais il a de l'instruction, un Algérien, mais qui marche avec nous, un débile mental, mais il ne renâcle pas au travail. Passé un certain seuil, on leur crédite l'intention d'en faire encore plus. Bons pour le service. Troisième scène: un infirme, un invalide, un handicapé quelconque. On le plaint. Certainement, sans cette malchance, il aurait voulu faire comme nous. Son exclusion a lieu malgré lui. Voyez pourtant comme il se donne du mal... Variantes: le type qui n'a pas pu réussir à l'école, le paysan qui doit quitter ses hectares, l'artisan qui entre en usine: invalidés par la non-réussite à un examen, la non-rentabilité de la terre ou d'une technique.

Je vous laisse compléter ou isoler d'autres scènes, opérer des recouplements entre les précédentes. L'exclu se repère au nuage plus ou moins discret de ceux qui l'assistent — songeant aux mouches, j'allais écrire: qui l'asticotent. Mais ceux-là, comment le repèrent-ils? Comme vous et moi: à ce qui lui manque, dont nous avons la terreur pour nous-mêmes. Or les critères du manque sont toujours plus nombreux...

La logique de l'exclusion, qui nous conduit à nous exclure les uns les autres avant de l'être à notre tour, est fondée sur le mystère du Plus — encore plus, encore mieux — que toutes les couches de la société partagent, avec plus de fanatisme encore, semble-t-il, quand elles n'en ont pas le profit. A la base, les contraintes matériel-

les fixes: nourriture, intempéries, santé. Mais il ne nous suffit pas de les résoudre. Pour bien montrer qu'on les domine on y a greffé de siècle en siècle une propulsion de signes et de nécessités secondes, qu'on identifie à la civilisation, au progrès. Le mieux-faire et le mieux-être, par malheur, sont ennemis du simple bien.

Je reviens toujours à cet exemple — on en trouvera d'autres dans le cadre agricole —: la tôle laquée n'ajoute rien au réfrigérateur, s'il en faut un, ni la marque inscrite en caractères de prestige sur sa poignée dont le galbe nous fera honte dans trois ans. Ce sont des fétiches de cet ordre qu'il nous faut apprendre à lire et les usages délirants qui les accompagnent. 1) Parce qu'ils consomment de la matière d'œuvre et du temps du travail. 2) Parce qu'ils nous hiérarchisent en tant que travailleurs qui les produisent — O.S. ou cadres — et les consomment. 3) Parce qu'ils nous excluent si nous ne participons pas à leur production et à leur acquisition, ou si nous en sommes empêchés.

Pourquoi le chrome, la tôle laquée, le brillant, le lisse, pourquoi la vitesse... C'est au niveau des fétiches et des usages-fétiches — la vitesse, les services médicaux — qu'il faut réfléchir et agir. En s'en tenant, à cet égard, à une neutralité toute démagogique, les travailleurs sociaux, les syndicalistes, les hommes de la classe politique n'ont plus de choix qu'entre la consolidation et le pousse-au-cul.

Il n'y a qu'une question à poser: qu'est-ce qu'on fabrique? C'est la fameuse question du travail. Pourquoi est-ce qu'on le fabrique, si c'est pour travailler à l'exclusion des travailleurs? Et puis pourquoi devoir le faire vite, et avec ces matériaux-là, qui excluent... la vie elle-même?

La belle avance si les travailleurs prenaient le pouvoir et s'en servaient comme devant? Il faut mettre au point d'autres usages. Quand ils seront convaincants, soyez certain qu'ils donneront envie de se rendre maître des moyens de production. S'ils ne nous en rendent pas maîtres directement...

J.-P. LAMBERT.

(1) Voir le numéro spécial d'Esprit sur le travail social (avril-mai 1972). Au cours de la réunion préparatoire, j'avais réclamé qu'on parle plutôt des exclus. Mon article s'intitulait: « assister c'est exclure »...
(2) Voir « Les Exclus » (« les succès du Souff », par René Lenoir, secrétaire d'Etat aux Affaires Sociales. Sous-titre: « Un Français sur dix ».

CHRONIQUE DE L'ÉNERGIE SOLAIRE

PETIT INTERMÈDE -
L'ANVAR ORGANISE UN CONCOURS D'IDÉES
SUR L'ÉNERGIE SOLAIRE *
40 000 F AU VAINQUEUR
EN AVANT LES INVENTEURS!

JE PENSE QUE JE
VAIS GAGNER
VAS-Y
POUPOU!

L'ÉCOLOGIE C'EST DES IDÉES!
IDIOT, J'AI
DES IDÉES
QU'ÀUX CHIOTTES!
TRÈS BIEN!

SI DE VOUS DIT,
SCATOLOGIE ET ÉNERGIE,
NON CHER ÉCOLOGISTE,
QUE NE RÉPONDEZ-
VOUS ?
GAZ DE
FUMIER

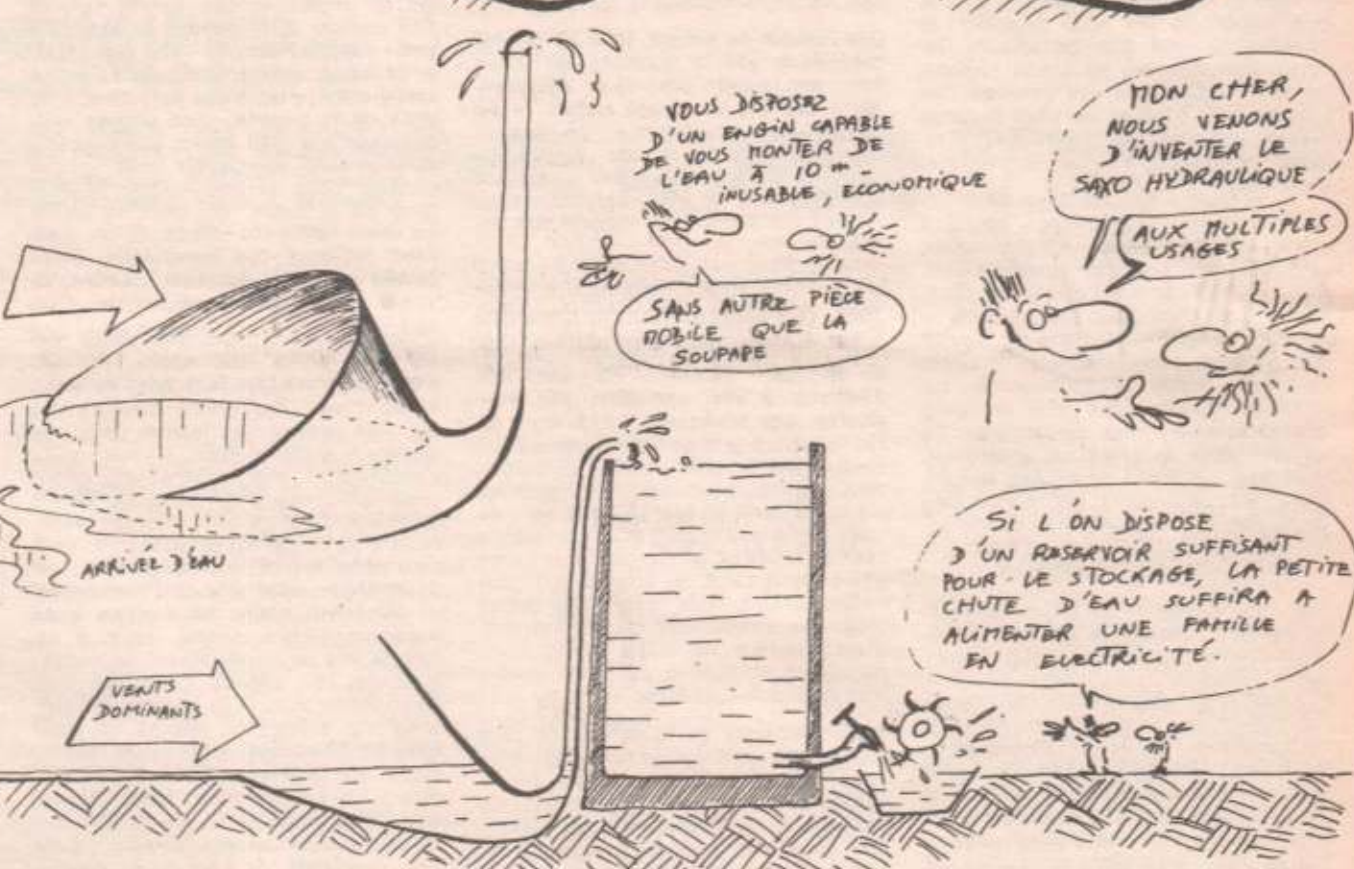
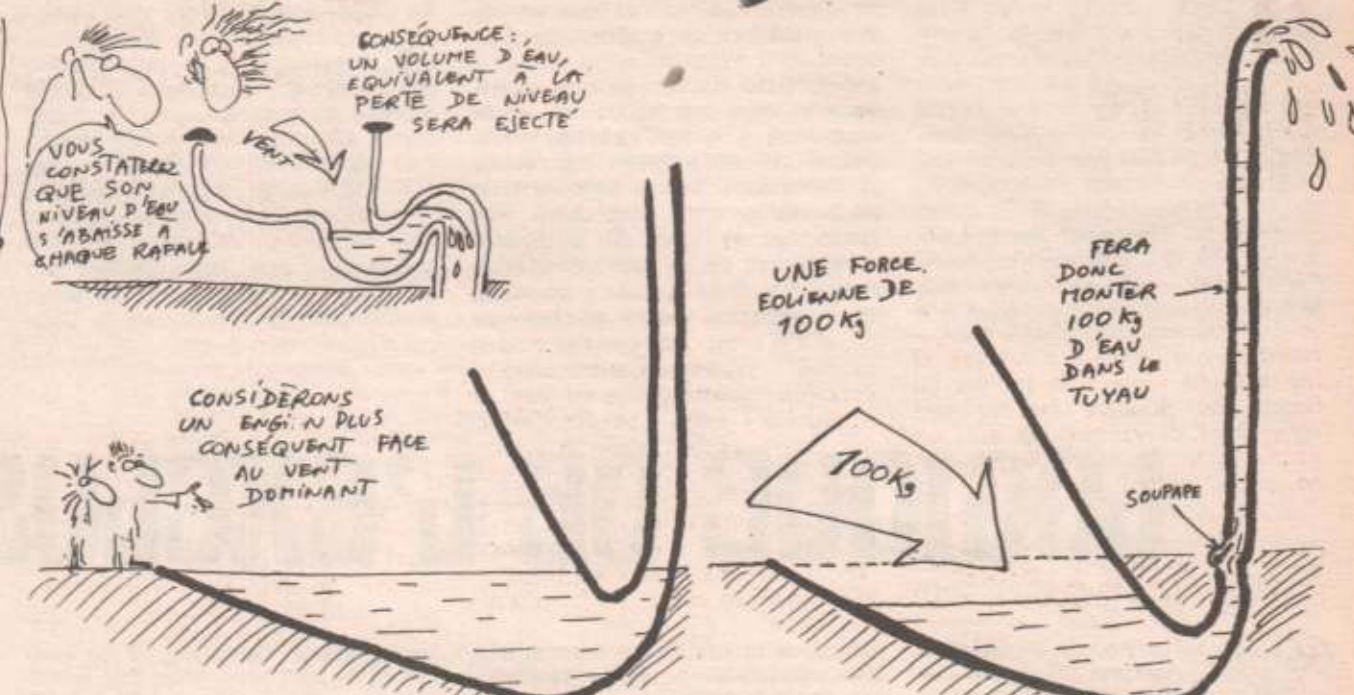
JE N'AI RIEN CONTRE
LE GAZ DE FUMIER...
MAIS QUI POSSEDE
DU FUMIER À NOTRE
ÉPOQUE ?

BIEN QU'ÉCOLOGISTE, VOUS
RAISONNEZ COMME UN ORDINATEUR,
MACHINALEMENT...

L'ESPOIR, C'EST QUAND LES HOMMES
S'HABITUERONT À UNE DISCIPLINE
INTELLECTUELLE
ORIGINALLE ET
SUBTILE

LE JOUR OÙ LE NOÛTRE OBJET
FAMILIER LEUR DONNERA UNE
IDÉE.
EXEMPLE:
VOTRE
CUVETTE
DE W.C.

OBSERVEZ-
LA
UN
JOUR DE
GRAND VENT



* POUR PARTICIPER ÉCRIRE À
BINI-EOLE 74 - 21 rue CLEMENT MAROT 75008 PARIS
CLÔTURE
LE 31
OCTOBRE!

CHERCHONS TOUJOURS TIROIRS DE D.C.A 1m50 - 2m de DIAMÈTRE
ÉCRIRE AU JOURNAL. REISA.

JE SUIS UN MEC

Je suis un mec : 4e épisode. Faut-il s'étonner si les réactions les plus nombreuses et les plus chaleureuses viennent de nanas ? (elles ressentent la nécessité d'un tel débat entre mecs). Faut-il s'étonner si les mecs ne réagissent que par un accord de principe ou par une agressivité délirante ? (Je suis un traître ou un obsédé). Pas un mec ne parle de sa phalocratie, de

LES MINORITÉS VEULENT ÊTRE NOMBREUSES :



son « je » qui me ferait taire le mien. Est-ce trop tôt, trop personnel, pas assez politique ou écologique ? Enfin, si vous vous réunissez entre mecs, dites-nous le, ça nous mettra du baume au cœur. Dites-nous vos angoisses, vos délires de mecs.

Je parle de moi bien sûr, mais pas d'un moi inaliénable, un moi statufié, un moi que sait reconnaître chaque mec condamné par les statuts à jouer le rôle d'opresseur. Il n'est pas facile de sortir de cette prison, d'abord parce qu'elle est dorée, mais aussi parce qu'on ne possède pas la force que procure l'allévation quotidienne des femmes : la révolte.

Pourtant nous sommes bien aussi des prisonniers. Prisonniers de notre rôle, de notre statut. Des dominateurs sans personne à dominer n'ont plus de fonction, plus de raison d'être. C'est la dialectique du maître et de l'esclave. Par sa réponse et sa révolte, la femme nous fait prendre conscience qu'elle nous est nécessaire. Ne serait-ce que pour assurer le travail ménager, l'éducation des gosses, nous permettre de faire l'amour et de satisfaire notre besoin de puissance. Ça c'est notre statut. D'autonomie, il n'est point question. Et c'est pourtant bien elle qui peut permettre une relation de dépendance réciproque non aliénée. Les relations mecs/nanas ne sont pas le fruit d'un choix autonome mais la conséquence d'une nécessité sociale :

assurer la pérennité de la phalocratie.

Ne serait-ce qu'au nom d'un désir tout à fait égoïste : avoir une existence autonome et pouvoir choisir le mode de relation que je veux, il est nécessaire de bouleverser les codes culturels qui nous emprisonnent et nous castrent.

Dans certains cas, effectivement, je me sens castré. Si je refuse mon statut de mec, j'hésite, je n'ai aucun point de référence, aucun soutien, aucun code. Comment seront perçus mes paroles, mes comportements. Inventer autre chose ne suffit pas, encore faut-il que cela « passe », que mecs et nanas comprennent le message « hors code ». Ce n'est pas simple, d'où la facilité : utiliser un autre code.

Exemple : quand ça ne va pas, on a tous un « extra » besoin d'affection, on a besoin d'une épaule. Pour les nanas : pas de problème, c'est dans leur statut, on est là pour ça, paraît-il.

Pour les mecs, c'est autre chose. Ce besoin, pas bien compliqué en apparence, se heurte de front à notre statut.

Nous les mecs, on est censés être cette épaule accueillante, être sûrs de nous, « toujours prêts ». Je suis cette épaule, il n'est pas prévu que j'en ai besoin.

Et lorsque cela arrive, et cela arrive souvent, un seul refuge : un autre code connu, l'infantilisme. Une nana ne peut être une épaule, mais une mère, oui.

Un mec ne peut s'y reposer, mais un enfant, si. Les statuts sont saufs. Rien de bouleversé, on a utilisé les codes de secours, c'est tout. La relation codifiée mec-nana s'est transformée en relation tout aussi codifiée fils-mère et c'est tout. Le langage, le comportement, le ton seront là pour expliquer le passage d'un mode relationnel à l'autre.

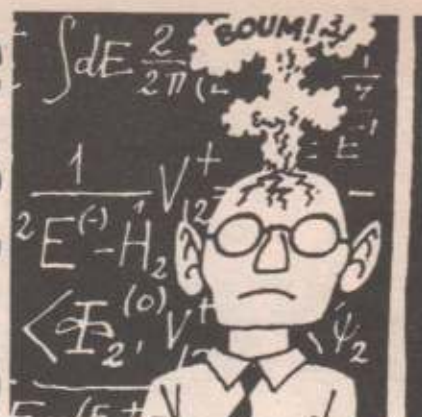
LES MINORITÉS DEMANDENT LA PAROLE :



Arriver à se vivre comme meciyant-besoin-d'affection sans se vivre ou être vécu comme infantile est un des plus sûr moyen de lutter contre notre phalocratie. Difficulté comparable à celle que rencontrent les nanas-qui-n'ont-plus-besoin-d'épaule, et qui ont du mal à ne pas « tomber » dans le statut de mec, chute favorisée par l'émancipation par le travail, les responsabilités, « valeurs » pourries par le code phalocrate. La prison est solide et les fausses sorties nombreuses. Mais tant qu'il y a de l'espoir...

Yann.

La minute de bon sens du professeur Mollo-Mollo



J'ÉTAIS A MONTARGIS

J'étais donc à Montargis ! Rassure-toi, lecteur, et ne vois pas dans cet exorde l'affirmation d'un ancien combattant : rien, hélas, qui rappelât à Montargis l'esprit victorieux d'Austerlitz (1).

Certes, il aurait été illusoire d'attendre des assises nationales du Mouvement écologique la mise sur pied immédiate et efficace d'un organisme susceptible de faire réfléchir les adversaires de l'homme, de l'environnement et de la nature. Certes, le beau temps engageait à la joie et à l'insouciance, plus qu'à la réflexion morose et constructive. Certes, la moyenne d'âge tranchait heureusement sur celle de la plupart des réunions d'associations ou autres groupements. Certes, des idées ont été émises, des connaissances faites, des contacts noués, prometteurs pour l'avenir. Mais vraiment, chers écologistes, ne croyez-vous pas que nos adversaires auraient été plus rassurés qu'inquiets de la tenue de nos débats et de la portée de nos conclusions ? Soyons net et clair : la réunion de Montargis a signé l'incapacité — que j'espère provisoire — du mouvement écologique à se structurer en vue d'une action efficace. Pourquoi ? Parce que trop de chapelles diverses se sont opposées, que je ramènerai à trois tendances principales :

- ceux pour qui l'écologie constitue un dévouement personnel, et les réunions une séance de psychothérapie collective. Ceux-là disent (ou écrivent) : « L'écologie n'existe pas » ; la nature n'existe pas... Vraisemblablement traumatisés dans leur jeune âge par quelque enseignant, gendarme ou parent abusif, ils affichent une répulsion et une hostilité affirmées à toute ombre d'organisation ou de hiérarchie, pourtant écologiquement « normales » ;

- ceux pour qui l'écologie constitue un champ d'application de structures ou de doctrines préconçues. On les voyait circuler de groupe en groupe en distribuant programmes et organigrammes porteurs de vérité. Parmi eux bien des « écocrates », désireux de prendre le pouvoir à travers un nouveau thème, mais aussi divers marxistes plus ou moins en rupture de ban ; d'où la formule simplette maintes fois rabâchée : « L'avènement de l'écologie passe par la

mort du capitalisme. » (Reste évidemment à savoir ce que l'on entend par capitalisme...)

- ceux qui, partis d'une expérience concrète (les petits oiseaux ou le bulldozer, peu importe), n'avaient pas à priori de motifs psychologiques ou politiques d'en vouloir à la société en place ; mais qui se retrouvent avec les précédents en constatant que rien n'est possible dans le cadre actuel technique et productiviste, qu'il soit d'Est ou d'Ouest, du Nord ou du Sud... Ceux-là sont certes porteurs d'une certaine pesanteur bourgeoise (mais les révolutions réussies ne l'ont-elles pas été par des bourgeois ?), d'un certain esprit réformiste : ils ne se refusent pas, le cas échéant, à rendre visite à un préfet ou à tout autre « responsable », pour tenter de faire reculer l'irréremédiable (au risque de se faire « récupérer », bien sûr...).

Alors, que faire ? où est la vérité ? La vérité n'est pas subjective, mais doit être définie de manière réaliste par rapport à nos adversaires communs.

Ce n'est pas seulement au son de quelques guitares (2) que tomberont les murs des centrales nucléaires, ou que sera convaincue l'opinion publique, cette opinion publique éveillée par la candidature DUMONT (même si l'on ne croit pas au petit jeu électoraliste). Non, et il faut que chacun y mette du sien : que les allergiques à l'organisation n'interdisent pas aux autres de s'organiser ; que chacun veuille bien laisser au vestiaire tout vocabulaire idéologique séculaire et périmé ; et que les plus « classiques » consentent à se radicaliser davantage. Que tous enfin veuillent admettre la nécessité, même désagréable à plusieurs titres, d'un effort suffisamment structuré et documenté.

Mais dépêchons-nous ! Le béton et le kWh progressent ! Ecologistes de toutes les tendances, unissez-vous !

M.M.

(1) C'est pourtant bien de la gare d'Austerlitz que partait le moyen de transport le plus écologique à destination de Montargis. Que penser donc de la maturité ou de la sincérité des conducteurs et passagers des quelques 500 voitures individuelles présentes pendant ce week-end ?

(2) Soyons justes, il ne s'agissait pas de guitares électriques !



Un ami m'écrit ce jour : « Bravo pour la Chronique de la Mort Radieuse... Mais n'y a-t-il pas lieu d'être sceptique sur ce travail d'information « au fond » quand on entend des gens — au demeurant fort sympathiques et certainement parmi les plus « conscients » écologiquement — ne pas admettre que l'on puisse remettre en question notre civilisation et avouer sans réticences que mon Dieu, oui, le chauffage électrique intégré, ils se le sont fait installer, et que la tondeuse à gazon électrique, c'est quand même un progrès, tellement moins bruyante et moins polluante ! »

Je connais bien ce genre « d'écologistes ». J'en ai récemment lu deux dans un journal « ami », dans leur numéro de « penseurs » de notre temps..

Encore une fois, si nous baignons dans le « tout nucléaire », c'est pas par hasard. Refus

de lucidité. Refus de cohérence. Fournier disait : pas facile de sauter du train en marche. Je ne me sentirais pas le droit de tenir cette chronique si j'avais un compteur électrique de plus de « 3 kWh ».

Et je pose la question : qu'est-ce qui est politique dans cette affaire ? Le programme nucléaire français — pour s'en tenir à l'hexagone — requiert des milliards. A chacun de nous de se demander comment (et pourquoi) il finance un tel programme. Encore une fois, dans quelle mesure, lecteurs de « La Mort Radieuse », êtes-vous consentants, sinon partie prenante (hé oui) dans la nucléarisation de votre « avenir » ?

Bonnes vacances quand même, pour ceux qui donnent encore dans ce genre de truc !

E. P.

L'utilisation du plutonium aujourd'hui et demain*

Le plutonium, substitut de l'uranium 235, est utilisé commercialement pour l'alimentation des réacteurs à neutrons thermiques. Suffisamment d'expérience a été à présent acquise, grâce aux multiples campagnes de démonstration qui ont été réalisées à ce jour, pour permettre aux producteurs de combustible de donner aux exploitants de centrales les garanties qu'ils souhaitent quant au bon comportement en général du combustible enrichi au plutonium. L'utilisation de ce matériau comme combustible peut donc être étendue à l'échelle industrielle.

En Europe, en particulier, les réacteurs BR3, Kahl, Garigliano, KRB, KWO ont déjà reçu des charges substantielles de combustible enrichi au plutonium. La centrale Garigliano sera alimentée de plus, d'ici peu, par une recharge comportant environ 5,2 t de combustible UO₂-PuO₂ contenu dans 50 % des barreaux de cette recharge (les 50 % restants sont composés de combustible traditionnel enrichi à l'U235).

CONSIDERATIONS TECHNIQUES ET ECONOMIQUES

En règle générale, il existe un pourcentage optimal de combustible enrichi au plutonium pour chacune des recharges d'une centrale donnée. Il est toutefois important de noter que ce pourcentage est toujours fixé pour des raisons techniques et économiques mais n'est jamais uniquement imposé par des motifs de pure sécurité.

Bien entendu, il serait faux de dire que tous les problèmes ont été surmontés pour une utilisation rationnelle et économique du plutonium. A court, moyen et long terme, par exemple, les concentrations en isotopes supérieurs du Pu vont croître progressivement en fonction de l'augmentation du taux de combustion atteint à la fin de la vie du combustible.

Cette concentration en isotopes supérieurs croîtra également avec le nombre de cycles que le plutonium aura subi. Or c'est précisément la présence de ces isotopes qui rend le matériau gamma et neutroactif. De plus, la radioactivité émise par le plutonium augmente également progressivement depuis le jour de son retraitement par la

transmutation du Pu 241 en Américium 241, fortement gamma-actif.

D'ores et déjà, les fabricants de combustible enrichi au plutonium négocient des contrats de fournitures qui portent sur le traitement de Pu ayant des teneurs en isotopes fissiles de 65 % seulement, ce qui sous-entend des teneurs en Pu 240 (neutroactif) de près de 30 %, et des teneurs en Pu 241 (source de l'Am. 241, gamma actif) de plus de 15 %. Or, c'est ce type de plutonium que l'on devra traiter d'une manière courante dans huit à dix ans.

La présence de ces isotopes supérieurs impose une mécanisation de plus en plus poussée et, bien entendu, de plus en plus faible. A titre d'exemple, l'activité gamma et neutronique d'un plutonium contenant 80 % d'isotopes fissiles, une teneur en Pu 241 de 8 % et qui a été retraité un an auparavant est déjà telle que les techniciens fabricants ne peuvent rester en contact direct avec le matériau que quelques heures par semaine, là où ce dernier est, bien entendu, traité à l'état pur et à l'échelle de quelques kilogrammes.

Lorsque les techniciens auront à traiter du plutonium à 65 % en isotopes fissiles, ce temps de contact devra être réduit à quelques minutes par semaine tout au plus. En effet, aux isotopes supérieurs seront alors venus s'ajouter en quantité substantielle l'isotope 238 du plutonium, dont l'activité alpha particulièrement intense provoque une émission neutronique importante par réaction X-n, et l'isotope 236 qui, même à l'échelle de quelques ppm, joue un rôle marquant dans l'émission gamma du plutonium total.

Il est donc impératif que l'on réduise les interventions manuelles réellement au strict minimum dans les productions qui seront réalisées à la fin de la décennie. Les quelques unités de production industrielle existantes de combustible enrichi au plutonium ont déjà adopté des systèmes mécanisés de transfert d'étape à étape et même certaines de celles-ci, dans lesquelles le plutonium est traité à l'état pur, ont déjà été rendues aussi automatiques que possible. (...)

Si ce problème de manipulation deviendra de plus en plus majeur au niveau de la production du combustible, il

peut être fort heureusement considéré comme mineur au niveau de la centrale électrique nucléaire. En effet, déjà aujourd'hui, compte tenu du poids des assemblages, les manipulations et les opérations de chargement se font mécaniquement. Elles sont donc, en fait, d'ores et déjà adaptées à la manipulation de matériaux actifs.

Il est évident que ce problème lié à l'activité du plutonium se fera surtout sentir lors de la fabrication des combustibles pour réacteurs rapides, pour lesquels les enrichissements au plutonium seront de l'ordre de 20 à 35 %. Dans ces conditions, on comprend qu'une mécanisation quasi totale s'impose. Or cette dernière est d'autant plus délicate à réaliser, pour ce type de combustible, que les techniques de production qui devront être mises en œuvre ne peuvent pas être considérées comme définitives et que, soit aucune, soit peu d'expérience de production à échelle réelle n'existe à ce jour dans ce domaine.

Le problème de l'activité gamma et neutronique du plutonium est un problème massif qui conditionne autant les principes de production du combustible que ne le fait l'émission alpha du plutonium qui, par la toxicité qu'elle induit, nécessite le travail en boîte-à-gants bien connu, ainsi que toutes les techniques de sécurité propres aux matériaux émetteurs intenses de rayonnements alpha.

D'autres problèmes affectant les caractéristiques du combustible enrichi au plutonium demandent encore à être mieux connus pour une utilisation économiquement optimale du matériau. C'est le cas, par exemple, de la dimension maximale des grains purs de PuO₂ localisés à la surface des pastilles et qui sont donc pratiquement en contact avec la gaine. Les spécifications actuelles limitent en général à 500 microns les grains de PuO₂ pur admissibles.

Cette valeur est issue des seules expériences réalisées en vue de cette détermination dans l'installation Spert aux Etats-Unis. On y mesure l'énergie qu'il faut injecter dans des pastilles d'UO₂ pur contenant un grain de PuO₂ pur également, pour rompre la gaine de zircaloy qui l'entoure. Les grains de PuO₂ pur étaient sphériques, obtenus par Sol Gel et placés soit

dans l'âme, soit à la périphérie des pastilles ; leur diamètre était de 550 microns maximum. Les conclusions de l'expérience ont montré que la limite de rupture de la gaine était atteinte pour une puissance de 225 à 274 calories par gramme dans le cas de pastilles d'UO₂ pur sans grains de PuO₂ et qu'une fois sur deux, dans les cas les plus défavorables, lorsqu'un grain de PuO₂ de 550 microns était localisé à moins d'1 mm de la périphérie de la pastille, cette puissance conduisant à la rupture étant abaissée à 200-213 calories par gramme.

Dans les calculs, la puissance considérée en cas d'accident (par exemple l'éjection d'une barre de contrôle) est de 170 calories par gramme dans la zone de flux maximum. Ce qui laisse une marge de sécurité de 50 % pour les pastilles d'UO₂ pur et 20 % pour celles contenant des grains périphériques de PuO₂ pur de 550 microns.

Or il ne faut pas perdre de vue que les techniques de fabrication actuelles de combustible mixte UO₂-PuO₂, par mélange physique de poudres d'UO₂ et de PuO₂, conduisent, dans de bonnes conditions, à des homogénéités microscopiques, permettant largement de garantir cette limite supérieure de grossissement de grain avec un taux de confiance acceptable. (...)

Il faut, de plus, tenir compte du fait qu'après frittage, les grains de PuO₂ résiduels ne sont jamais purs, comme dans l'expérience Spert, mais bien constitués en totalité, ou du moins en partie, de solutions solides d'UO₂-PuO₂ obtenues par interdiffusion à haute température. Cette interdiffusion peut être démontrée par examen des grains à la microsonde.

Quoi qu'il en soit, le problème demande à être exploré plus à fond et à reproduire des expériences du type Spert, en vue de définir avec le plus d'exactitude possible la limite supérieure de grossissement de grain admise. En effet, quoique le procédé de fabrication puisse, à coup sûr, garantir la limite imposée, cette dernière demande des contrôles nombreux et très coûteux, qui pourraient vraisemblablement être réduits si le phénomène de base était bien délimité.

* Enerpress, N° 1094, 19-6-74. Source : Echo de la Bourse, 28-5-74.

Quoi qu'il puisse être affirmé que plus rien n'empêche aujourd'hui l'utilisation du plutonium comme combustible, certains phénomènes et leur incidence doivent encore être développés plus à fond. Les problèmes exposés ci-dessus sont parmi ceux qui préoccupent le plus les producteurs de combustible enrichi au plutonium, car ils ont une incidence prépondérante sur le coût de la production et l'évolution dans le temps de ce coût.

CONSIDERATIONS SUR LE MARCHÉ DU PLUTONIUM

Le plutonium est, comme on le sait, extrait par voie chimique des combustibles nucléaires usés, dans les usines de retraitement du combustible. En Europe, de telles usines sont en exploitation, notamment en Angleterre, à Windscale où un programme progressif d'accroissement de capacité de retraitement en combustible de centrales LWR est en cours, et en Belgique, à Dessel, ou Eurochemic est toutefois proche de la fermeture. En France, au cap de la Hague, et, plus tard, en Allemagne, des unités viendront renforcer la capacité existante. Aujourd'hui, la capacité des installa-

tions peut être considérée, à peu de chose près comme étant en équilibre avec la demande. Toutefois, cette demande va aller en croissant fortement avec le temps, notamment à cause de l'expansion des programmes de production d'énergie nucléaire, décidés dans la plupart des pays comme suite aux problèmes énergétiques liés à l'approvisionnement en pétrole.

La capacité de retraitement et celle du stockage des déchets radioactifs (produits de fission) devront croître parallèlement à l'implantation des centrales. Des mesures énergiques nationales et internationales s'imposent en vue de s'assurer que l'infrastructure « retraitement » pourra satisfaire les demandes futures des exploitants de centrales.

Le marché du plutonium que l'on a jusqu'à présent lié à la puissance nucléaire installée, risque fort d'être limité par le fait que l'accroissement de la capacité en retraitement ne suit pas celui des centrales. Les craintes proviennent essentiellement du fait que des programmes de développement des unités de retraitement sont tributaires de ceux des centrales et ne se gèlent donc, quasi toujours, qu'avec un certain retard. De plus les programmes portant sur le retraitement ont, dans la

plupart des cas, un caractère fortement international, donc plus lent à se concrétiser. Aux Etats-Unis, le problème de retraitement du combustible et de la production de plutonium qui lui est lié, se pose déjà à court terme avec beaucoup plus d'acuité encore qu'en Europe. Aucune unité de retraitement n'y fonctionne à ce jour et ce manque de capacité initial conduira à devoir stocker, durant de nombreuses années, plusieurs milliers de tonnes de combustible usé.

Paradoxalement, tous les milieux techniques intéressés d'outre-Atlantique estiment que le recyclage du plutonium, dans les réacteurs thermiques, est une nécessité économique, et que le stockage du plutonium, en vue d'une utilisation ultérieure, soit dans les réacteurs rapides, soit dans un autre type de réacteur approprié, n'a aucune raison économique. Toutefois, à ce jour, seul le stockage est possible, faute d'installations où retraiter le combustible, et cela jusqu'à 1976-77. Récemment encore, au cours de la réunion de l'Atomic Industrial Forum, tenue à New Orleans en mars dernier, R.L. Dikeman, d'Exxon Nuclear, a mentionné que la non-utilisation du plutonium pénalise le coût de production de l'énergie de plus de 10 %.

De son côté, B. Wolf, de General Electric, fit remarquer, avec chiffres à l'appui, que le stockage du plutonium pendant une période de dix ans, coûte quasi aussi cher que le traitement lui-même. Il n'empêche qu'il sera difficile d'accélérer les programmes de retraitement. Tous les milieux intéressés devront être particulièrement vigilants, tant aux Etats-Unis qu'en Europe, afin d'éviter que le retraitement du combustible et le stockage de produits de fission en résultant, ne constituent les éléments « freins » de l'expansion de l'énergie nucléaire, qui semble à présent bien lancée.

La phase des réacteurs rapides prototypes sera bientôt dépassée. Les grands producteurs d'électricité européens ont conclu des accords prévoyant la construction de centrales rapides de très grande puissance.

Ces centrales nécessiteront pour leur fonctionnement des tonnes de plutonium annuellement. Seul le retraitement peut les leur apporter. Le retraitement est au combustible enrichi au plutonium ce que l'enrichissement isotopique de l'uranium est au combustible nucléaire conventionnel.

E. Vanden Bemden
(Dr adjoint à Belgonucléaire)

Les Anglais refusent les centrales commandées par la France

A la fin de l'été 1973 le « Central Electricity Generating Board » (C.E.G.B., l'E.D.F. britannique) a brusquement décidé qu'il lui fallait installer d'ici 1979 environ 25.000 MW de puissance électronucléaire, et cela sous la forme de réacteurs américains à eau légère. Une commission spéciale du Parlement britannique s'est longuement réunie, du 11 décembre 1973 au 24 janvier 1974 pour examiner cette proposition. Voici la traduction de ses conclusions (1).

Le Parlement britannique lui-même a discuté de la question le 2 mai 1974, et presque tous les orateurs ont exprimé leur hostilité aux centrales à eau légère (2). A l'heure où ces lignes sont écrites (20 juin 1974), le gouvernement britannique aurait décidé de ne pas implanter de centrales à eau légère sur son territoire, mais garderait cette décision secrète aussi longtemps que possible afin de ne pas gêner les gouvernements qui, comme le nôtre, se sont engagés à fond dans les centrales à eau légère.

« La Commission spéciale nommée (par le Parlement) pour examiner les questions scientifiques et technologiques est tombée d'accord sur le rapport que voici :

LE CHOIX D'UN SYSTEME DE REACTEURS

1. Au cours de cette enquête, la commission a reçu les témoignages de : Lord Aldington, K.C.M.G., C.B.E. (3), président de la National Nuclear Corporation. Mr. D.R. Berridge, vice président du South of Scotland Electricity Board (S.S.E.B.). Mr. A.E. Hawkins, président du Central Electricity Generating Board (C.E.G.B.). Sir John Hill, président de l'United Kingdom Atomic Energy Authority (U.K.A.E.A., l'analogue de notre C.E.A.). Mr. R.R. Matthews, chef du service d'hygiène et sécurité nucléaires, C.E.G.B. Mr. J.C.C. Stewart, C.B.E. vice-président de British Nuclear

Design and Construction. Mr. F.L. Tombe, président du S.S.E.B. Sir Arnold Weinstock, directeur de General Electric Corporation Ltd. Mr. E.C. Williams, C.B., inspecteur principal, Inspection des Installations Nucléaires (N.D.T. : organisme distinct de l'U.K.A.E.A.).

D'autre part, des avis écrits ont été reçus de :

Sir Alan Cottrell, F.R.S., expert scientifique principal du gouvernement. Dr. Leonard Rotherham, C.B.E., F.R.S., Fairy Engineering Ltd. Les Friends of the Earth. General Atomic Europe et Lord Hinton of Bankside, K.B.E., F.R.S.

2. La Commission a consacré trois sessions successives à entendre des témoignages sur le choix d'un système de réacteurs dans la prochaine étape du programme nucléaire britannique.

C'est avec quelque réticence que nous avons ouvert le dossier, mais nous nous sommes sentis obligés de le faire en raison de l'inquiétude croissante du public sur la sécurité des réacteurs américains à eau légère (L.W.R.). Nous avons aussi tenu compte de la préférence manifeste que le C.E.G.B. exprime maintenant pour ce système dont beaucoup d'autres gens pensent qu'il porterait un coup sévère à la technologie britannique.

3. Lorsque Mr. Hawkins apparut devant nous en août 1972, son sentiment était que le choix d'un système de réacteurs n'était pas urgent. Il nous avait dit que, en se fondant sur une croissance de 5 % de la demande, il faudrait seulement construire 4 nouvelles centrales d'ici 1982. Dans ses témoignages récents, cependant, il nous a dit que, de l'avis du C.E.G.B., c'était maintenant le bon moment pour prendre une décision.

4. L'ampleur de la décision du C.E.G.B. est considérable. Il nous a été dit qu'il désirait commander 9 centrales à 2 réacteurs, chacune d'une puissance de 2.400-2.600 MW, d'ici 1979,

quel que soit le choix de la filière ». Mr. Hawkins assura que ces commandes ne porteraient pas toutes sur des réacteurs à eau pressurisée (P.W.R.) de modèle américain, mais il était évident de par toute la teneur de sa déposition que les P.W.R. formeraient le gros morceau des nouvelles centrales nucléaires du C.E.G.B. si ses propositions étaient acceptées. Il fut obligé d'admettre qu'aucun L.W.R. de 1.200-1.300 MW n'est encore en service dans le monde. Sir John Hill confirma cela et, commentant l'ampleur de la décision, nous dit qu'il ne voyait « aucune raison de prendre une décision de cette nature ». Il pensait que la question « pourrait être résolue dans l'avenir, à la lumière de ce qu'on saura alors, des vues de l'industrie britannique sur ce qui lui convient le mieux, et sur le genre de réacteur qui conviendrait le mieux aux besoins du Royaume-Uni ».

5. Comme les calculs jusqu'à 1980 sont toujours faits sur la base d'une croissance de 4,5 %, nous ne voyons absolument pas pourquoi il est nécessaire de mettre en œuvre un programme de cette ampleur et portant sur une aussi longue période, car Mr. Hawkins nous a déclaré que le C.E.G.B. « s'était déjà beaucoup préoccupé, avant la présente crise, des énergies disponibles pour la production d'électricité dans les années 1980 et 1990 ». Il a mis l'accent sur le fait que les chiffres sur lesquels les prévisions du C.E.G.B. sont fondées « ont été préparés avant la présente crise, et, bien que cette crise ait souligné leur importance, elle ne les a pas modifiés pour le moment ».

6. Le C.E.G.B. avait fait une erreur évidente dans son évaluation, présentée devant nous en août 1972, des relations entre notre programme nucléaire et la croissance de la demande. Il nous faut obtenir l'assurance beaucoup plus sérieuse que ses nouveaux

plans sont fondés sur des hypothèses plus valables. Nous continuerons notre enquête sur les ressources en énergie avec cela en tête.

7. Il ressort clairement des témoignages que le C.E.G.B., en tant que client principal, et la National Nuclear Corporation, en tant que constructeur, ont tous deux l'opinion que les réacteurs à eau pressurisée doivent être le soutien principal du programme nucléaire britannique à moyen terme, quoique le C.E.G.B. pense que les réacteurs à haute température refroidis au gaz (H.T.R.) ont quelque rôle à jouer.

8. Mr. Hawkins nous a paru suggérer que la qualité principale des P.W.R. est d'être un système parfaitement expérimenté qui peut être rapidement disponible. Cependant Mr. Williams, l'inspecteur principal des installations nucléaires, nous a dit qu'il lui faudrait environ deux ans pour se faire une opinion de la sécurité des P.W.R. dans l'environnement britannique. Il n'a pas reçu d'informations suffisamment détaillées sur cette filière pour commencer à se faire une opinion.

9. L'éventuelle décision de Mr. Williams est, bien sûr, d'un intérêt crucial car il y a, dans l'opinion publique, de vives discussions et des craintes considérables au sujet de la sécurité des P.W.R. Les partisans des P.W.R. sont tous convaincus que c'est un réacteur sûr. Cependant les Américains eux-mêmes sont suffisamment sceptiques

(1) Ce texte est extrait du « First Report from the Select Committee on Science and Technology : the choice of a reactor system », session 1973-74. Her Majesty's Stationery Office, Londres, 1.85 livres. Ce volume contient le compte rendu des débats et auditions de cette Commission, ainsi que les textes écrits qui lui ont été soumis.

(2) Le compte-rendu de ce débat parlementaire est imprimé dans le « Hurray ».

(3) Les initiales KCMG, CBE, FRS... désignent des distinctions honorifiques (« jarretière », chevalier de l'empire britannique, académicien : « Fellow of the Royal Society »...).

pour avoir construit un petit P.W.R. dans le désert de l'Idaho qu'ils vont tester jusqu'à destruction presque complète afin de prouver l'efficacité (ou l'inefficacité) des systèmes de sécurité.

10. Dans le mémorandum qu'il nous a adressé, Sir Alan Cottrell, l'expert scientifique principal du gouvernement, est arrivé aux conclusions suivantes sur les enceintes sous pression des L.W.R. :

« De brusques ruptures, venant de grandes fissures ou de défauts dans les sections épaisses, sont en principe possibles dans les enceintes d'acier sous pression sous les conditions de fonction. ... Dans les enceintes des L.W.R. on estime que la taille critique au-delà de laquelle les fissures se développent de façon instable est inférieure à l'épaisseur de la paroi, de sorte que l'avertisseur de la fuite, avant rupture est absent. Dans ces conditions, la sécurité d'une enceinte de L.W.R. dans le domaine des ruptures dépend de la mise sur pied d'un contrôle rigoureux de la fabrication et de la qualité ; et aussi d'inspections complètes, efficaces et souvent répétées des enceintes par la technique de détection ultrasonique des fissures. La possibilité d'un élargissement continu des petites fissures dans les régions soumises à de fortes tensions, dû aux effets de l'âge et de la corrosion pendant le fonctionnement, demande un supplément de recherches scientifiques ; de même l'effet du choc thermique en cas d'irruption de l'eau de refroidissement de secours au cours d'un accident de perte de fluide caloporteur ».

11. Cette question de sécurité est d'autant plus importante que la pratique du fonctionnement des P.W.R. de plus de 500 MW est encore très limitée. Mr. Tombs l'estime à environ 20 années-réacteur pour les « gros P.W.R. », à comparer avec l'expérience de 200 années-réacteur pour les centrales britanniques Magnox. Mr. Williams nous a dit que l'expérience opérationnelle totale des Américains sur les P.W.R. de 500-900 MW n'est que de 7 années-réacteur et demi — une moyenne de un an et demi par réac-

teur. Le commissaire Doub de l'U.S.A.E.C. a admis aussi récemment qu'en novembre 1973 que « tandis que la possibilité et la démonstration technique sont vieilles d'un quart de siècle, notre expérience opérationnelle, surtout sur les réacteurs nucléaires de 800-1.000 MW, est encore tout à fait minime ». Le haut commissariat canadien nous a fait savoir que l'expérience opérationnelle des réacteurs de la filière CANDU, — que Mr. Hawkins avait tendance à rejeter, — est maintenant de 7 années-réacteur pour 4 réacteurs.

12. L'argument principal de Mr. Hawkins en faveur des P.W.R. était qu'ils seraient bon marché et dignes de confiance. Il nous a dit qu'en s'en procurant le C.E.G.B. « minimiserait les ennuis et maximiserait les gains potentiels en se décidant pour un système qui a autant de diffusion et d'expérience de par le monde ». C'est une affirmation trop simple ; elle ne tient pas compte, par exemple, du cas où il faudrait modifier le réacteur pour le rendre conforme aux règles de sécurité britanniques, ce qui reviendrait presque à construire un prototype britannique.

13. De plus, tout argument fondé sur l'aspect économique des filières est sérieusement influencé par plusieurs autres variables : la taille des centrales que l'on compare, les dates auxquelles se rapportent les données, l'estimation de la disponibilité et du facteur de charge des filières en question, la prise en compte de l'augmentation des salaires pendant la construction et de celle du prix du combustible, enfin l'intervalle de temps qui sépare la décision initiale d'acheter un réacteur et sa mise en service commercial.

14. Aucune partie des données qui nous ont été fournies sur les investissements nécessaires n'est directement comparable avec aucune autre ; cela nous amène à soupçonner que, tant qu'on n'a pas une bonne dose d'expérience opérationnelle avec la filière en question, personne ne peut garantir qu'aucune filière donnée se montrera plus économique qu'aucune autre dans des conditions opérationnelles réelles.

A notre avis, aucune filière n'a fonctionné assez longtemps avec des réacteurs de grande puissance pour permettre des estimations dignes de confiance des coûts d'installation et de fonctionnement, comme celles que le C.E.G.B. a mises en avant pour justifier sa préférence pour les L.W.R.

15. Se tournant vers les autres filières, Mr. Tombs pensait que, comme il s'agit d'une filière essentiellement modulable et sur laquelle une grande partie du travail de développement a été fait, le prototype S.G.H.W.R. (« Steam generating heavy water reactor » = réacteur à eau lourde produisant de la vapeur) de Winfrith pourrait être la base d'un système commercialisable. Il nous a dit être prêt à en commander un si l'on décidait de développer cette filière. Sir John Hill a confirmé que le S.G.H.W.R. a fait ses preuves, et voyait un grand avantage dans la collaboration entre les industries canadienne et britannique, et dans un échange d'informations sur le CANDU et le S.G.H.W.R. s'il était décidé de développer cette dernière filière. A ce propos, nous avons noté avec approbation que des entretiens vont avoir lieu entre le gouvernement britannique, le gouvernement fédéral canadien et le gouvernement de l'Ontario pour examiner les modalités d'une telle collaboration. Dans son mémorandum, Lord Hinton s'est prononcé pour des réacteurs du type S.G.H.W./CANDU comme meilleur choix pour le moyen terme. Sir Arnold Weinstock et Mr. Hawkins étaient en net désaccord.

16. Le C.E.G.B. a récemment déposé une demande multivalente de permis de construire une nouvelle tranche nucléaire à Sizewell, qui pourrait être indifféremment un A.G.R., un S.G.H.W.R., un H.T.R. ou un P.W.R. L'inclusion d'un éventuel S.G.H.W.R. est surprenante étant donné que Mr. Hawkins a déclaré à notre Commission que cette filière représentait une technologie « démodée », — opinion que Sir John Hill a contestée.

17. Nous avons décidé de rapporter ces faits à la Chambre des Communes aussi vite que possible, car nous avons l'impression qu'une décision gouverne-

mentale est imminente, et nous jugeons important de publier ce rapport avant qu'une telle décision ne soit prise. Nous avons donc laissé bien des témoignages parler par eux-mêmes, mais nous désirons cependant faire les commentaires suivants.

18. Dans notre précédent rapport (1972-73) nous avons insisté sur la nécessité de commander de nouvelles centrales nucléaires : commentant sur la position adoptée alors par le C.E.G.B., nous avons recommandé qu'on lui demande instamment d'en commander une. Nous continuons à être vifs partisans de l'installation de nouvelles centrales nucléaires, mais aucune proposition de construire des réacteurs américains à eau légère sous licence dans le Royaume-Uni ne devrait être approuvée par le gouvernement sur la base des renseignements publiquement disponibles à présent. Commander le nombre de L.W.R. proposé par le C.E.G.B. signifierait que, à part le travail sur les surrégénérateurs, le pays abandonnerait virtuellement l'effort britannique solidement établi de recherche et développement nucléaires.

19. Etant donné le conflit d'opinions sur la sécurité des L.W.R., c'est, à notre avis, aux promoteurs de la technologie de l'eau légère de prouver sa sécurité jusqu'à dissiper tout doute raisonnable, et non à leurs opposants de prouver le contraire. Ce point est particulièrement important dans un pays à population dense, comme la Grande-Bretagne.

20. A notre avis, le bon sens indiquerait que, jusqu'à ce que le H.T.R. (réacteur à haute température) et le surrégénérateur soient disponibles sur une base commerciale, la solution devrait être d'utiliser une des technologies nucléaires britanniques déjà bien expérimentées, car elles sont susceptibles de satisfaire aux normes de l'inspection nucléaire dans des délais raisonnables. A ce propos, nous avons noté l'enthousiasme du « South of Scotland Electricity Board » pour le S.G.H.W.R. »

Traduction, introduction et notes :

Les Amis de la Terre,
15, rue du Commerce, 75015 Paris.

Gif-sur-Yvette terrain radioactif à vendre

A Gif-sur-Yvette (91), la société Difer (128, rue de Paris à Palaiseau) propose à la vente des parts de lotissements sur l'emplacement d'une ancienne usine de produits radioactifs. Cette usine, la Société nouvelle du radium, fabriquait des produits radioactifs à usage médical. En 1907, un préparateur du professeur Curie, M. Danne, s'installe sur ce terrain et monte son usine. Après quarante sept ans d'activité et de radioactivité, cette usine fut abandonnée en 1954. Elle avait été contaminée par une absence totale de précautions dans la manipulation des produits. Une bonne partie des ouvriers sont morts de maladies dues aux rayonnements (leucopénie, anémie, leucémie, cataracte, diverses formes de cancers cutanés et internes).

Plusieurs acheteurs se sont inquiétés de savoir si un danger pouvait persister après 20 ans d'inactivité de l'usine. Le ministère de la Santé les rassure dans une lettre du 7 juin 1974 : « Les arrêtés frappant d'interdiction de vente... ont été rapportés. Cette me-

sure n'a été prise qu'après une opération de décontamination, suivie d'un contrôle d'exécution par mon service. » Cette opération de décontamination a été effectuée par le C.E.A., il y a un an. De plus, le 13 juin 74, le préfet accorde l'autorisation de lotir le terrain sans réserve ! Donc tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes de la spéculation immobilière. L'histoire s'arrêterait là si par un heureux hasard ne se trouvait parmi les éventuels acquéreurs M. Delrieu, qui travaille au C.E.A. Il prend une option sur une part du lotissement, en toute confiance puisqu'il a pris connaissance des mesures de « décontamination » prises par le ministère de la Santé et le C.E.A. Il raconte : « Le lendemain, mes collègues de travail m'apprirent que ce terrain était connu pour sa radioactivité et que je ferais bien de vérifier s'il l'était encore ». Des bruits courent au C.E.A. comme quoi la décontamination du terrain aurait été insuffisante. Et il faut faire confiance au C.E.A. pour cette information puisque

c'est le Service de Protection des Rayonnements (SPR) qui a fait le travail. Le chef de ce service, M. Joffre, était même surpris d'apprendre que le préfet avait donné l'autorisation de vendre le terrain. Mais revenu de sa surprise, il n'a rien fait. Dans le même genre, en peut-être plus croustillant, le SPR devait effectuer un contrôle après les travaux de démolition, à savoir, signaler à l'entreprise de démolition que les travaux étaient sans danger puisque la décontamination avait été effectuée.

Saisi d'un doute, M. Delrieu emprunte un compteur Geiger et une babyline pour aller effectuer quelques mesures sur le terrain. Il y trouve à certains endroits des doses radioactives de 24 rad/an (1), soit 48 fois la dose maximale admissible officielle (considérée comme trop élevée par de nombreux scientifiques). Heureusement que le terrain avait été décontaminé par le C.E.A. et que le ministère de la Santé s'était porté garant de sa propreté !

Les travaux de démolition ont donc éparpillé des poussières radioactives et des fioles de radium dans tout le voisinage. On trouve dans un champ de pommes de terre voisin au moins une source radioactive. Le chemin vicinal qui longe le terrain vient d'être élargi ; il est radioactif ! Le ministère de la Santé refuse de vérifier les contre-mesures prises dans le voisinage par M. Delrieu : « Les organismes agréés pour le contrôle des rayonnements le sont exclusivement en application du code du travail, pour des locaux professionnels, mais n'ont aucun agrément pour pratiquer des mesures... hors des locaux professionnels. » A la suite de quoi le SPR a effectué une série de mesures sur l'emplacement des locaux de l'usine : 12 sources radioactives importantes.

Pour compléter la série noire :

— On ignore, à l'entreprise Gallierat (démolition), où sont les gravats qui peuvent contenir des poussières radioactives.

— Lors des travaux de terrassement du lotissement, il est très probable que de nouvelles sources radioactives seront détectées et encore éparpillées dans la nature.

— Il est probable également que les ouvriers qui ont réalisé les travaux de

démolition ont inhalé et ingéré des poussières radioactives (ou même du gaz radon).

— Le Service central de Protection contre les rayonnements ionisants du ministère de la Santé (SCPRI) a déclaré ce terrain sans danger le 1er juin

74. Nous savons aujourd'hui que c'est faux. Or, c'est ce même service qui est chargé du contrôle de la sécurité dans les centrales nucléaires. On ne s'étonnera plus du refus qui a été fait à plusieurs reprises aux groupes écologiques de rendre publiques les rap-

ports de sûreté des centrales et des surrégénérateurs nucléaires.

Patrick

(1) L'ordre de grandeur de ces chiffres a été confirmé par des mesures faites le 3 juillet 1974 par des syndicalistes du Comité Hygiène et Sécurité du C.E.A.

REFLEXIONS SUR LA SECURITE NUCLEAIRE

Dans cette affaire, le S.C.P.R.I. (1) s'est montré incapable, au mieux médiocrement capable et amplement faillible par routine et lourdeur bureaucratique. Les gens médiocrement capables et faillibles sont légion, et c'est sans conséquences trop graves dans bien des secteurs d'activité. Mais pas dans le secteur nucléaire. Les précautions à prendre y sont si immenses qu'elles demanderaient une prudence, un dévouement, une indépendance, une absence de routine, une formation technique et un sens du devoir tels qu'on ne les trouverait probablement que chez des surhommes. Ainsi Alvin Weinberg, directeur du centre nucléaire d'Oak Ridge aux U.S.A. et chaud partisan du développement des centrales nucléaires, préconise la création d'une sorte d'ordre monastique techno-

logique chargé de veiller sur la sécurité de cette industrie. On en est fort loin avec le S.C.P.R.I.

Une lettre de cet organisme (jointe au dossier) nous apprend d'autre part qu'il n'est habilité à faire des contrôles que dans les locaux professionnels ; les locaux et les terrains des personnes privées ne sont pas de son ressort. Il répondra peut être que c'est par respect des droits des individus, — une louable délicatesse qu'on ne rencontre pas souvent dans les organismes officiels, la police en particulier ! Mais, après les fuites de produits radioactifs à Hanford et à Visé, l'affaire de Gif montre une nouvelle fois que ces produits ont une fâcheuse tendance à aller n'importe où, lieux publics ou privés. Ces incidents

ou accidents se multiplieraient avec un développement massif de l'industrie nucléaire, — que ce soit au cours des transports, dans la gestion des déchets ou au voisinage des installations (en fonctionnement et désaffectées) ? On doit craindre et prévoir aussi des vols de matières radioactives, des chantages, des sabotages ; il y en a déjà eu.

Pour la sécurité du processus nucléaire, il serait donc nécessaire, — mais peut être pas suffisant, — d'instaurer des contrôles extrêmement sévères : en particulier un renforcement important d'un appareil policier déjà très lourd aux citoyens, et une diminution des droits des personnes privées.

Nous ne sommes pas prêts à payer de ce prix l'électricité nucléaire, alors que d'autres

sources d'énergie sont disponibles (solaire, fluviatile, éolienne...), à commencer par l'abondante source que constitue l'énergie gaspillée. L'incident de Gif renforce notre opposition à l'industrie nucléaire.

Comme la radioactivité artificielle est déjà présente autour de nous, nous réclamons que, dans l'immédiat, son contrôle ne reste pas le monopole de quelques organismes d'Etat. Nous demandons que les divers groupes de citoyens (municipalités, associations, syndicats...) disposent des compteurs Geiger et des autres appareils nécessaires à ce contrôle.

(1) Service central de protection contre les rayonnements ionisants, ministère de la Santé publique.

Nouvelles en urac

ATOME

IMPORT-EXPORT

« Le Commissariat français à l'énergie atomique (C.E.A.) dément » de façon tout à fait nette « les bruits qui courent actuellement la place dans les milieux nucléaires sur la possible conclusion d'un accord entre l'Inde et la France pour vente à la première, par la seconde, d'un réacteur rapide-sodium de 450 MW (1). Un tel accord était donné comme probable dans le courant de la seconde semaine de juillet par le dernier numéro de l'hebdomadaire américain « Nucléonics Week ». En fait si l'on n'en est pas là, il y a quand même quelque chose dans l'air. Ce quelque chose, c'est le sentiment de plus en plus vif qu'il est possible de mener avec les pays du tiers monde des actions qui dépasseraient sensiblement le train-train conventionnel pour déboucher sur le futur : c'est ce qui ressort nettement des conversations récemment menées avec le Shah d'Iran, pour ne parler que de ce pays. Or l'Inde, qui n'a pas été félicitée par hasard par la France (2) pour l'explosion de sa « bombe atomique civile » est justement l'un des points d'application les plus évidents d'une telle politique menée en direction du tiers monde.

Le C.E.A., avec l'Inde, a des rapports anciens. Ce sont les Français qui, entre autres actions, ont aidé les Indiens dans leurs efforts pour déboucher sur l'avenir nucléaire. Une version dérivée du premier surrégénérateur français, Rapsodie fortissimo(3), leur a été déléguée, qui devrait fonctionner d'ici à deux années. Le but poursuivi par l'Inde est, à partir de ce mini-réacteur, de tester les combustibles des surrégénérateurs des générations suivantes. Il est certain qu'à terme, l'implantation en Inde de la version dérivée du super-phénix (la version de 50 MW que le C.E.A. conserve dans ses cartons) paraît sinon probable, du moins vraisemblable. L'Inde au demeurant, qui a déjà des centrales, est en mesure d'amorcer la pompe à plutonium...

(Extrait de Enerpress 8/7/74)

(1) Non précisé électriques ou thermiques. Vraisemblablement, il s'agit d'une puissance électrique.

(2) Plus précisément par Giraud, « patron » du C.E.A.

(3) Rapsodie (de rapide et sodium), à Cadarache, d'une puissance thermique initiale de 20 MW (1967) a été « gonflée » à 40 MW en 1970 (EP).

APRES L'INTRONISATION DE L'INDE EN TANT QUE PUISSANCE NUCLEAIRE... (1)

Le S.I.P.R.I. (Institut International de recherche de la paix de Stockholm) avait publié, dans son « Yearbook » de 1972, une étude réalisée par les Nations unies, sous le titre : « Effets de l'utilisation éventuelle des armes nucléaires et incidences que pourraient avoir pour les Etats, tant sur le plan économique que sur celui de leur sécurité l'acquisition et le perfectionnement de ces armes ». J'y ai glané quelques renseignements intéressants.

● Les 3 matières utilisables pour la fabrication d'un explosif nucléaire sont l'uranium 235 (enrichi à 90-95 %), le plutonium 239 (produit dans les réacteurs — voir G.O. n° 20) et l'uranium 233. Seules les deux premières sont utilisées pratiquement.

● Pour produire une ogive nucléaire ayant une puissance de l'ordre des 20 kilotonnes, il faut environ 25 kg d'uranium enrichi à 95 %. Pour la production d'armes thermonucléaires, l'U 235 est utilisé de préférence au plutonium. Pour produire une ogive nucléaire de 20 kt, il faut environ 8 KG de Pu à 95 %.

● Le coût total d'un programme restreint (une ogive de 20 kilotonnes par an pendant 10 ans) et d'un programme intermédiaire (10 ogives de 20 kilotonnes par an pendant 10 ans) impliquerait des dépenses de, respectivement, 11 millions de dollars et 2 millions de dollars par ogive.

● Le coût total, étalé sur 10 ans, d'une petite force nucléaire d'armes rudimentaires à 1.700 millions de dollars (2) celui d'une petite force nucléaire de haute qualité à 5.600 millions de dollars. (Les forces nucléaires anglaise et française ont probablement coûté chacune 10 milliards de dollars.)

● Il apparaît qu'il n'y a qu'environ six pays dans le monde, outre les cinq puissances dotées d'armes nucléaires, qui pourraient envisager une dépense supplémentaire de 1.700 millions de dollars par an pour constituer une petite force nucléaire sans avoir à détourner d'activités constructives une très grande partie de leurs ressources techniques. En ce qui concerne la force nucléaire suggérée, dont le coût s'élève à environ 5.600 millions de dollars par an, seuls ces pays semblent trouver les ressources nécessaires. Quels sont ces 6 pays (selon cette étude, faite en 1964) ?

Ce sont, dans l'ordre : l'Inde (1), le Canada, l'Italie, la Pologne, la Suède, les Pays-Bas.

● Si l'on se base sur d'autres critères (infrastructure nucléaire, possession de vecteurs, et surtout position de refus vis-à-vis du traité de non-prolifération) on peut citer les pays suivants :

l'Inde, Israël, le Pakistan, l'Afrique du Sud (dont on reparlera) et l'Espagne... Ce sera tout pour cette fois...

(1) A lire, dans le n° 682 (juillet 74) de « Science et Vie » un article très documenté de Jean-René Germain : « Les bombes A du Tiers-Monde ».

(2) Un dollar = 4,80 F environ.

« D'après certaines déclarations faites à la conférence de Genève, en septembre 1971, le monde libre disposerait de réserves d'uranium concentré (U 308) « raisonnablement sûres » de l'ordre de 1 million de tonnes, capables d'être extraites à raison de moins de 22 dollars le kilo, et de réserves « probables » d'un million de tonnes, également récupérables au même prix de 22 dollars par kilo. Les Etats-Unis possèdent la majeure partie des réserves d'uranium du monde libre, soit 340.000 t ; l'Afrique du Sud, 300.000 t, le Canada 235.000 t.

Lorsqu'on évalue ces réserves en fonction de la production d'énergie nucléaire dans le monde, on arrive à la conclusion peu rassurante qu'en 1985 les réserves « raisonnablement sûres » auront été utilisées, et que les réserves « probables » auront été consommées à la fin des années 80...

... On estime que le programme d'énergie nucléaire du monde libre ne sera possible que si de nouvelles sources d'uranium sont découvertes après 1985, à raison de 150.000 t par an. »

(D'après Enerpress du 21/6/74)

L'ALGERIE AURA BIENTOT SA CENTRALE NUCLEAIRE

Cela fait bien longtemps que l'Algérie s'intéresse à l'atome : presque depuis l'indépendance, en fait...

En augmentant leur revenu au baril de pétrole produit, les pays producteurs ont commencé de penser qu'il valait peut-être mieux, puisque le pétrole se vendait si bien et puisque hélas les réserves n'étaient pas éternellement renouvelables, consacrer ce pétrole à ses usages les plus nobles, la noblesse étant en l'occurrence l'argent

générateur des développements. Ils l'ont fait d'autant plus volontiers que l'électricité nucléaire devenait bon marché. L'Algérie entend passer à la pratique dans une dimension qui, parce qu'elle est globale, dépasse sensiblement celle que mène par exemple l'Egypte en activant des centrales.

Si l'on voulait comparer la politique suivie par l'Algérie avec celle d'autres pays producteurs (de pétrole), la référence serait plutôt à chercher dans la direction de l'Iran. L'Algérie vient de conclure un accord-cadre avec l'Allemagne. A la recherche et à l'exploitation de l'uranium (réserves du Hoggar, estimées à 30.000 t) s'est déjà ajoutée la décision d'implanter en Algérie un réacteur de recherche. L'implantation d'une centrale de puissance (600 MW) est prévue pour au plus tard 1982.

« En se penchant sur l'énergie nucléaire, tout de suite, on se donne qui plus est un atout de taille pour l'avenir. La vente de centrales américaines au Proche-Orient, le « cadeau égyptien », comme nous l'avons entendu dire à Alger, est ressenti comme une tentative hégémonique de première grandeur de la part des Etats-Unis. Une fois que les pays producteurs de pétrole auront « nucléarisé » leurs réseaux d'électricité, ils seront vis-à-vis des fournisseurs de combustible nucléaire des pays surindustrialisés dans la position exacte où ces pays sont actuellement vis-à-vis des producteurs de pétrole. Inscrite en filigrane de toutes les mesures prises à Alger, on trouve donc l'émergence à terme d'une politique du cycle du combustible nucléaire par les producteurs d'uranium du tiers monde ».

(D'après Enerpress, 4/7/74)

PENURIE D'URANIUM ?

Cette inquiétude est plus que partagée par l'Agence internationale de l'énergie atomique et par l'A.E.C. américaine, dont le porte-parole au 1er Congrès International sur l'uranium, Robert Niminger a déclaré : « L'approvisionnement mondial en uranium est un défi... »

Voilà qui risque d'accélérer la mise en pratique du recyclage du plutonium dans les réacteurs classiques (1) (et les PWR choisis (?) par la France s'y prêtent le mieux) et la construction des surrégénérateurs.

L'avenir est de plus en plus radieux !...

E.P.

(1) Cf. « L'utilisation du plutonium aujourd'hui et demain », dans cette même chronique.

COQUE FREDOMVILLE

Des protéines pour tous ou perspectives sur le recyclage du troisième âge

Si la « Gueule Ouverte » vous fait toujours rire, allez voir Soleil Vert, le dernier film catastrophiste en vogue dans la société du spectacle. New-York dans les années 2020. 33° à l'ombre. 40 millions d'habitants dont 20 millions de chômeurs, bloqués en ville et dans le smog. La campagne est gardée par l'armée, on ne la voit pas. L'état d'émeute est permanent et la répression policière efficace grâce à des pelleteuses qui ramassent les manifestants affamés... à la pelle. Pénurie générale. Rien à faire, rien à bouffer à part une sorte de raviolis jaunes, « soleil jaune », protéines texturées à base de soja et « soleil vert », avec le pignon de la mer. Seuls les très riches connaissent encore le goût d'un bourbon, d'un steak d'une tomate et de la confiture de fraises ainsi que les voluptés de la savonnette sous la douche chaude. La femme fait partie du mobilier au même titre que le frigo et la moquette dans les contrats de location des luxueux appartements climatisés réservés aux V.I.P., membres du conseil d'administration de la Soyent and Co (l'usine qui produit « soleils jaunes et verts », sous la protection de la police officielle et privée). A la suite d'un meurtre, un policier trop zélé remonte la filière et découvre que, la mer étant morte depuis longtemps, « soleil vert » est fabriqué, dans le plus grand secret, avec les cadavres.

L'effet boomerang de l'expansion industrielle effrénée est total : l'humanité étouffe dans sa merde et s'auto-dévore pour survivre. Les petits vieux vont, de leur propre chef ou poussés par la famille qui touchera en prime de quoi acheter du « soleil vert » pour la semaine, dans un centre d'euthanasie. Là, tout n'est que clinquant, froideur et efficacité. Guidé par une hôtesse genre design, le petit vieux, s'allonge, nu, sous le drap d'un lit dressé dans une salle immaculée, boit le verre fatal et s'endort doucement aux accents de la Symphonie Pastorale en regardant défiler sur un immense écran et en technicolor des images sorties tout droit des calendriers luxueux des compagnies d'aviation américaines : neiges éternelles et reflets dans le lac Machin, sous-bois automnal et colchiques dans les prés. Le film terminé, notre petit vieux endormi en beauté bascule dans le vide-ordures et de tapis roulant en tapis roulant s'achemine froidement vers le container de soleil vert. On est un rien tout « chose » quand on sort du cinéma. D'accord, c'est du film américain bien ficelé, bien propre et le filic zélé y est roi. Il meurt aussi du reste. Peut-être qu'il croyait à la réincarnation mais pas sous cette forme ? Pauvre chéri ; tiens on va boire un coup à ta santé !

Hawaian Drink « boisson aux fruits tropicaux ».

Ma maman a ramené ça du supermarché en pensant me faire plaisir vu mes goûts « bizar-

res ». Comme en plus j'ai des manies, j'ai copié l'étiquette : eau, sucre, jus concentrés d'orange, ananas et de pamplemousse. Jus du fruit de la passion, purée d'abricot, de papaye et de goyave, acidifiant E 330, colorants E 110, E 123. En caractères microscopiques : 12 % jus de fruits. C'est conditionné en litre en Belgique sous licence U.S.A., et importé en France et ça coûte 3,50 F mais c'était en braderie. Le dictionnaire des polluants alimentaires (éditions Cevic, Périgny-sur-Yerres, 94520 — Mandres-les-Roses) dans la main gauche, le n° 96, mai-juin 74 du Bulletin d'information du laboratoire coopératif d'analyses et de recherches, 14 avenue Louis-Nicolas, 92230-Gennevilliers, dans la main droite, une visite récente au laboratoire de la Répression des fraudes à l'appui, j'ai testé mon verre avec un air à peine pédant. E 330, c'est de l'acide citrique, E 110, du jaune orangé S et E 123 la fameuse amarante, cancérigène en U.R.S.S. mais pas en France. (voir G.O. n° 15 page 27)

12 % de jus de fruit pour un litre de boisson. Vous prenez un litre d'eau, enlevez 12 cl et videz à la place une bouteille de jus d'orange 100 % jus de fruit (au bistro, les bouteilles individuelles font 12 cl, chez l'épicier 19 cl en général), ou bien le jus de deux oranges pressées. Ça n'a pas tellement de goût, ça fait même plutôt pauvre. Hawaïan machin a du goût lui ! et de la couleur en plus. Pourtant, orange ananas, pamplemousse, fruit de la passion (on l'appelle aussi passiflore), abricot et goyave c'est tout jaune et orange. La papaye j'ignore, et vous ? Alors pourquoi aller chercher de l'amarante et du jaune orangé S pour donner cette belle couleur de groseille framboisée à une boisson qui pourrait très bien s'en passer ? Continuons. L'acide citrique sert à renforcer le goût, appauvri, c'est le moins qu'on puisse dire, d'un jus de fruit concentré et dilué. La purée d'abricot, c'est ce qui reste dans les centrifugeuses, une fois extrait le jus vendu sous l'appellation « nectar » (on y ajoute un peu d'eau sucrée parce que ce serait encore trop épais pour être bu à la paille. Ils pensent à tout ces industriels !). 12 cl de jus de fruits. Comme il y a sept fruits en présence, ça fait même pas 2 cl de jus d'ananas dans le litre. J'ai la très nette impression d'être truanquée sur toute la ligne.

OU L'ON APPREND QUE L'ATOME MENE A TOUT A CONDITION DE S'EN SERVIR

Un pur jus de fruit, ou 100 % jus de fruit a quand même droit à 5 % de sucre. Ici, 95 égale 100. On n'est pas obligé de le dire. Par contre, un jus de fruit concentré et dilué doit l'annoncer sur l'étiquette. Grâce à l'adjonction d'arômes spéciaux il devient de plus en plus difficile de détecter un mouillage éventuel. Cependant les molécules des composants organiques des jus de fruit contiennent plus d'isotopes lourds de l'oxygène (oxygène 18) et de l'hydrogène (deutérium) que l'eau ordinaire qui en contient naturellement très peu. (ce sont des atomes dont les propriétés chimiques sont les mêmes, mais les noyaux différents) Il est donc possible de détecter le mouillage par un dosage isotopique qui se fait au C.E.A. de Saclay. Merci atome, pour tous tes bienfaits !

SODAS ET LIMONADES

La limonade est un liquide gazéifié, sucré, incolore, aromatisé aux extraits d'agrumes. Le soda est un liquide gazéifié, sucré et coloré sauf dans le cas des « tonics » aux extraits d'agrumes, et aromatisé aux fruits ou plantes. La formule de base est donc eau plus gaz carbonique, plus sucre (saccharose en général,



le moins cher) plus extraits aromatiques plus éventuellement des colorants plus un acide, tartrique, citrique ou lactique pour le goût acidulé plus du chlorhydrate de quinine pour certains amers. Le Coca-cola est le seul à contenir de l'acide phosphorique qui était interdit en France jusqu'à l'invasion des « cokes » américains. Comme il y en a 0,5 g par litre dans le Coca-cola, la législation française, quelques années plus tard, en a autorisé l'emploi dans les limites de 0,5 g par litre. L'honneur est sauf. Ce n'est pas dangereux en soi à cette dose mais l'alimentation moderne est déjà trop riche en phosphates et le rapport phosphocalcique est de plus en plus déséquilibré, d'où risques de carences nutritives par défaut d'assimilation. Et enfin il y a les extraits de cola. Les Péruviens au ventre creux mâchonnent des feuilles de coca à longueur de journée. C'est pas que ça nourrisse son homme mais ça lui



change les idées. Elles contiennent caféine et théobromine (comme dans le chocolat). Combien de caféine dans ma bouteille de coca, M'sieur? Oh pas plus que dans une tasse de Nescafé m'a répondu le chimiste de la répression des fraudes. Comme précision scientifique, ça m'a semblé un peu jeune mais je n'ai pas insisté parce que je viens de me faire taper sur les doigts en famille pour m'apprendre à douter de la véracité des affirmations de certaines blouses blanches. Bon, passons. Le Nescafé. Vous donnez du Nescafé à des gamins de 4 ans? Par contre les mêmes gamins sifflant leur bouteille quand ce n'est pas deux en un jour de vacances c'est courant. 300 mg de caféine par litre est le maximum autorisé en France. C'est exactement le dosage de Gold Tea « la boisson des Sudistes » dit la pub. (un de ces jours on va nous montrer des SS défilant: ils étaient grands, ils étaient vicieux, ils étaient végétariens et antisémites mais ils nous ont laissé... la Bière!) C'est pas le sujet. Reprenons. Si votre gamin n'arrive pas à s'endormir et qu'il a bu du coca à son goûter, vous aurez l'air de quoi avec votre bol de tilleul - menthe - à - l'eau - de - fleurs - d'oranger - avec - une - épluchure - de - pomme-reinette - et - un-soupçon-de-thym? Mais, si vous avez du coca à la cuisine, vous avez également du phénergan à la salle de bains, pas vrai?

Gini, Schweppes et Dry Tonics divers contiennent de la quinine à la place du coca. Elle arrive direct du Pérou, comme quoi on échappe pas facile à ces Indiens illuminés. La quinine c'est fortifiant et stimulant, ça rend le sang fluide ou bien ça dilate les vaisseaux sanguins, ça fait tomber la fièvre et ça guérit le paludisme. — Mais je ne suis pas malade, j'en veux pas de votre quinine! — bof! de toutes façons, pour ce qu'il y a dans la bouteille, vous risquez rien! — alors à quoi ça sert? — Chut! c'est pour le « goût étrange venu d'ailleurs ».

Canada Dry, Ginger Ale.

Machinalement j'ai traduit « Bière au gingembre ». (La première et dernière fois où j'ai bu de la vraie ginger ale, j'ai cru que le savon de Marseille était tombé dans le tonneau de bière, mais faut pas être sectaire). En fait, Canada Dry est une « boisson aux extraits de gingembre ». C'est écrit en tout petit, en dessous. N'empêche que la confusion existe et qu'elle est soigneusement entretenue par le conditionnement malgré l'infraction à la législation sur l'étiquetage qu'elle constitue.

Enfin pour les mystiques du riz complet, voici Yin de Volvic. La bouteille a un double étiquetage car c'est un produit diététique. En effet, il ne contient que 6 g de sucre par litre dont 2 g de fructose (sucre peu utilisé parce que cher). On lit également ni colorants, c'est sûrement vrai, ni conservateurs, les autres boissons non plus car c'est interdit.

Les infractions à la législation sur les sodas et limonades sont assez rares vu que cette législation est peu loquace. L'anhydrite sulfureuse, conservateur, est égal dans les jus de fruits mais interdit dans les sodas. Un seul en contient et les services de la Répression des fraudes, après l'avoir détecté, lui fichent la paix. Pour l'efficacité de la R.F. voir l'article sur les jambons dans le n° 14. Le léger trouble dans certaines bouteilles est dû à la présence de gommages végétales comme agent opacifiant. C'est juste pour l'esthétique et le fabricant n'est pas obligé de l'écrire sur l'étiquette.

L'ennui des sodas ou boissons assimilées, outre la présence de colorants inutiles et trompeurs quand ils ne sont pas cancérigènes et celle d'arômes dont les procédés d'extraction, sinon l'origine, sont vagues, c'est qu'ils sont très riches en sucre et fournissent à l'organisme un apport de calories très important. Les gosses qui ont l'habitude de consommer régulièrement des sodas ont souvent l'appétit perturbé et courent des risques de malnutrition. Ils ont bien eu leurs calories mais pas un seul élément nutritif et ils chipotent ensuite devant leur assiette. De plus, la proportion considérable de sucre dans la plupart des sodas et qui sert à masquer leur acidité agressive est cause de nombreuses caries d'après les dentistes. Enfin et surtout la caféine dans Gold Tea et les Coca, ça stimule peut-être les méninges mais avant le lycée, inutile.

DES SOUS

Un kilo d'oranges coûte, mettons, 3,50 F et donne 30 cl d'un jus contenant vitamines et sels minéraux.

Un litre de pur jus d'orange, Tropicana semble être le meilleur, coûte dans les 4,20 F.

Au bistro, une bouteille de 12 cl revient à 3 F avec le pourboire et une orange pressée à 4 F.

Un soda ou un coca y coutent 2,50 F.: au bistrot, on achète l'eau au prix du Bourgogne et les oranges au prix du lingot. Bien sûr lorsqu'on a très soif, un verre d'eau est très apprécié, mais nous contractons depuis l'enfance des habitudes de sensations alimentaires qui nous poussent à rechercher des boissons aromatisées, sucrées ou acides qui satisfassent nos perceptions olfactives et gustatives. La fonction sociale du pot qu'on boit ensemble chez soi ou à la terrasse d'un café est trop importante pour la laisser tomber au profit

d'une rigueur diététique aléatoire. Les boissons rafraîchissantes de l'été sont nécessaires à cause de la déshydratation plus intense mais il ne faut pas leur demander ni de nous nourrir ni de nous fournir en vitamines comme le laisse trop souvent croire la publicité; les fruits frais sont là pour ça et aussi pour nous désaltérer par la même occasion.

Pour ne pas rester sur sa soif.

Pour les enfants, un sirop de fruit pur sucre, pur fruit est utile à la maison à condition de le diluer très largement. On peut aussi mettre quatre bâtons de bois de réglisse fendus dans un litre d'eau et faire macérer au frais.

Thé glacé.

Préparer du thé bien fort. Le verser chaud sur des rondelles de citron dans une carafe. Ajouter du sucre et laisser refroidir. Servir avec des glaçons. On peut le faire avec des oranges ou avec un mélange jus d'orange — jus de citron.

Limonade à ma façon.

Comme vous n'utilisez que des citrons non traités au diphényl, ne jetez pas l'écorce quand vous avez fini de les presser.



Dans une casserole d'eau, mettez des écorces de citron, de la cannelle, du coriandre, de la vanille, un clou de girofle, du jus de citron, etc.

Faites bouillir dix minutes puis refroidir, filtrez et sucrez. Il y a des jours où c'est particulièrement bon, suivant les dosages des ingrédients à votre convenance.

Kéfir.

Dans deux litres d'eau, mettre des grains de kéfir (en pharmacie), un demi citron en rondelles, 15 morceaux de sucre, 2 dattes et une figue. Attendre un jour. Quand la figue flotte en surface, la boisson est prête. Transvaser en bouteille genre limonade. Un jour après, on peut consommer et ça pétille fort.

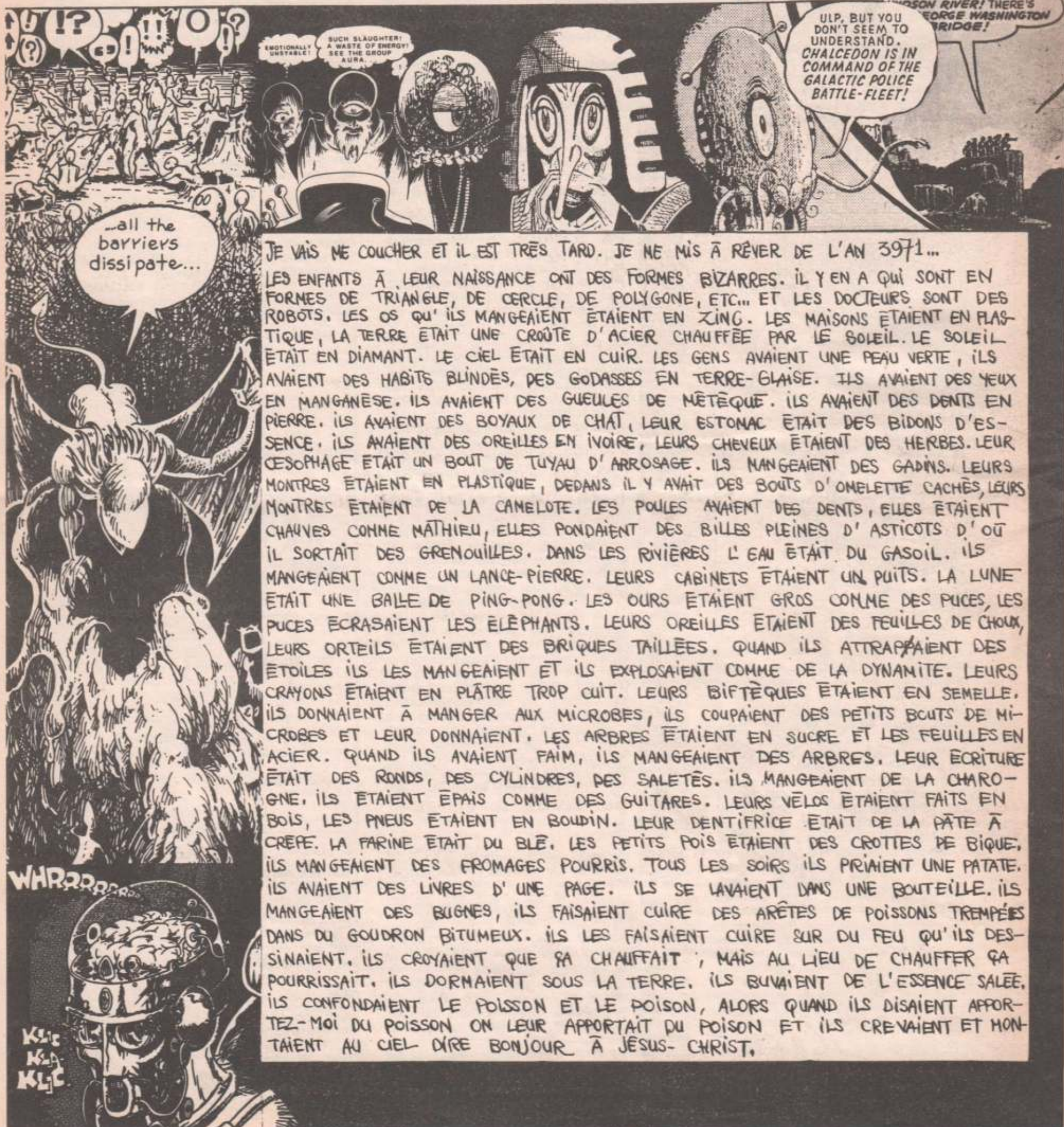
Danielle.

ATTENTION SCIENCE-FICTION

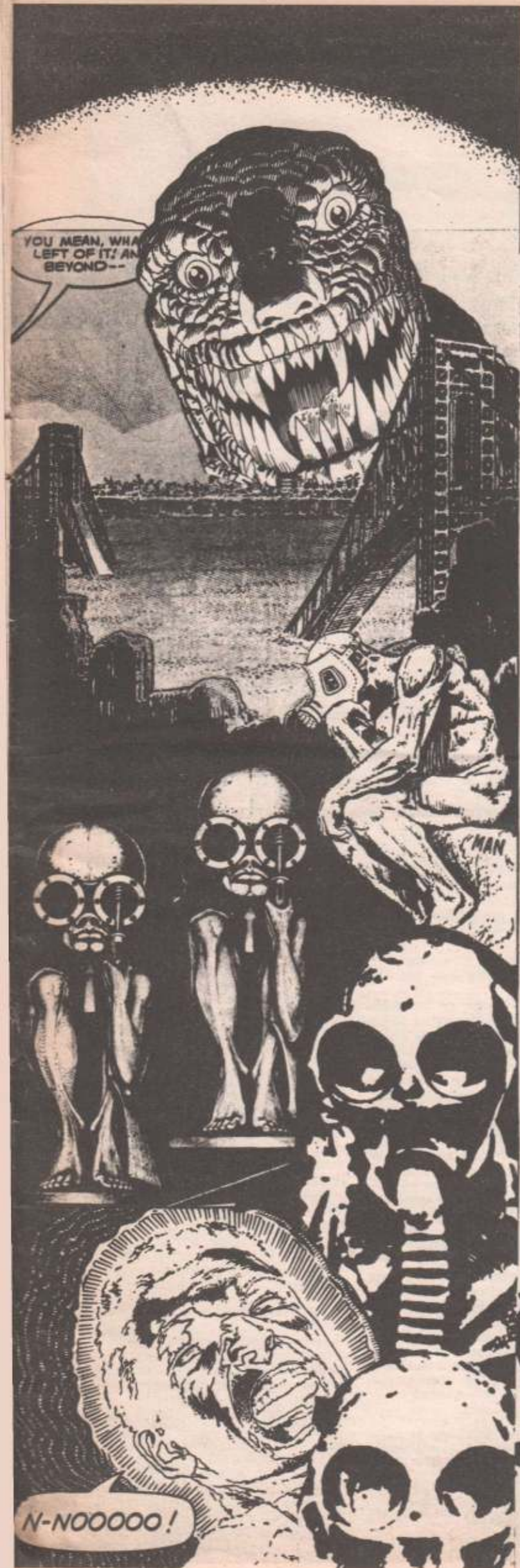
Pour lire avec ses yeux avant de comprendre avec sa tête.

AUJOURD'HUI JE ME METS DANS LA LIGNE : À FORCE D'ENTENDRE DIRE QU'IL FAUT « VIVRE AVEC L'ENFANT » JE SUIS ALLÉ CHERCHER MES TEXTES CHEZ DES ENFANTS. LE PREMIER QUI EST DRÔLE ET VOUS FERA BIEN RIRE A ÉTÉ ÉCRIT PAR UN ÉLÈVE DE 6 ÈME DE CES ET M'A ÉTÉ APPORTÉ PAR UNE COPINE. LE SECOND QUI EST TRAGIQUE ET VOUS FERA BIEN PLEURER VIENT D'UN ÉLÈVE DE 4 ÈME ET C'EST MA FEMME QUI ME L'A DONNÉ. TOUTES MES COPINES ET TOUTES MES FEMMES SONT MAÎTRESSES AUXILIAIRES DANS LE SECONDAIRE, QUAND ELLES N'AURONT PLUS DE POSTE, ÇA VA ME CÔTER CHER.

ANDREYON



JE VAIS ME COUCHER ET IL EST TRÈS TARD. JE NE M'AI MIS À RÉVER DE L'AN 3971...
LES ENFANTS À LEUR NAISSANCE ONT DES FORMES BIZARRES. IL Y EN A QUI SONT EN FORMES DE TRIANGLE, DE CERCLE, DE POLYGONE, ETC... ET LES DOCTEURS SONT DES ROBOTS. LES OS QU'ILS MANGEAIENT ÉTAIENT EN ZINC. LES MAISONS ÉTAIENT EN PLASTIQUE, LA TERRE ÉTAIT UNE CROÛTE D'ACIER CHAUFFÉE PAR LE SOLEIL. LE SOLEIL ÉTAIT EN DIAMANT. LE CIEL ÉTAIT EN CUIR. LES GENS AVAIENT UNE PEAU VERTE, ILS AVAIENT DES HABITS BLINDÉS, DES GODASSES EN TERRE-GLAISE. ILS AVAIENT DES YEUX EN MANGANÈSE. ILS AVAIENT DES GUEULES DE MÈTÈQUE. ILS AVAIENT DES DENTS EN PIERRE. ILS AVAIENT DES BOYAUX DE CHÂT, LEUR ESTOMAC ÉTAIT DES BIDONS D'ESSENCE. ILS AVAIENT DES OREILLES EN IVOIRE, LEURS CHEVEUX ÉTAIENT DES HERBES. LEUR CÉSOPHAGE ÉTAIT UN BOUT DE TUYAU D'ARROSAGE. ILS MANGEAIENT DES GADINS. LEURS MONTRES ÉTAIENT EN PLASTIQUE, DEDANS IL Y AVAIT DES BOUTS D'OMELETTE CACHÉS, LEURS MONTRES ÉTAIENT DE LA CAMELOTE. LES POULES AVAIENT DES DENTS, ELLES ÉTAIENT CHAUVES COMME MATHIEU, ELLES PONDAIENT DES BILLES PLEINES D'ASTICOTS D'OUÏ IL SORTAIT DES GRENOUILLES. DANS LES RIVIÈRES L'EAU ÉTAIT DU GASOIL. ILS MANGEAIENT COMME UN LANCE-PIERRE. LEURS CABINETS ÉTAIENT UN PUIT. LA LUNE ÉTAIT UNE BALLE DE PING-PONG. LES OURS ÉTAIENT GROS COMME DES PUCES, LES PUCES ÉCRASAIENT LES ÉLÉPHANTS. LEURS OREILLES ÉTAIENT DES FEUILLES DE CHOUX, LEURS ORTEILS ÉTAIENT DES BRIQUES TAILLÉES. QUAND ILS ATTRAPAIENT DES ÉTOILES ILS LES MANGEAIENT ET ILS EXPLOSAIENT COMME DE LA DYNAMITE. LEURS CRAYONS ÉTAIENT EN PLÂTRE TROP CUIT. LEURS BIFTÈQUES ÉTAIENT EN SEMELLE. ILS DONNAIENT À MANGER AUX MICROBES, ILS COUPAIENT DES PETITS BOUTS DE MICROBES ET LEUR DONNAIENT. LES ARBRES ÉTAIENT EN SUCRE ET LES FEUILLES EN ACIER. QUAND ILS AVAIENT FAIM, ILS MANGEAIENT DES ARBRES. LEUR ÉCRITURE ÉTAIT DES RONDS, DES CYLINDRES, DES SALETÉS. ILS MANGEAIENT DE LA CHAROGNE. ILS ÉTAIENT ÉPAIS COMME DES GUITARES. LEURS VÉLOS ÉTAIENT FAITS EN BOIS, LES PNEUS ÉTAIENT EN BOUNDIN. LEUR DENTIFRICE ÉTAIT DE LA PÂTE À CRÊPE. LA FARINE ÉTAIT DU BLÉ. LES PETITS POIS ÉTAIENT DES CROTTES DE BIÈRE. ILS MANGEAIENT DES FROMAGES POURRIS. TOUTS LES SOIRS ILS PRIAIENT UNE PATATE. ILS AVAIENT DES LIVRES D'UNE PAGE. ILS SE LAVAIENT DANS UNE BOUTEILLE. ILS MANGEAIENT DES BUGNES, ILS FAISAIENT CUIRE DES ARÊTES DE POISSONS TREMPÉS DANS DU GOUDRON BITUMEUX. ILS LES FAISAIENT CUIRE SUR DU FEU QU'ILS DESINAIENT. ILS CROYAIENT QUE ÇA CHAUFFAIT ; MAIS AU LIEU DE CHAUFFER ÇA POURRISSAIT. ILS DORMAIENT SOUS LA TERRE. ILS BUVAIENT DE L'ESSENCE SALÉE. ILS CONFONDAIENT LE POISSON ET LE POISON, ALORS QUAND ILS DISAIENT AFFORTEZ-MOI DU POISSON ON LEUR APPORTAIT DU POISON ET ILS CREVAIENT ET MONTAIENT AU CIEL DIRE BONJOUR À JÉSUS-CHRIST.



Je suis seul dans cette rue
 J'aimais parfois me promener
 Un dimanche dans la ville déserte
 Et pourtant aujourd'hui j'ai plutôt peur

Peur de qui?
 Peur de quoi?
 De me lever
 De respirer
 De bouger même
 Ou encore de marcher

J'ai peur
 Car je marche tête baissée, déçu
 La Terre n'est plus rien
 Sur Terre il n'y a plus rien
 Plus un arbre, plus une plante
 Ni l'ombre d'une personne qui chante
 Mais l'ombre d'un nuage menaçant
 Qui s'évapore dans le ciel
 Et l'ombre d'un nuage noir
 Celle de la mort

Et puis je pense aux corps qui vivent dans la statue
 A l'abri de l'air et de l'atmosphère
 Aux corps qui vivent six pieds sous terre
 Et qui se meuvent mieux que les morts
 Mais c'est loin l'Amérique
 Les U.S. et le Mexique

Et puis y'en a plus
 Même dans les livres d'Histoire et de Géo
 Car les livres y'en a plus
 C'est fini c'était trop bien
 Oh c'est toi
 C'est toi qui es dans le noir
 Qui bouges
 Qui vis

Tu sais ils disaient que le monde était pourri
 Pourtant c'était si bien
 Et puis on sera pas trop de deux
 Pour tout reconstruire
 Pour tout rebâtir
 Pour tout recréer
 Pour vivre.

Car pourquoi, oui Pourquoi, Pourquoi
 La bombe a éclaté?

Mai 1988 : Troisième et dernière guerre mondiale
 grâce à la bombe. Ah! le monde aujourd'hui
 contaminé a craqué.



Les dessins ont été
 piqués un peu partout...
 Merci, un peu partout!
 A.

sur le terrain

LARZAC : 17 ET 18 AOUT

« Un des buts, parmi d'autres, de l'extension du camp militaire du Larzac, est l'expérimentation et la démonstration des armes nouvelles en vue de leur exportation vers le Tiers-Monde. Or, les Paysans du Larzac ont toujours pensé que leurs terres devraient servir à la vie plutôt qu'à la mort et seraient plus utiles à produire des céréales que des armes. En conséquence, une Fête de la Moisson aura lieu sur le Larzac au mois d'août, au moment où le premier champ communautaire appartenant au G.F.A. Larzac sera récolté. Le but essentiel de cette fête est de rassembler le maximum de blé et d'argent pour envoyer à des pays du Tiers-Monde touchés par la famine. Nous faisons donc un appel pour que se joignent à nous toutes les personnes, associations ou organismes qui se sentent concernés par le problème de la faim dans le monde.

Nous demandons notamment à tous les paysans, et plus spécialement à tous ceux concernés par des extensions de camps militaires, d'apporter au moins un sac de blé au mois d'août sur le Larzac. Ceux qui ne produisent pas de blé peuvent apporter la contrepartie en argent qui servira à aider et à développer l'agriculture dans le Tiers-Monde.

Nous espérons que cette action aidera à faire prendre conscience de la dette des pays riches envers ceux du Tiers-Monde, et du plus grand scandale de notre monde moderne qui fait qu'une minorité de nantis se permet de détruire des denrées alimentaires, de geler des terres cultivables, de s'ingénier à exporter des machines de plus en plus efficaces pour semer la mort alors que les deux tiers de l'humanité sont sous-alimentés et que chaque année des centaines de milliers d'humains meurent de la guerre, de la famine et de malnutrition.

Plus particulièrement nous pensons que la politique actuelle de la France, surtout en matière de Défense Nationale, avec ses ventes d'armes, ses bombes atomiques, ses extensions systématiques de camps militaires, etc. tend à aggraver le problème au lieu d'aider à sa solution, et pendant ce temps tous les pays riches continuent le pillage du tiers-monde ».

Les Paysans du Larzac.

● **Fête de la moisson au lieu dit « Le Rajal del Guorp ».** Horaire du rassemblement : arrivée sur le plateau le samedi 17 août vers midi ; moisson à 14 heures ; Fête toute la nuit ; carrefours le dimanche matin ; départ du plateau : dimanche à 14 heures. Tous renseignements, tracts, affiches : Les Paysans du Larzac, 5 rue des Mazes, 12230 La Cavalerie.

● Pour pas qu'on les oublie, les **objec-teurs insoumis à l'O.N.F.** entament un **Tour de France cycliste.** Partie de Nantes le 28 juillet et à raison de 80 km environ, la caravane passe par Bordeaux, Bayonne, Toulouse, Montpellier et arrivera le 17 août à la fête du Larzac.

● **Des stands à la fête de la moisson sur le Larzac.** — Un stand du **mouvement écologique.** Pourquoi ? Il est nécessaire pour nous d'éclaircir la situation confuse du mouvement écologique. Il semble nécessaire que chaque « tendance » s'assume et se définisse. Que tous ceux qui désirent y participer nous fassent signe. Chaque groupe s'occupera de la réparation et de l'organisation de son stand. Pour sa part, le Collectif National Provisoire du mou-

vement écologique tiendra, en tant qu'élément du mouvement, un stand. Le fichier sera à la disposition de tous. **Mouvement écologique Cité Fleurie 65, bd Arago, Paris XIIIe.** — Un stand pour faire un petit pendant à Censeau. Si des expériences, des tentatives ont démarré depuis, qu'on vienne en parler, qu'on prenne contact ! « **Communiquer** » 18, rue du Palais de l'Ombrière 33000 Bordeaux.

LUTTES ANTI-NUCLEAIRES

● **Sit-in à Dampierre en Burly.** Après la « crise » du pétrole, la lutte anti-nucléaire s'organise avec plus de forces mais dans une perspective encore plus inquiétante qu'il y a quelques mois. Pour affirmer devant l'opinion notre détermination de voir s'arrêter toutes les formes d'utilisation de l'énergie nucléaire, le **Mouvement Pollution Non** organise depuis le 27 juillet jusqu'au 4 août un sit-in à Dampierre en Burly (Loiret). Nous entendons protester, à cette occasion, contre les mesures scandaleuses d'intimidation pour expulser les paysans, contre les pollutions dues aux centrales (radioactivité, réchauffement des eaux), contre toute politique énergétique qui fait passer les exigences financières, économiques et militaires avant la sauvegarde de la nature et de ses ressources. Pour montrer, enfin, la globalité de la lutte, les participants au sit-in descendront sur le Larzac pour le 17 août. **Mouvement Pollution Non.**

● **Caravane d'information.** Le but de cette caravane est de faire de l'animation, au moyen de saynettes, mimes, chansons, etc. et à partir de la dialogue avec les estivants sur la crise de l'énergie et sur les dangers de l'énergie nucléaire.

Départ : mardi 30 juillet. Rendez-vous à Heist à 4 km au nord de Zeebrugge (Belgique), sur la côte, place des Héros à 10 heures. Itinéraire : Zeebrugge-Blankerberge. Le soir, meeting dans une église à Blankerberge. Mercredi 31 juillet : Blankerberge-Ostende. Jeudi 1er août : Ostende-La Panne. Vendredi 2 août : La Panne-Bray Dunes. Samedi 3 août : Bray Dunes-Malo-Dunkerque. Rendez-vous à 10 heures à la M.J.C. de Malo pour les gens qui veulent nous rejoindre. Le soir, meeting à Dunkerque avec les biologistes, des pêcheurs, des grévistes de La Hague. Dimanche 4 août : Dunkerque-Gravelines ; information dans l'agglomération de Gravelines. La caravane peut continuer sur Paluel, La Hague et même aller jusqu'au Larzac. On a besoin de camionnettes, de musiciens, de matériel d'animation pour les plages... Le déplacement se ferait à vélo, avec le matériel dans la camionnette.

● **Marche sur Pierrelatte.** Nous invitons toutes les associations d'accord quant à la nécessité d'un moratoire nucléaire, à se joindre à nous en tant que co-organisateurs et co-responsables de la manifestation du 8 septembre 74 : « **Marche de Protestation de Pierrelatte** ». Départ 15 heures de la mairie à Saint Paul 3 Châteaux, contre la construction d'Eurodif et des centrales nucléaires afférentes.

Nous faire parvenir votre soutien pour qu'on se sente moins seul. Nous envoyer sur feuillets à part les réserves quant à de telles réalisations afin que nous puissions les verser aux dossiers soit d'enquêtes publiques si elles se refont, soit aux dossiers d'enquêtes commodes et incommodes (les réserves en deux points, S.V.P., d'une part vis-à-vis d'Eurodif, d'autre part vis-à-vis

d'E.D.F., les enquêtes étant dissociées).

Nous fournir les adresses de juristes prêts à prendre en charge les problèmes propres au recours administratif, étant donné les vices de formes constatés par huissier dans la procédure des enquêtes publiques.

Nous soutenir financièrement pour tirer des affiches.

Faire le maximum de battage dans vos régions par de. Communiqués à la presse, des lettres aux préfets, sous-préfets, élus, syndicats ouvriers et paysans, etc.

Organiser des caravanes par grandes villes ou régions.

Toutes suggestions nous seront utiles. Bref, on est prêts, et il nous faut employer tous les moyens — non-violents — pour briser le mur du silence et faire avancer la prise de conscience populaire sur la question nucléaire.

Comité d'Action Ecologique pour la Sauvegarde de la Provence et de la Plaine du Rhône, Foyer des Jeunes Travailleurs, 33 ch. St Roch - 84000 Avignon.

RENCONTRES

● **Chantier international de Broucaillou.** Depuis le 1er juillet et jusqu'au 30 septembre se tient en Haute Ariège un chantier international dont le but le plus immédiat est la reconstruction d'un village en ruines. Il y a quatre ans, il n'y avait dans cette vallée que des touristes, des ruines et des champs en friche. Aujourd'hui, plusieurs communautés et sympathisants y vivent, avec leurs troupeaux et leurs jardins et il reste encore de la place pour beaucoup. En remettant en état les habitations en ruines, les organisateurs du chantier se proposent non seulement de réoccuper un village abandonné, mais surtout de **mettre en place des bases de vie à mode de production écologique :**

- énergie douce non polluante ;
- agriculture biologique à dimension humaine ;
- propriété collective communale ;
- créativité artisanale non parcellisée.

Le chantier international de Broucaillou sera un foyer de rencontre et un carrefour d'idées. On espère qu'il sera aussi une porte ouverte sur la région, où existent de nombreuses possibilités d'installations et où vivent plus ou moins marginalement pas mal de communautés ou individus. Le chantier sera gratuit. Son autofinancement est prévu, grâce à la cueillette des myrtilles, abondantes en montagne. Le travail se fera par équipes à raison de cinq heures par jour et de cinq jours par semaines. Jacques Hoeben, **Dialogue Communautaire**, B. P. 684, B-1000 Bruxelles (enveloppe timbrée pour réponse).

● **Stages écologiques.** Apprentissage à l'hygiène vitale, relaxation, alimentation biologique, cure de jeûne, pratique de jardinage biologique, discussions, importante bibliothèque, promenades à pied. Stages libres et permanents. Renseignements sur demande à **Nature et Vie** 13, rue du Village, Kervénanec, 56100 Lorient. Tél. (97) 64-26-57

Ecole secondaire, pédagogie nouvelle, créée par parents-enseignants-enfants regroupés, ouvre à la prochaine rentrée. Permanence jusqu'en septembre, le samedi de 15 à 18 h chez S. Saisse, 97, rue de la Santé, 75013 Paris. Tél. 535-87-82 ou 548-36-69.

● **Entente communautaire.** Autant on parle de socialisme, d'autogestion, de démocratie industrielle, autant on expérimente peu ces idées, comme si le fait d'en parler procurait déjà tellement de satisfaction qu'il n'est plus nécessaire ensuite d'essayer de les appliquer. **L'entente communautaire** est un groupe de personnes, d'entreprises et communautés qui essaient de vivre le socialisme, de pratiquer ce que l'on croit : entreprises coopératives dans différents domaines et de différentes tailles, communautés rurales, groupes de quartier ou de culture ou de loisirs auto gérés, communes de vie...

Le 5 octobre nous organisons un premier échange d'expérience. Un forum ouvert uniquement à ceux qui pratiquent leurs idées. Il n'y aura pas de grands discours, ni de belles déclarations d'intentions ou de projets de monde futur, mais nous essaierons de tirer quelques leçons de notre pratique de travail en commun : comment se prennent les décisions ? Y a-t-il et faut-il des chefs ? Vaut-il la peine de prendre du temps pour discuter avant de faire le travail pour informer ? Y a-t-il des méthodes de gestion qui ne soient pas « capitalistes » ? Peut-on vivre dans le travail un idéal de démocratie ?

Il y a en France et à l'étranger d'innombrables expériences de travail en commun et nous avons tous intérêt à nous connaître et à dégager des règles pour mieux vivre nos idées. Bien que **L'Entente Communautaire** s'intéresse à toutes les formes de socialisme vécu, nous avons décidé de faire porter ce premier échange d'expérience uniquement sur les questions de travail. Par la suite, on fera d'autres forums sur le socialisme vécu dans l'habitat, dans la culture, dans l'éducation, l'alimentation, etc.

Pour être tenu au courant de la **préparation du Forum**, écrire à **Entente Communautaire**, 78, rue du Temple, 75003 Paris. Tél. 887-89-59.

LUTTES LOCALES

● **Usinor ! pue ! tue ! pollue !** Un meeting de 600 personnes organisé par les **Amis de la Terre d'Escaudain** s'est tenu contre l'installation de deux fours à chaux d'Usinor. Ces fours déverseront plus de 43 tonnes de poussière de chaux par an ! à 10 mètres d'une cité et d'un bidonville ! Meeting-fête avec bouffe bio., prises de parole d'écologistes, de militant syndical et d'habitants, puis chansons folks. Les **Amis de la Terre d'Escaudain** entendent donner le plus grand retentissement à cette lutte, engager une action en justice contre Usinor, lutter pour le relogement des 50 familles du bidonville et de la cité, et travailler en commun avec les ouvriers en lutte contre le trust Usinor. Les Amis de la Terre, 10, rue du 8-Mai, 52124 Escaudain (C.C.P. Lille 96 124, mention : solidarité Escaudain).

● **Le désert croît.** — Dans la région comprise entre Pontault-Combault, Roissy-en-Brie, et Croissy-Beaubourg, s'étend une magnifique forêt privée. Cette forêt doit être, dans les dix ans à venir, aménagée, civilisée, rasée par les bons soins de la mission d'aménagement de la ville nouvelle de Marne-La-Vallée. Elle est tellement belle que faire ça est plus qu'un crime. J'en ai personnellement mal au cœur, mais je ne peux me résigner à l'inéluctabilité de cette « marque du progrès ». C'est pourquoi j'appelle tous ceux qui ont vraiment foi en la vie et l'« An 01 », pour désirer se battre sur cette affaire, à me contacter le plus rapide-

sur le terrain...

ment possible. Jean-Yves Chauvet, 34, rue St-Sauveur, 75002 Paris.

● **Sauvarem Les Paluns.** — Appel à un rassemblement sur l'autoroute B 52 Aubagne-Toulon, le 3 août.

Le choix du lieu de notre action. Sur l'autoroute B 52. Le délire technocratique, l'erreur technique, ont franchi toutes les limites de l'absurde. Cette absurdité est évidente et sensible à tous alors que les premiers travaux ont laissé leur empreinte. La beauté du site, l'harmonie de l'équilibre agricole détruits par le projet ne peuvent laisser indifférent. Les solutions rationnelles et de bon sens qui auraient dû être adoptées s'imposent au premier coup d'œil. Les dossiers de l'affaire sont copieux, les intérêts privés faiseurs et profiteurs de ce crime sont bien connus, et leur collusion avec les services public bien établie.

Les thèmes de notre action. Ce seront, bien entendu, ceux des participants, les vôtres, mais nous ne pensons pas qu'on puisse y oublier : 1° le péage, source de corruption et cause d'une incessante prolifération d'affaires analogues ; 2° le principe même des autoroutes, le principe même du mode de transport individuel, contestables ; 3° un projet pensé de l'extérieur pour les seuls intérêts extérieurs, dans des formes inadaptées, aux besoins des habitants, c'est aussi le schéma de l'aménagement actuel de la Provence et de l'Occitanie un schéma colonial.

Les objectifs de notre action. D'abord, bien entendu, exiger l'interdiction des travaux pour sauver les parties essentielles. Des propositions réalistes faites par les habitants. On n'a pas écouté les premières, imposons qu'on écoute celles-ci. Mais au-delà, les résultats très réels déjà acquis dans ce sens nous permettent d'affirmer que par notre lutte contre des projets analogues, luttes qui ne pourront plus se limiter aux combats des seuls expropriés. En unissant notre action aux différentes luttes menées en Occitanie et ailleurs, préparons les conditions qui nous permettront d'acquiescer le pouvoir de connaître, contrôler, décider nous-mêmes pour nous-mêmes. Les formes de notre action. Nous vous invitons à un premier rassemblement, le samedi 3 août, à 9 heures, en deux points différents : Saint-Cyr et le Plan-du-Castelet (Var). Une double marche au long de l'autoroute nous unira dans la plaine des Paluns. Au cours de la marche, détails et commentaires sur l'autoroute elle-même, mais surtout discussion sur différents thèmes et projets d'actions immédiates (l'autoroute n'est que l'ossature de plans plus grandioses). A 16 heures, forum suivi d'une fête dans la plaine des Paluns. Réflexion commune au cours de laquelle, pour changer un peu, de simples travailleurs prendront la parole simplement et proposeront des solutions de bon sens. Camping possible. Ce que nous ferons sera à la mesure de notre nombre. Entre total o farem tot.

Terra de Provença. Les Luquettes, 83740 La Cadière - Tél. (94) 29-31-20.
Volem viure al país. — Une force socialiste autonome. Les comités occitans qui avaient soutenu la candidature de Robert Lafont aux présidentielles se sont regroupés à Feniers, le 22 et le 23 juin. Ils ont décidé de former un mouvement socialiste occitan autonome regroupant dès à présent une trentaine de comités sur l'ensemble du territoire occitan. Un certain nombre de forces politiques s'associe à ce mouvement. Le mouvement « **Volem viure al país** » (nous voulons vivre au pays) entend privilégier le rassemblement des travailleurs occitans

sur les luttes anticapitalistes concrètes. La plus large base d'accord s'est réalisée sur les points mis en avant lors de la candidature Lafont :

— combat pour la reconnaissance des nationalités dans l'exagone ;

— lutte contre le colonialisme intérieur ;

— reconstruction démocratique de l'Etat et de la société ;

— soutien aux nouvelles formes de luttes anticapitalistes qui continuent à se développer ;

— solidarité avec les victimes de l'imperialisme ;

— aspiration à une société supranationale ;

— défense de l'espace humain.

Le mouvement interviendra durant l'été dans les luttes actuellement en cours : Larzac, Canjuers, affaire de l'autoroute Marseille-Toulon, etc. Une assemblée générale se tiendra à la rentrée de septembre. Un organe de presse propre au mouvement sera alors lancé. D'ici là le mouvement qui s'affirme résolument socialiste entend maintenir sa pleine et entière autonomie au sein du mouvement socialiste. Renseignements : Eric Fave, La Chapelle-Faucher, Champagnac-de-Beclair 24. Tél. (53) 54-01-62.

VIENT DE PARAÎTRE

● **Alternatives non violentes.** — Nos sociétés se militarisent, la course aux armements met en danger la survie du monde, la famine s'étend dans le Tiers-Monde tandis que le gaspillage règne chez nous, etc. : n'est-ce pas assez pour donner envie de « faire la révolution » ? Mais quelle révolution ? Par le vote ? Par les armes ? Il suffit d'observer ce qui se passe, d'entendre ce qui est dit autour de nous pour sentir qu'une autre révolution est nécessaire et possible : certaines méthodes de lutte (Lip, Larzac), certains thèmes mobilisateurs (autogestion), certaines sensibilisations (écologie), certains changements culturels et sociaux (libération des femmes, communautés, institutions parallèles) peuvent mettre sur la voie d'une révolution nouvelle.

Mais tout cela est en grand danger de récupération par le système en place : tout cela est ambigu, souvent naïf... Alternatives non violentes voudrait être un lieu de réflexion et de recherche pour ceux qui se reconnaissent dans ces courants, ont un projet révolutionnaire. Cette réflexion, la revue essaie de la mener avec tous ceux qui veulent exprimer leurs projets ou leurs luttes, allant interroger par exemple des hommes comme André Jeanson, ancien secrétaire général de la C.F.D.T. ou Robert Chapuis, secrétaire national du P.S.U. ; mais elle voudrait aussi associer à sa recherche tous ceux qui estiment que la non violence devient discutée et ne peut que gagner à être discutée. **Alternatives non violentes** 5-6. 5 F le numéro. ANV, 22, rue de l'Eglise, 69003 Lyon.

● **L'insécurité des réacteur nucléaires ou l'illusoire sécurité des consommateurs d'électricité.** — Brochure éditée par l'APRI-B, à demander à l'auteur : Walter D. Côte, rue Wastenne, 6 A, 6478 Rance, Belgique.

● **Connaissez-vous la bicyclette à musique et la douche vélocipédique ? Non ? Alors jetez-vous sans tarder sur « Vivre le vélo » (collection Vivre, Stock 2, 20 F). Dans ce petit livre fort agréable à lire, Jacques Durand (déjà co-coupable du « Manuel de la Vie Pauvre », même collection, 28 F, une paille) n'en reste pas aux anecdotes. Un chapitre fort complet est consacré**

à la pratique de la bicyclette, et l'impact subversif du deux roues sans moteur n'est pas oublié. A déplorer une erreur impardonnable : la première manivelle à vélo à Paris, c'était pas en 71, mais en 72. La révolution est au bout de la pédale.

● Dans le cadre du journal « investir ou mourir - Nature et Vie Jura », de la plaquette « **Bilan de Civilisation** », de Marcel Picard, a été réalisée en tirage spécial. Une multitude de sujets (agriculture, air, aliments, accidents, armements, épouement des ressources...) y est traitée, dénonçant l'échec de notre civilisation. Prix de la plaquette : 25 F + port, à commander à Siège Social SAST, 39120 Chaussin. (Faire d'abord la commande, paiement après réception.)

● **« Il était une fois la révolution ».** — Bouquin réalisé collectivement par des dessinateurs, des photographes et des journalistes de Libération. Extrait de l'avant propos : « Tout semble avoir été fait, à de rares exceptions près, pour banaliser l'expérience des Lip et la réduire tant bien que mal à des schémas pré-établis : Lip a été « avantgardisé », « syndicalisé », « anti-syndicalisé », « programmé »... Nous avons voulu autre chose. Pour nous, Lip a été une commotion dans les têtes, une agression dans les habitudes de pensée : le retour de l'imagination dans la France politique. Nous avons voulu restituer Lip comme une réflexion ouvrière, en acte, sans précédent sur le travail, la société, la vie quotidienne, la révolution... comme un projet de vie s'édifiant au jour le jour. Nous avons voulu restituer Lip dans sa radicalité et ses contradictions, au-delà de tout programme figé et préconçu. Les Lip à leur manière sont partis « à l'assaut du ciel », comme les communards, comme ceux de mai 68. Nous avons cherché à confronter l'acte et le discours de la révolution-Lip à ceux de la Commune étudiante et du socialisme dit « utopique »... »

● **L'écographe.** — Canard bimestriel (5 F) qui, comme son nom l'indique, parle d'écologie avec beaucoup de dessins (12, rue du Grand-Clos, 45200 Montargis).

VRAC

● **Crozon (29).** — Exposition écologique à l'école Ste-Anne, rue Graverah. Présentée jusqu'au 15 août par l'URBE (Union régionale bretonne de l'environnement).

● **Objecteurs écologiques.** — Nous préparons un texte sur l'armée. On vous demande de faire parvenir textes, analyses, coupures de presse et suggestions à Patrick Perroud et Paul Sigogneau c/o Mouvement Ecologique, Cité Fleurie, 65, bd Arago, 75013 Paris. C'est urgent !

● **Saint-Astier (24), ce n'est pas le Larzac. Et pourtant...** — Au portes de Saint-Astier, 115 hectares de bois sont en train d'être expropriés pour s'ajouter aux 35 ha déjà possédés par la gendarmerie mobile. C'est un des rares « poumons » de cette petite ville qui se trouve menacé. Sans parler du bruit provoqué par les tirs (y compris la nuit après 22 h) ou par les engins que l'on s'y propose d'essayer. C'est aussi la disparition de vieux sentiers forestiers et de lieux de promenades agréables.

Mais rien n'est encore perdu. En effet, malgré les pressions de toutes sortes, quelques-uns parmi la quarantaine de propriétaires concernés n'ont pas encore signé. L'un d'entre eux vient de

consulter un groupe d'avocats qui a relevé plusieurs anomalies dans la procédure. Une action en justice est entamée. De plus, l'enquête d'utilité publique n'a pas eu la publicité coutumière (voir **Sud-Ouest**, 1er juin 1972).

Que signifie l'utilité publique à Saint-Astier ? Il ne s'agit pas des attributions habituelles de la gendarmerie, mais essentiellement de permettre l'entraînement des gardes mobiles afin de maintenir le système en place et de mater l'« ennemi intérieur », c'est-à-dire nous tous.

Une action est entamée contre le camp. Contact : Les Amis de la Terre Groupe Aquitaine - Centre Culture et Sportif, 13, place Charles-de-Gaulle, 24600 Ribérac.

MARCHE LARZAC-SAHEL

Une marche sur le Larzac a lieu depuis Clermont-Ferrand à partir du 1er août. Inutile de chercher les autres marches prévues, elles sont toutes annulées. Permanence et lieu de rassemblement (les 1er et 2 août) : chez Koffman (demander le berger) — chemin de Blanzat — les Sagottiers — 63100 Clermont-Ferrand. Une fois à Clermont, aller à la maison des sports, place Bughes, puis prendre la rue de Blanzat en direction du Plateau de Chanturgue. Le parcours sera fléché. Itinéraire : Saint-Amant le 2 ; Champeix le 3 ; Dauzat le 4 ; Ardes le 5 ; Blesle le 6 ; St-Mary le 7 ; St-Flour le 8 ; Chaudes-Algues le 9 ; Nasbinals le 10 ; Hermaux le 11 ; Canougue le 12 ; St-Georges le 13 ; Rozier le 14 ; Millau le 15 ; Larzac le 16.

Pour les retardataires : permanence téléphonique pendant toute la durée de la marche : Jean-Claude, Librairie le Fournil, rue du Crucifix, 12500 Aurillac, tél. : 48-36-48 de 10 h à 12 h et de 14 h à 19 h.

Il n'est pas question que la marche vive sur le dos de la population des lieux traversés. Il faut donc que chacun ait une tente, un duvet, de bonnes chaussures, de bonnes chaussettes de laine, et, grosso modo, 10 F par jour. Collectif de la marche c/o pavillon 20, Cité Fleurie, 65, boulevard Arago, 75013 Paris.

LA GUEULE OUVERTE

Fondateur :
Pierre Fournier

Rédacteur en chef :
Isabelle

Mise en page :
Chânel-Jeanvov

Secrétaire de rédaction :
Jean-Marc Bernard
Martine Joly

ADMINISTRATION ET REDACTION

Editions du Square
S.A.R.L. au capital de 30.000 F
10, rue des Trois-Portes Paris-5
Tél. : 633-27-34

Directeur de la publication :
Georges Barnier

Dépôt légal : 2^e trimestre 1974

Imprimerie
« LES MARCHES DE FRANCE »
44, rue de l'Ermitage, 75020 PARIS

Distribution N.M.P.P.

Abonnement 1 an : 40 F
Etranger : 45 F

(Envoyer aux Editions du Square)

LES PETITS ÉCHOS DE LA MERDE

A ESCAUDAIN, DANS LE NORD, M. USINOR, 1 m. 28, CONSTRUIT DES CHEMINÉES DE 4 m 29 ET EMPISONNE LA POPULATION. IL PROMET DE REMÉDIER A LA SITUATION, DÉS QU'IL AURA REÇU DES CHAUSSURES A TALONS HAUTS.



UN GROUPE NE CROIT PAS A CES PROMESSES. IL A BESOIN D'AIDE : A DE T. 10, RUE DU 8 MAI. 59194 - ESCAUDAIN.

UNE RACE DE BOSSUS EN PERSPECTIVE ?

PRÈS DE BLOIS, L'IMPLANTATION D'UN CHAMP DE TIR POLYVALENT DEVRAIT, SELON DES GENS DU COIN, RAPPORTER PAS MAL DE FRIC À CERTAINS, ET PAS MAL DE PRUNEUX POUR LES PETITS OISEAUX ET AUTRES BEAUX ARBRES. ET LES PETITS ENFANTS, HEIN...



SOCIÉTÉ D'ÉTUDE ET DE PROTECTION DE LA NATURE EN LOIR-ET-CHER : 9 TER, CHEMIN DES LANDES. 41 BLOIS.

LES GENS ATTEINTS D'ALBUMINE POURRONT ENFIN PASSER DIX MINUTES ENTRE SÈTE ET AGDE. LA BANQUE "LA HENIN" VIENT DE RACHETER LES SALINS DU MIDI POUR CONSTRUIRE À LA PLACE UNE GIGANTESQUE STATION BALNÉAIRE. SI LA SÉCURITÉ SOCIALE LEUR FAIT UNE AVANCE DE QUELQUES MILLIONS, ILS POURRONT AUSSI BOIRE UN CAFÉ DANS UN BISTROT À CÔTÉ D'UN RICHE PROPRIÉTAIRE DE STUDIO.



L'HERBE ENFIN À L'ABRI SOUS UNE BONNE COUCHE DE BÉTON, C'EST À SISTERON-THÈZE-VAUMEILH QUE ÇA VA SE PASSER. UN MAGNIFIQUE AÉROPORT GÉANT POUR TOURISTES ET HOMMES D'AFFAIRES Y VERRA LE JOUR. DU CE QU'IL EN RESTERA. LES CRIS DE PROTESTATIONS NE SONT PAS ENCORE COUVERTS PAR LE BRUIT DES AVIONS : ASSOCIATION DE DÉFENSE DES RIVERAINS DE L'AÉRODROME SISTERON-THÈZE-VAUMEILH. A.R. A.S.T. 04-200 VAUMEILH



MARCKOLSHEIM: L'IMPLANTATION D'UNE CENTRALE NUCLÉAIRE VIENT D'ÊTRE AUTORISÉE À L'UNANIMITÉ DE LA DÉCISION DU PRÉFET DU BAS-RHIN.



SOUSSOUÉOU: LE PROMOTEUR DE STATIONS DE SKI N'AVAIT PAS D'ARGENT. LE COMITÉ DE DÉFENSE "SOUSSOUÉOU OSSAU", RÉSIDENCE DE FRANCE "CHAMPAGNE". TÉL. 27-31-86 - 64000 PAU, L'A RÉPÉTÉ À TOUT LE MONDE. LE PROMOTEUR, CACHÉ DANS LE MONDE, L'A ENTENDU. PROCÈS. IL L'A PERDU. PEUT-ÊTRE N'Y AURA-T-IL PAS DE STATION. S'IL FAUT AVOIR DE L'ARGENT POUR EN GAGNER, OÙ ALLONS NOUS?



MR. SHELL DEVIENT FOU!

RELISANT LE N° 30 DE "LA RECHERCHE", MR. SHELL COMPRIT POURQUOI MME SHELL LUI FAISAIT GRÏSE MINE: MR. B.P., LUI, AVAIT TROUVÉ LE TRAITEMENT (PAGE 6 →) de la pollution des mers. POUR RECONQUÉRIR SON UNIQUE AMOUR, MR. SHELL SE SÉRAIT ABRUTI DANS UN TEL TRAVAIL DE RECHERCHE QUE SA SANTÉ MENTALE SEMBLERAIT NE POUVOIR LE SUPPORTER.



ENCORE UN HOMME ATTAQUÉ LA NUIT PAR DES VOYOUS!



PETIT JEU POUR L'ÉTÉ, DANS CETTE PAGE, SE CACHE UNE FAUSSE INFORMATION. SAUREZ-VOUS LA TROUVER ?